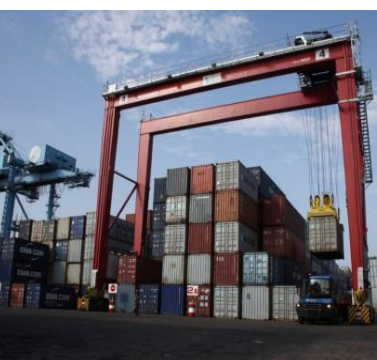


Etude économique et financière des entreprises en 2015

15^{ème} Edition



Institut National de la Statistique/
National Institute of Statistics

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: www.statistics-cameroon.org

Décembre 2017

Table des Matières

SIGLES ET ACRONYMES	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	6
LISTE DES ENCADRES	6
AVANT PROPOS	7
RESUME EXECUTIF	8
INTRODUCTION	13
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES EN 2015	14
1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	14
1.2 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL	14
1.2.1 <i>Environnement institutionnel et réglementaire</i>	14
1.2.2 <i>Contexte macroéconomique</i>	16
1.3 FAITS SAILLANTS SUR LES ENTREPRISES	17
1.3.1 <i>Création d'entreprises</i>	18
1.3.2 <i>Fusions, acquisitions et cessions</i>	18
1.3.3 <i>Disparitions, cessations d'activité pure</i>	18
1.3.4 <i>Autres faits marquants</i>	18
CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES PROFITS	20
2.1 EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES	20
2.2 EVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTEE	22
2.3 EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'EXPLOITATION	23
2.4 PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTEE	24
2.5 EVOLUTION DU RESULTAT NET	25
CHAPITRE 3 : CAPITAL HUMAIN ET CARACTERISTIQUES DE L'EMPLOI	27
3.1 EVOLUTION DES EMPLOIS PERMANENTS	27
3.2 PRODUCTIVITE DU TRAVAIL	28
3.3 CHARGES DE PERSONNEL	30
CHAPITRE 4 : RENTABILITE DES ENTREPRISES	31
4.1 RENDEMENT ECONOMIQUE	31
4.1.1 <i>Les branches à rendement économique négatif</i>	31
4.1.2 <i>Les branches à rendement économique faible</i>	32
4.1.3 <i>Les branches à rendement économique intermédiaire</i>	32
4.1.4 <i>Les branches à rendement économique élevé</i>	33
4.2 RENTABILITE DES RESSOURCES STABLES	33
4.3 RENTABILITE FINANCIERE DES ENTREPRISES	35
CHAPITRE 5 : OUTILS DE PRODUCTION, INVESTISSEMENTS ET IMMOBILISATIONS DES ENTREPRISES	37
5.1 PRODUCTIVITE DU CAPITAL	37
5.2 ANALYSE DES INVESTISSEMENTS	38
5.3 ANALYSE DE L'INTENSITE CAPITALISTIQUE	40
5.4 RYTHME DE RENOUVELLEMENT DES IMMOBILISATIONS	42
5.5 POIDS DES IMMOBILISATIONS ET DE L'ACTIF CIRCULANT	44
5.5.1 <i>Structure globale de l'actif</i>	44
5.5.2 <i>Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité</i>	45

CHAPITRE 6: ANALYSE DE L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES ET DU FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR LE PASSIF	47
6.1 ANALYSE DU NIVEAU D'ENDETTEMENT DES BRANCHES	48
6.2 L'ENDETTEMENT DANS LA STRUCTURE DES BILANS	50
6.2.1 Branches à dette financière élevée	51
6.2.2 Branches à dette financière plancher	51
6.2.3 Dettes à court terme	51
6.2.4 Dettes à moyen et long terme	52
6.3 LE PASSIF ET LE FINANCEMENT DE L'ACTIF ET DU FONDS DE ROULEMENT	55
6.3.1 Etude globale du fonds de roulement	55
6.3.2 Analyse du fonds de roulement par rapport à l'actif circulant	56
CONCLUSION	58
BIBLIOGRAPHIE	60
ANNEXES	61
ANNEXE 1 : CONCEPTS ET DEFINITIONS	61
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE	63
ANNEXE 3 : TABLEAUX STATISTIQUES	65
ANNEXE 4 : STRUCTURE DU BILAN EN 2015 PAR BRANCHES D'ACTIVITE	81
ANNEXE 5 : EQUIPE TECHNIQUE DE REDACTION DU RAPPORT	90

Sigles et acronymes

AC	Actif Circulant
ACM	Amortissements Cumulés
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APME	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
BC-PME	Banque Camerounaise des PME
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CBF	Cameroon Business Forum
CP	Capitaux Propres
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
DT	Dettes à Terme
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
EEF	Etude Economique et Financière des Entreprises
FDR	Fonds de Roulement
IB	Immobilisations Brutes
IF	Immobilisations Financières
IMMO	Immobilisations
IS	Impôt sur les Sociétés
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
NACAM	Nomenclature des Activités au Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NCA	Non Classés Ailleurs
PME	Petite et Moyenne Entreprise
RN	Résultats Nets
ROE	Return On Equity
RS	Ressources Stables
VA	Valeur Ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Liste des grandes entreprises créées en 2015.....	18
Tableau 2: Structure et evolution du chiffre d'affaires entre 2014 et 2015.....	21
Tableau 3: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %).....	23
Tableau 5: Evolution du taux de marge des entreprises entre 2014 et 2015	25
Tableau 7: Branches à productivite du travail élevée.....	29
Tableau 8: Branches à rendement apparent du travail eleve	29
Tableau 9: Branches à rendement economique negatif (en %).....	32
Tableau 11: Branches à rendement economique intermediaire (en %)	32
Tableau 12: Branches à rendement economique eleve (en %).....	33
Tableau 13: Rentabilite negative des ressources stables des branches en 2015 (en %).....	34
Tableau 14: Rentabilite positive des ressources stables des branches en 2015 (en %).....	34
Tableau 16: Branches à rentabilite financiere faible en 2015 (en %).....	36
Tableau 17: Branches à productivite du capital elevee en 2015 (en %).....	37
Tableau 18: Branches à productivite du capital faible en 2015 (en %).....	38
Tableau 19: Evolution des investissements par secteur d'activite entre 2014 et 2015 (en %)	39
Tableau 21: Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2014 et 2015 (en %).....	39
Tableau 22: Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2014 et 2015 (en %).....	40
Tableau 24: Branches à intensite capitalistique superieure a la moyenne en 2015.....	41
Tableau 25: Branches à faible intensite capitalistique en 2015.....	42
Tableau 26: Branches à indice de vieillissement inferieur a la moyenne globale en 2015	43
Tableau 27: Branches à indice de vieillissement des immobilisations superieur a la moyenne des branches en 2015	44
Tableau 28: Structure des rubriques de l'actif de 2012 à 2015 (%)	45
Tableau 29: Branches quasiment equilibrees en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2015 (%)..	45
Tableau 30: Branches à immobilisations preponderantes en 2015 (%).....	46
Tableau 31: Déséquilibre des branches à actif circulant important en 2015 (%).....	46
Tableau 32: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2015	48
Tableau 33: Branches à coefficient d'endettement élevé en 2015	49
Tableau 34: Branches à dettes financieres élevées en 2015 (%).....	51
Tableau 35: Branches à dettes financieres faibles en 2015 (%).....	51
Tableau 36: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé (%).....	52
Tableau 37: Branches à faible niveau d'endettement de court terme (%).....	52
Tableau 39: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique de 1	54
Tableau 41: Branches présentant un ratio (fdr/actif circulant) positif en 2015 (%).....	57
Tableau A 1: Evolution du chiffre d'affaires par branches d'activite.....	65
Tableau A 2: Evolution de la valeur ajoutee et du taux de valeur ajoutee	66
Tableau A 3: Evolution de l'excédent brut d'exploitation entre 2014 et 2015	67
Tableau A 4: Evolution du partage du profit entre 2014 et 2015.....	68
Tableau A 5: Evolution de la marge beneficiaire entre 2014 et 2015	69
Tableau A 6: Evolution des effectifs entre 2014 et 2015.....	70
Tableau A 7: Rendement et rentabilite economique de l'exploitation (%)	71
Tableau A 8: Productivite des facteurs et partage salaires/profits	72
Tableau A 9: Importance des immobilisations	73
Tableau A 10: Jeunesse et renouvellement des immobilisations	74
Tableau A 11: Poids des dettes financieres dans les capitaux propres.....	76
Tableau A 12: Structure des bilans en 2015	77
Tableau A 13: Structure des bilans en 2014	78
Tableau A 14: Fonds de roulement net et financement de l'actif circulant	80

Liste des graphiques

Graphique 1 : Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2014 et 2015	20
Graphique 2: Evolution du partage de la valeur ajoutée entre 2014 et 2015 (en %)	25
Graphique 3: Ventilation des effectifs permanents par branche d'activité	27
Graphique 4: Evolution des effectifs (en %) par branche d'activité	28
Graphique 5: Charges moyennes de personnel dans les 15 premières branches (en millions fcfa)	30
Graphique 6: Evolution du rendement économique de 2013 à 2015	31
Graphique 7: Evolution de la rentabilité des ressources stables	34
Graphique 8: Evolution de la rentabilité financière des entreprises	35
Graphique 9: Evolution de l'intensité capitalistique de 2012 à 2015	41
Graphique 10: Evolution du taux de vieillissement de 2012 à 2015	43
Graphique 11: Evolution de l'endettement entre 2012 et 2015	48
Graphique 12: Evolution de la structure de l'endettement de 2012 à 2015	50
Graphique 13: Evolution du ratio d'endettement à terme de 2012 à 2015	53

Liste des encadrés

Encadré 1: les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires	21
Encadré 2: les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée	23
Encadré 3: analyse du rendement économique	31
Encadré 4: analyse du seuil d'endettement soutenable d'une entreprise	47
Encadré 5: la recapitalisation ; définition mécanismes et effets	49

Avant propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter la quinzième édition de l'Etude Economique et Financière des entreprises pour l'année 2015.

Cette édition se présente, en raison de la thématique abordée, du niveau de couverture des unités productives résidentes et de la nature des indicateurs, comme un cadre de synthèse des informations sur la situation des entreprises. Les indicateurs calculés par branche d'activité se rapportent notamment à la rentabilité économique et financière, à la productivité, au renouvellement des immobilisations, aux investissements, ainsi qu'au niveau d'endettement.

Par rapport à l'édition précédente structurée en cinq chapitres, celle-ci se distingue par une présentation en six (06) chapitres, en l'occurrence, des nouveaux chapitres portant sur i) l'évolution de l'activité et des profits ; ii) le capital humain et la main d'œuvre. Un focus est également fait sur les investissements sur les investissements de l'exercice. Cette réorganisation de fond et de forme tient du souci d'améliorer la gamme des informations, en assurant la cohérence logique des analyses.

Les concepts, définitions et ratios utilisés relèvent, pour l'essentiel, de la comptabilité privée. Cette étude voudrait également, à travers ses analyses, mettre à la disposition des pouvoirs publics, les informations utiles à la gestion des points forts et des points faibles de l'évolution des activités, en vue de susciter des mesures permettant de situer l'économie nationale sur son sentier d'expansion optimal.

Les dirigeants d'entreprise également devraient y trouver des outils précieux d'aide à la décision, afin d'opérer des choix stratégiques importants en termes de management, d'organisation de la chaîne de production et de distribution, de gestion des stocks, d'allocation efficiente des ressources, de gestion optimale du personnel et de recherche-innovation.

L'étude a été réalisée à partir de l'exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF). L'INS remercie toutes les entreprises qui s'acquittent de manière systématique et dans les délais réglementaires, du dépôt des liasses de leurs bilans à son siège ou dans l'une de ses dix (10) Agences Régionales.

De même, l'INS accueille avec grand intérêt toutes les remarques et suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé, Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org / www.nada.stat.cm

Résumé exécutif

L'étude économique et financière des entreprises a, comme source principale de données, la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF). La réalisation de ce rapport permet non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à l'élaboration de diverses études. Ce rapport permet de dresser un diagnostic sur la situation économique et financière globale des entreprises, et par branche d'activité.

Analyse de la situation économique globale

Raffermissement de la croissance en 2015

En 2015, dans un contexte marqué par une conjoncture internationale morose et la persistance des risques sécuritaires ainsi que la chute des cours du pétrole, l'économie nationale continue de faire preuve de résilience, avec une croissance réelle de +5,7% après +5,9% en 2014.

Dans le secteur primaire, la croissance est estimée à +5,3%, après +6,2% en 2014, en liaison avec les branches «agriculture» (+6,3%) et «sylviculture et exploitation forestière» (+7,2%). La branche «sylviculture et exploitation forestière» enregistre une forte décélération avec un taux de croissance de +0,2% après +13,8% en 2014.

Le secteur secondaire connaît l'évolution la plus dynamique, avec une croissance qui se consolide à +9,6% en 2015, après un taux de 5,5% observé en 2014. Depuis 2012, la contribution des «extraction des hydrocarbures» est redevenue positive, en liaison avec l'entrée en production de nouveaux champs. La valeur ajoutée de cette branche est en hausse de +24,8%, après +14,4% en 2014. Les autres branches, notamment les «autres industries manufacturières» (+4,0% contre +0,4% en 2014) et les «bâtiments et travaux publics» (+8,4% contre +7,5% en 2014), soutiennent également le dynamisme de ce secteur.

Le secteur tertiaire s'accroît de +3,4% en 2015 contre 4,8% en 2014. Cette décélération est imputable aux sous-secteurs «Santé et action sociale» (-2,9% en 2015 contre +4,5% en 2014), «commerce, réparation de véhicules» (+3,5% en 2015 après 6,4% en 2014), «information et télécommunications» (+5,1% en 2015 contre +7,3% en 2014). En revanche, elle est atténuée par la bonne performance des branches «Restaurants et hôtels» (+2,2% après -2,1% en 2014), «transports, entrepôts, communications» (+4,3% après +3,0% en 2014) et «banques et organismes financiers» (6,9% après +5,6% en 2014).

Evolution de l'activité et des profits

En 2015, le chiffre d'affaires total des entreprises croît de 2,0% à prix courants, dû à la bonne tenue des secteurs primaire (+15,8%) et tertiaire (+7,1%) et atténué par la contraction de l'activité dans le secteur secondaire (-5,7%). Selon la branche d'activité, il ressort que la performance des entreprises en termes de chiffre d'affaires a été obérée par les activités de «Raffinage du pétrole et cokéfaction» (-28,1%), de «construction» (-16,1%), et l'industrie de boissons (-2,1%), trois branches qui structurent le chiffre d'affaires global, respectivement à hauteur de 6,9%, 3,1%, et 5,7%

La valeur ajoutée aux coûts des facteurs¹ (qui prend en compte les subventions nettes des impôts et taxes) croît plus que proportionnellement au chiffre d'affaires, sa variation par rapport à 2014 ressort

¹ Dans tout ce qui suit, le terme valeur ajoutée renvoie à la valeur ajoutée aux coûts des facteurs

à +3,7%. Cette croissance est portée par le secteur tertiaire (+7,9%) et le secteur primaire (+2,8%), par la bonne tenue de la sylviculture (+39,5%), les activités de soutien aux entreprises (+9,8%), le commerce de gros et de détail, et réparation de véhicules (+9,1%), et les activités financières et d'assurances (+4,9%). Cependant le secteur secondaire (-2,5%) obère cette performance, du fait de la Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné (-19,5%) et de l'industrie de boisson (-2,0%).

Dans ce contexte, le taux de valeur ajoutée, qui rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires, augmente de +0,3 point de pourcentage par rapport à 2014 pour se situer à 20,9%.

Par ailleurs, au terme de l'exercice 2015, les entreprises réalisent d'une manière générale des profits. L'excédent brut d'exploitation est positif et croît de +4,7%, améliorant de ce fait le taux de marge des entreprises qui ressort à 56,3% après 55,7% en 2014. Le résultat net, qui représente la différence entre le total des produits et le total des charges, est positif mais en forte baisse de - 52,9%. Dans ce sillage, le taux de marge nette, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires, est en recul de - 1 point de pourcentage pour s'établir à 0,7% en 2015.

Capital humain et caractéristiques de l'emploi

Les emplois permanents enregistrent une légère hausse de +1,7% en 2015. Par ailleurs, au cours de la même année, quatre (04) branches d'activités se répartissent près de la moitié (49,0%) des effectifs permanents. Ce sont : l'agriculture (16,9%) ; les activités de soutien aux entreprises (15,4%) ; le commerce de gros et détail et réparation de véhicules (8,5%) ; et le transport et entreposage (8,2%). La contribution de chacune des autres branches est en dessous de 5,0%.

Dans ce cadre, la productivité apparente du travail ou productivité par tête, mesurée par le ratio (Valeur Ajoutée / effectif employé) ressort à 10,9 millions de F CFA, soit 0,2 million de F CFA de plus qu'en 2014.

Enfin, Le rendement apparent du travail (VA/Charges de Personnel), quant à lui est resté stable à 2,3.

Rentabilité économique et financière des entreprises

Une amélioration de la rentabilité économique des entreprises

Le rendement économique mesure la performance économique de l'entreprise dans l'utilisation de de son outil de production. En 2015, ce ratio connaît une hausse, se situant à 21,3% pour l'ensemble des entreprises contre 19,5% en 2014.

L'examen par branche laisse cependant apparaître des disparités. En 2015, le rendement économique est supérieur à la moyenne dans treize (13) branches d'activité sur trente-huit (38). Les branches présentant un taux de rendement économique au-dessus de la moyenne sont les suivantes : « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (112,0%) ; suivie par la « Fabrication de produits à base de céréales » (79,5%) et les « Activités financières et d'assurances » (39,0%). Des cas de rendements économiques négatifs sont observés, naturellement expliqués par un accroissement plus important des charges.

S'agissant de la rentabilité des ressources stables, constituées des capitaux propres et dettes financières, elle s'établit à 25,5% en 2015, contre 22,5% en 2014, soit une augmentation de +3 points. En rappel, cette rentabilité des ressources stables se situait à 22,0% en 2013.

Cette évolution s'explique par le fait que la majorité des branches (30 au total) affiche une rentabilité des ressources stables positives. La corrélation avec l'indicateur de rendement économique reste très prononcée sur l'ensemble des branches d'activités.

Une détérioration continue de la rentabilité financière des entreprises...

L'effondrement historique de la rentabilité financière (Résultat Net / Capitaux propres) en 2013 et 2014 s'est poursuivi en 2015 à 2,7%, toute branche confondue. Les niveaux se situaient entre 14% et 17% sur la période 2006-2012.

Cette situation peut s'expliquer par deux facteurs : (i) la détérioration à partir de 2013, des résultats nets de certains fleurons de l'économie nationale ; et (ii) la baisse des transferts budgétaires nets de l'Etat consécutivement à une amélioration significative du recouvrement de l'impôt.

Outils de production, investissements et immobilisations des entreprises

La productivité du capital en hausse...

La productivité mesure la performance d'une entreprise du point de vue des deux (02) facteurs de production que sont : le travail et le capital. Produire d'avantage en utilisant les mêmes quantités de travail et de capital est un exemple d'augmentation de la productivité qui va bénéficier à l'économie en favorisant la croissance.

La productivité du capital (Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes) enregistre une hausse en 2015 à 35,5% contre 33,4% en 2014. Les niveaux plafonds sont observés dans le « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (137,4%), la « Fabrication de produits à base de céréales » (134,4%), la « Sylviculture et exploitation forestière » (132,7%). En revanche, les taux planchers concernent les branches suivantes : «Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a» (-252,6%), «Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a» (-94,2%), « Industries du cuir et fabrication des chaussures » (-29,5%), «Elevage et chasse » (-21,2%).

...l'investissement des entreprises demeure soutenu mais fléchit légèrement

En 2015, les investissements des entreprises fléchissent de -1,9%. Ce recul est dû à la forte baisse des investissements dans les secteurs primaire (-17,2%) et secondaire (-6,2%) qui n'ont pas pu être contenus malgré le dynamisme du secteur tertiaire (+21,0%). En outre, le taux d'investissement est passé de 82,4% en 2014 à 77,8% en 2015. Ce ralentissement de l'effort de l'investissement intervient dans un contexte où les entreprises ont pourtant consolidé leurs marges de profit (le taux de marge ressort à 59,9% en 2015 après 58,5% en 2014).

De l'analyse de la structure des dépenses d'investissements, il ressort que les secteurs secondaire et tertiaire représentent à eux deux 98% des dépenses d'investissement réalisées en 2015. Ces investissements sont principalement orientés vers l'acquisition d'actifs matériels servant d'outils de production et de développement interne (85,0%). Il s'agit de : terrains, bâtiments, installation et agencement, matériel, matériel de transport.

L'intensité capitalistique en baisse en 2015

En 2015, l'intensité capitalistique est de 33,2 millions de FCFA par tête, contre 34,2 millions de FCFA en 2014. Ce ratio se situait entre 50 et 55 millions de FCFA sur la période 2008-2012.

Cette baisse tendancielle de l'intensité capitalistique est révélatrice d'une décélération de l'investissement des entreprises en 2015, notamment dans la « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » alors que du côté de l'emploi, les effectifs de la main d'œuvre n'ont pas suivi le même rythme.

Consolidation de l'effort de renouvellement du parc des équipements productifs

Le degré de vieillissement de l'outil de production est mesuré par le ratio : [Amortissements Cumulés (ACM) / Immobilisations Brutes (IB)]. Son évolution situe sur l'effort de renouvellement de l'outil de production. Plus il est élevé, plus le capital productif est ancien. Ce ratio a enregistré une baisse, passant de 54,0% en 2014 à 50,6% en 2015. Notons qu'il était de 55,2% en 2013 et de 54,9% en 2012. Ainsi, dans l'ensemble, comme en 2014, l'effort de rajeunissement du parc des équipements productifs s'est amélioré en 2015.

Dans le détail, le rajeunissement du parc de production est particulièrement prononcée dans les branches suivantes : « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (18,3%), « Activités fournies principalement aux entreprises » (20,4%), et « Activités financières et d'assurance » (31,2%). La situation observée dans la première branche d'activité reflète le rajeunissement de l'appareil de production des entreprises de cette branche d'activité au cours de ces dernières années. En revanche, les équipements productifs au sein de l'économie, sont vétustes dans les branches « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (82,3%), « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (76,5%), « Industries du textile et de la confection » (75,6%) et « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (73,2%).

Analyse de l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif

Un coefficient d'endettement qui demeure élevé en 2015

Le coefficient d'endettement (Dette totale / Capitaux propres) se situe à 3,8 en 2015 contre 3,7 en 2014 et 3,8 en 2013.

D'après ce critère, les branches relativement peu endettées sont celles de l'« Industrie de la viande et du poisson » (0,3), l'« Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (0,5), l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (0,5), les « Activités immobilières » (0,5) et les « Activités éducatives » (0,6).

En revanche, les branches les plus endettées sont : L'« Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (58,5), la « Construction » (25,2), l'« Industrie du textile et de la confection » (17,1), la « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (16,3), les « Activités financières et d'assurance » (13,3).

Une baisse continue de la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif

Le Fonds de Roulement (FDR), défini par le solde des ressources stables de l'entreprise (capitaux propres et dettes financières) sur les emplois stables (actif immobilisé brut) continue de diminuer en importance, et ce depuis 2008. En 2015, pour l'ensemble des entreprises, une contribution négative de -2,3% au financement de l'actif circulant est enregistrée, contre -1,1% en 2014 et -1,4% en 2013.

Le nombre de branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif reste élevé. En 2015, la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif est négative pour vingt (20) branches contre dix-sept (17) en 2014 et en 2013.

En 2015, les dettes financières (ou à moyen et long terme) varient peu et représentent 16,2% du bilan pour l'ensemble des entreprises, contre 16,7% en 2014.

S'agissant des dettes à court terme, elles ressortent à 63,0%, contre 62,0%, en 2014. Il s'agit essentiellement des crédits fournisseurs, des découverts bancaires et des facilités de caisse.

Introduction

L'étude économique et financière des entreprises fait partie intégrante des publications courantes de l'Institut National de la Statistique (INS). Elle s'appuie sur la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), en collaboration avec la Direction Générale des Impôts (DGI).

Cette 15^{ème} édition du rapport sur l'étude économique et financière des entreprises, a pour objectif principal d'analyser le comportement économique et financier, et la structure des bilans des entreprises. Elle s'inscrit dans la continuité des précédentes éditions en introduisant cependant quelques innovations relatives à l'élargissement de la gamme des indicateurs analysés en l'occurrence les investissements, l'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires, de la valeur ajoutée, etc. Ces indicateurs servent d'outils d'aide à la décision pour orienter les investissements dans certaines branches d'activité. Ainsi, la production de ce rapport permet de répondre à la demande sans cesse croissante d'informations relatives à la performance des entreprises suivant les branches d'activité.

La taille de l'échantillon de l'étude pour le compte de l'année 2015 est restée quasiment stable par rapport à celle de 2014 soient 756 entreprises (sur 18 528 entreprises répertoriées). La représentativité dans les branches se situe au-dessus de 80% pour le chiffre d'affaires et l'emploi.

Le présent rapport est structuré en six (06) chapitres. Le premier présente l'environnement institutionnel et macroéconomique. Le second examine l'évolution de l'activité et des profits. Le troisième analyse le capital humain et les caractéristiques de l'emploi. Le quatrième s'appesantit sur la rentabilité des entreprises. Le cinquième étudie les outils de production, les investissements et les immobilisations des entreprises. Enfin, le sixième aborde l'analyse de l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif.

Chapitre 1 : Environnement des entreprises en 2015

1.1 Environnement économique international

En 2015, la croissance mondiale a atteint 2,8%, soit un taux plus faible que prévu, avec un ralentissement considérable au dernier trimestre. Ce ralentissement inattendu tient dans une large mesure à la baisse de l'activité dans les pays avancés, en particulier aux États-Unis, mais aussi au Japon et dans d'autres pays asiatiques avancés.

En ce qui concerne les pays émergents, la situation est assez contrastée, avec une croissance élevée en Chine et dans la plupart des pays émergents d'Asie, mais une situation macroéconomique difficile au Brésil, en Russie et dans plusieurs autres pays exportateurs de produits de base.

Dans la zone euro, l'affermissement de la demande intérieure a compensé l'affaiblissement des commandes étrangères.

En Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient, l'activité économique a été inférieure aux prévisions, en raison de la baisse des prix du pétrole, et du recul des prix des autres produits de base.

Dans la CEMAC, le choc pétrolier couplé à l'insécurité transfrontalière a considérablement réduit la croissance économique des pays de la zone. De 4,9% en 2014, la croissance s'est établie à 1,6% en 2015.

1.2 Environnement économique national

1.2.1 Environnement institutionnel et réglementaire

En 2015, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes structurelles pour améliorer la compétitivité de l'économie. Elles concernent les entreprises publiques et Etablissements publics et Administratifs, les finances publiques et certains projets.

Pour améliorer le transport de l'énergie électrique, la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL) a été créée le 08 Octobre 2015 par décret présidentiel. Elle est une société à capital public et est chargée, entre autres, de l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau public de transport d'énergie électrique, ainsi que des interconnexions avec d'autres réseaux.

S'agissant du transport aérien, le plan de restructuration de la Cameroon Airlines Corporation (Camair-Co) a été validé par le Chef de l'Etat. Ce plan autorise qu'un montant de 60 milliards soit injecté pour redresser la compagnie aérienne nationale. Il prévoit notamment: (i) la desserte de vingt-sept (27) destinations nationales, régionales et intercontinentales ; (ii) l'acquisition de neuf (09) nouveaux aéronefs d'ici 2020 pour renforcer la flotte ; (iii) l'apurement par l'Etat de la dette due à la compagnie de 35 milliards de FCFA.

Pour sécuriser les transactions avec les usagers et accroître le rendement de l'impôt, la Direction Générale des Impôts envisage de lancer en 2016 l'immatriculation des contribuables par les données biométriques. L'opération va d'abord concerner les contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises (DGE), des Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME) et des Centres Spécialisés des Impôts (CSI) de Yaoundé ; et va s'étendre progressivement aux autres contribuables. A terme, elle vise à attribuer à chaque contribuable un numéro d'identifiant unique et une carte de contribuable d'une validité de dix (10) ans. Dans le même sens, la déclaration en ligne

devrait être effective dès 2016 pour les marchés publics et les mutations immobilières dans les villes de Douala et Yaoundé.

Dans le secteur douanier, des mesures nouvelles visant l'élargissement de l'assiette fiscale, la sécurisation des recettes et l'amélioration du climat social des affaires ont été prises. S'agissant de l'élargissement de l'assiette, ces mesures concernent aussi bien les importations que les exportations, notamment :

(i) à l'importation, certaines catégories de véhicules seront assujetties aux droits d'accises. Cette mesure a pour objectif, sans réduire le volume des recettes douanières attendues, de régler en partie les problèmes de sécurité sur les routes. Notons qu'en 2012, la moyenne d'âge des véhicules importés se situait autour de 16 ans. Cette moyenne est passée à 19 ans en 2015. Toutes choses qui donnent à penser que les mesures incitatives adoptées jusqu'ici dans le sens de la réduction de l'âge des véhicules importées, notamment l'abattement de 30 % de la valeur prévue dans la loi de finances 2011 n'ont pas été efficaces. L'institution du droit d'accises constitue aussi une sorte de prélèvement de nature écologique, conforme au principe du « pollueur- payeur » rentrant en droite ligne avec l'Accord sur le climat adopté lors de la COP21 à Paris ;

(ii) à l'exportation, la révision du taux du droit de sortie sur les bois en grumes. Les exportations du bois en grumes demeurent élevées, ce qui affaiblit la transformation locale. En outre, les exportations de bois débité sont faiblement taxées, comparativement à la Côte d'Ivoire qui enregistre annuellement plus de 500 milliards de FCFA de recettes d'exportations. Dans ce contexte, la loi de finances se propose de taxer davantage le bois exporté en grumes de 17,5 % à 20 %. Cette mesure pourrait contribuer à engendrer des recettes supplémentaires tout en améliorant le niveau de transformation locale.

Pour améliorer l'environnement des affaires et conformément aux recommandations du Cameroon Business Forum (CBF), plusieurs actions ont été menées en 2015 et au premier semestre 2016. Il s'agit, entre autres, de :

- La mise en œuvre de la phase pilote de création des entreprises en ligne ;
- L'opérationnalisation d'un nouveau système d'immatriculation des contribuables basé sur les données biométriques et portant la validité de la carte du contribuable de deux (02) à dix (10) ans ;
- L'introduction du «mobile payment» à la Caisse Nationale de Prévoyance (CNPS) ;
- L'opérationnalisation de la plate-forme CIP-FIBANE-CASEMF (Centrale des incidents de paiement -Fichier bancaire national des entreprises- Cadre d'analyse et de suivi des Etablissements de Micro-Finance) ;
- L'élaboration d'un texte relatif à l'organisation de la profession d'administrateur judiciaire et des syndicats ;
- L'achèvement de la dématérialisation des procédures du commerce extérieur ;
- L'instauration des délais contraignants dans le cadre des procédures de morcellement et de mutation de titre foncier ;
- L'automatisation et la simplification des procédures d'enregistrement des mutations immobilières et de la commande publique.

En ce qui concerne l'écosystème des Petites et Moyennes Entreprises (PME), les structures d'accompagnement sont désormais opérationnelles. La Banque Camerounaise des Petites et

Moyennes Entreprises (BC-PME) a effectivement ouvert ses portes le 20 juillet 2015 tandis que l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) a démarré effectivement ses activités le 07 septembre 2015 avec le lancement d'un vaste programme de modernisation des PME au Cameroun.

1.2.2 Contexte macroéconomique

En 2015, dans un contexte marqué par une conjoncture internationale morose et la persistance des risques sécuritaires ainsi que la chute des cours du pétrole, l'économie nationale continue de faire preuve de résilience, avec une croissance réelle de +5,7% après +6,2% en 2014.

Dans le secteur primaire, la croissance est estimée à +5,3%, après +6,2% en 2014, en liaison avec les branches «agriculture» (+6,3%) et «sylviculture et exploitation forestière» (+7,2%). La branche «sylviculture et exploitation forestière» enregistre une forte décélération avec un taux de croissance de +0,2% après +13,8% en 2014.

Le secteur secondaire connaît l'évolution la plus dynamique, avec une croissance qui se consolide à +9,6% en 2015, après un taux de 5,5% observé en 2014. Depuis 2012, la contribution des «extraction des hydrocarbures» est redevenue positive, en liaison avec l'entrée en production de nouveaux champs. La valeur ajoutée de cette branche est en hausse de +24,8%, après +14,4% en 2014. Les autres branches, notamment les «autres industries manufacturières» (+4,0% contre +0,4% en 2014) et les «bâtiments et travaux publics» (+8,4% contre +7,5% en 2014), soutiennent également le dynamisme de ce secteur.

Le secteur tertiaire s'accroît de +3,4% en 2015 contre 4,8% en 2014. Cette décélération est imputable aux sous-secteurs «Santé et action sociale» (-2,9% en 2015 contre +4,5% en 2014), «commerce, réparation de véhicules» (+3,5% en 2015 après 6,4% en 2014), «information et télécommunications» (+5,1% en 2015 contre +7,3% en 2014). En revanche, elle est atténuée par la bonne performance des branches «Restaurants et hôtels» (+2,2% après -2,1% en 2014), «transports, entrepôts, communications» (+4,3% après +3,0% en 2014) et «banques et organismes financiers» (6,9% après +5,6% en 2014).

Le taux de change effectif réel (TCER) enregistre, en 2015, une dépréciation de 2,6%, traduisant une amélioration de la compétitivité globale de l'économie camerounaise. S'agissant de la compétitivité-prix, les termes de l'échange se sont détériorés de 8% par rapport à 2014, reflétant le recul des prix des exportations par rapport à ceux des importations. Cette évolution traduit une amélioration de la compétitivité-prix du Cameroun.

Le Cameroun est classé 114^{ème} sur 140 pays dans le rapport 2015 du Forum économique mondial sur la compétitivité. Le pays améliore son score en ce qui concerne l'«environnement macroéconomique», la «santé» et l'«achèvement du cycle primaire». Par contre, il recule dans la «qualité des infrastructures».

Dans le Rapport «Doing Business 2016» de la Banque Mondiale, le Cameroun perd sept (07) places par rapport à l'année 2015, et se positionne au 172^{ème} rang sur 190 pays. Le pays améliore son rang concernant le raccordement à l'électricité, le règlement de la solvabilité, dû à la réforme de l'OHADA du 24 décembre 2015, et la réforme sur l'obtention du permis de construire, désormais disponible dans un délai de 20 jours. Toutefois, il recule dans la création d'entreprises, l'obtention des prêts et le paiement des impôts et taxes.

L'investissement contribue pour 1 point à la croissance réelle après une contribution de 2,6 points en 2014. La décélération observée résulte d'une baisse de l'investissement public (-1,2% après +7,5%) et d'un ralentissement de l'investissement privé (+6,8% après +13,6%). Le recul de l'investissement public s'explique, entre autres, par l'achèvement de plusieurs projets structurants (barrage réservoir de Lom Pangar, barrages hydroélectriques de Memve'ele et de Mekin, etc.). Le ralentissement de l'investissement privé est lié notamment à la sous-utilisation des capacités de production installées et au bouclage des travaux d'implantation des cimenteries et de la téléphonie mobile.

S'agissant de la demande extérieure, elle grève la croissance à hauteur de 0,3 point en 2015. Le volume des exportations de biens et services s'accroît de 8,9% pendant que celui des importations progresse de 6,8%. Ces échanges avec le reste du monde sont marqués par : (i) la baisse des cours mondiaux des principaux produits exportés, en particulier le pétrole brut ; (ii) l'appréciation du dollar par rapport au franc CFA. Le déficit de la balance commerciale s'élève à 1 174,9 milliards, en baisse de 12,5 milliards par rapport à 2014. Hors pétrole, il se rétrécit de 22,5 milliards et s'établit à 1 680,3 milliards. Le taux de couverture des importations par les exportations passe de 68,3% en 2014 à 67,1%.

Les exportations de biens diminuent de 6,2% par rapport à 2014 et se chiffrent à 2 400,2 milliards, consécutivement à la baisse des ventes de pétrole brut (-21,4%) et des carburants et lubrifiants (-35,2%). Hors pétrole, les recettes d'exportations sont en hausse de 7,8%, en liaison avec l'accroissement des ventes de cacao brut en fèves (+62,7%), de bois et ouvrages en bois (+14,4%) et de coton brut (+23,3%). A contrario, les ventes de caoutchouc brut et des bananes fraîches se contractent respectivement de 20,6% et 2,3%. En termes de structure, le pétrole demeure le premier produit exporté avec 40,1% des recettes totales d'exportations. Il est suivi par le cacao brut en fèves (18,9%), les bois sciés (6,9%), les bois en grumes (4,9%), les carburants et lubrifiants (4,9%), le coton brut (4,1%) et l'aluminium brut (3,2%).

Les importations s'élèvent à 3 575,1 milliards, en réduction de 4,5% par rapport à 2014. Cette évolution est due à la baisse des achats d'hydrocarbures (-31,1%), de machines et appareils électriques (-14,4%) et de matériels de transports (-8,9%). A l'inverse, les importations de céréales et des produits des industries chimiques augmentent respectivement de 21,6% et 16,3%.

Par zones géographiques, les échanges commerciaux sont excédentaires avec l'Union européenne (+200,1 milliards), la CEMAC (+104 milliards) et l'Asie du Sud-est (+149 milliards). Ils sont déficitaires avec l'Afrique de l'ouest (-627,2 milliards du fait surtout des importations de pétrole provenant du Nigéria), l'Asie orientale (-526,3 milliards), l'Amérique du nord (-126,4 milliards) et l'Afrique du nord (-72,2 milliards).

Sur le plan bilatéral, les principaux clients du Cameroun sont par ordre : les Pays-Bas (16,3% des exportations sont destinées à ce pays), l'Inde (15,6%), la Chine (12,5%), le Portugal (7,1%) et l'Espagne (5,2%). Les principaux fournisseurs sont : la Chine (19,4% des importations), le Nigéria (12,1%), la France (10,3%), la Thaïlande (4,0%) et les Etats-Unis d'Amérique (3,7%).

1.3 Faits saillants sur les entreprises

Les faits saillants adressent les événements relatifs à la vie des entreprises en 2015. Il s'agit notamment des créations, des disparitions et cessation d'activité.

1.3.1. Création d'entreprises

En 2015, les entrepreneurs ont continué à faire confiance en l'environnement politique et socio-économique du Cameroun en créant de nouvelles entreprises. Parmi elles, les plus importantes sont au nombre de huit (08). Hormis l'entrée d'une entreprise dans l'industrie du cacao, du café, du thé et du sucre, leurs activités sont surtout orientées vers la construction.

Tableau 1: Liste des grandes entreprises créées en 2015

N°	Raison sociale	Branche d'activité
1	INTERNATIONAL SUGAR COMPANY	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre
2	ALLIANCES CONSTRUCTION CAMEROUN SA	Construction
3	SINOMACH CAMEROUN	Construction
4	ENCOBAT	Construction
5	NEGRI CAMEROUN PARC A BOIS	Construction
6	SOTCOCOG SUCCURSALE	Construction
7	GEYSER SA SUCCURSALE	Construction
8	IFH ENGINEERING PLC	Construction

Source : MINFI/DGI

1.3.2 Fusions, acquisitions et cessions

Dans la production de l'énergie électrique, le fonds d'investissement ACTIS qui détenait la société AES-SONEL a cédé toutes ses actions à Globeleq Africa pour prendre le contrôle de la production de l'énergie électrique sous une nouvelle compagnie dénommée Energy of Cameroon (ENEO).

1.3.3 Disparitions, cessations d'activité pure

Dans la branche de l'extraction des hydrocarbures, le groupe Danois Maersk Drilling Services a décidé de la fermeture de sa succursale au Cameroun le 29 juillet 2015. Cette société est spécialisée dans l'accompagnement des sociétés pétro-gazières auxquelles elle fournit des services de forage. D'après Investir au Cameroun (Numéro 44-45) ce départ intervient dans un contexte marqué par un ralentissement de l'exploration pétro-gazière au Cameroun, les opérations étant principalement orientées sur la production des gisements découverts lors de l'intense période d'exploration qui s'est achevée vers 2010.

1.3.4 Autres faits marquants

Dans l'Industrie de boissons, la société UCB a multiplié son capital par environ 10, le portant de 2,9 milliards à 25 milliards de FCFA.

Dans la cimenterie, la Société Dangoté Cameroon SA a lancé sa production de ciment. Medcem, la quatrième société installée lui a emboîté le pas et a mis ses produits sur le marché dès octobre 2015.

Dans le négoce, la société Tradex a officiellement lancé ses activités en Guinée Equatoriale le 03 novembre 2015, grâce à un partenariat signé avec la société Luba Oil Terminal Equatorial Guinea (LOTEG), dont les installations servent à l'entreposage des produits de Tradex.

Le transport aérien est marqué par l'acquisition de deux (02) MA 60 par la société CAMAIR-CO.

Les offres de téléphonie sont plus diversifiées marquées par l'exploitation des services de technologie 3G par les entreprises de téléphonie mobile.

En ce qui concerne les activités financières et d'assurance, le groupe Afriland First Bank a ouvert le 15 septembre 2015, une filiale au Bénin dénommée CCEI Bank Bénin. La Société Afriland a par ailleurs lancé avec MTN Cameroon les transactions entre comptes bancaire et mobile.

Chapitre 2 : Evolution de l'activité et des profits

Le présent chapitre analyse l'activité des entreprises à partir de l'évolution des principaux soldes caractéristiques de gestion, en l'occurrence le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, l'excédent brut d'exploitation, le résultat net, etc.

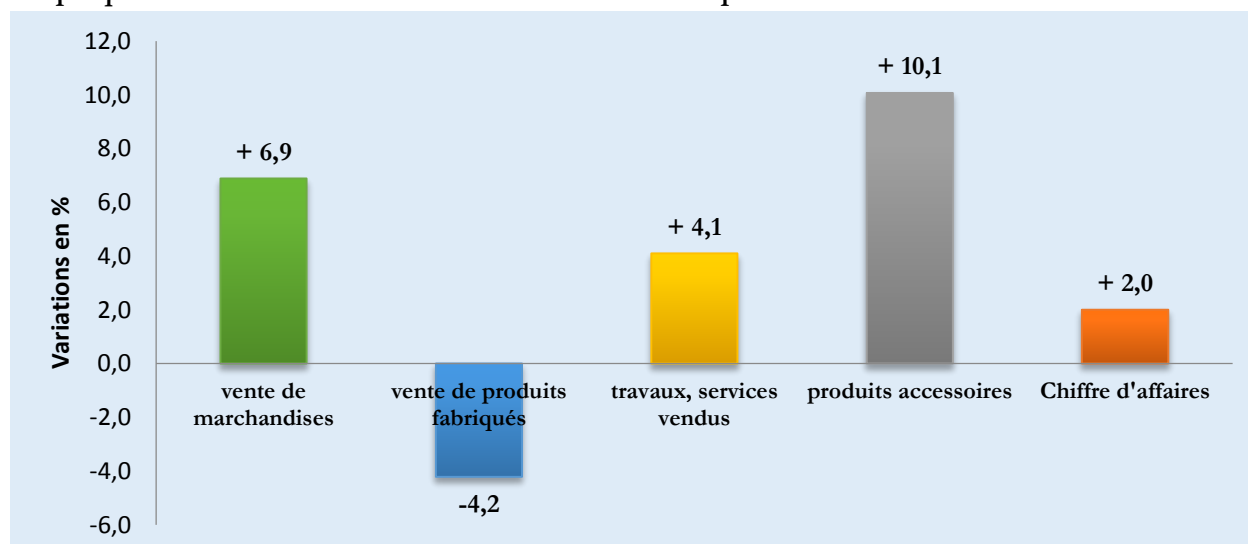
2.1 Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est la somme des ventes de marchandises, des produits fabriqués et des produits accessoires.

Dans un contexte marqué par la résilience de l'économie, le segment des entreprises modernes se caractérise par une légère embellie en 2015. Globalement, le chiffre d'affaires croît de +2,0% à prix courants.

L'analyse de la structure du chiffre d'affaires² fait ressortir une chute des ventes de produits fabriqués (-4,2%) qui a été endiguée par le dynamisme des produits accessoires (+10,1%), la vente des marchandises (+6,9%) et celle des travaux et services (+4,1%).

Graphique 1 : Variation du chiffre d'affaires et de ses composantes entre 2014 et 2015



Source : INS/Base des données des DSF

Par branche d'activité, il ressort que la performance des entreprises en termes de chiffre d'affaires a été obérée par les activités de « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (-28,1%), de « construction » (-14,7%), et l'industrie de boissons (-2,1%), trois branches qui structurent le chiffre d'affaires global respectivement à hauteur de 6,9%, 3,1%, et 5,7%. La contreperformance de la branche raffinage du pétrole et cokéfaction est due au net fléchissement de l'activité au niveau de la SONARA, dont le chiffre d'affaires régresse de -28,4% en 2015, retrouvant ainsi le même niveau que celui de 2006. En ce qui concerne l'industrie de boissons, marquée par une rude concurrence, les bonnes performances des sociétés Guinness Cameroon et UCB n'ont pas pu compenser la baisse de régime d'activité de leurs concurrents SABC et Source du Pays.

Dans la branche « Construction », le fléchissement du chiffre d'affaires, qui contraste avec le dynamisme des entreprises productrices de ciment (+44,8%), intervient dans un contexte marqué

² En 2015, la répartition du chiffre d'affaires est la suivante : les ventes de marchandises (29,8%) ; les ventes de produits fabriqués (33,2%) ; les travaux, services vendus (36,1%) ; les produits accessoires (0,8%).

par la mise en œuvre des projets structurants de première génération. Cette situation peut s'expliquer par les longs délais de paiements auxquels sont sujets les entreprises de la branche construction.

La baisse de l'activité dans les branches sus-citées a néanmoins été atténuée par le dynamisme des branches « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (+12,4%), l'« agriculture » (+12,2%) ; les « Activités d'information et de télécommunication » (+10,1%) se caractérisent par leur dynamisme.

Tableau 2: Structure et évolution du chiffre d'affaires entre 2014 et 2015

Branche d'activité	Répartition du CA en 2015 (%)	Variation entre 2015 et 2014(%)
Chiffre d'affaires global	100,0	2,0
Dont principales branches		
Agriculture	3,0	12,2
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	2,9	-2,0
Industrie de boissons	5,7	-2,1
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,6	18,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,9	-28,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,8	4,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	4,1	0,2
Construction	3,1	-14,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,4	12,4
Transport et entreposage	6,4	1,4
Activité d'information et de télécommunications	7,0	10,1
Activités financières et d'assurance	10,6	0,4
Activités fournies principalement aux entreprises	2,1	-6,0

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 1: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de chiffre d'affaires

En 2015, la Société Générale du Cameroun est la première entreprise en termes de chiffre d'affaires. Elle confirme la percée enregistrée en 2014. La Société Nationale de Raffinage longtemps leader de ce classement se retrouve en deuxième position. La SABCO est stable en troisième position tandis que TOTAL, ENEO, MTN, TRADEX progressent chacune d'une place. Le décrochage le plus significatif est celui de la BICEC qui perd six places. Les sociétés Perenco Rio Del Rey et Telcar Cocoa font leur entrée dans ce classement respectivement aux 10^{ème} et 12^{ème} rangs. En revanche, Libya Oil et OLAM CAM sortent de ce classement.

Ces entreprises cumulent environ 44% du chiffre d'affaires total des entreprises.

Rang	Raison Sociale	Evolution par rapport à 2014
1	Société Générale du Cameroun	+4
2	Société Nationale de Raffinage	-1
3	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun	=
4	Total Cameroun S.A.	+1
5	Energy of Cameroon	+1
6	MTN Cameroon S.A	+1
7	Tradex S.A	+1
8	Banque Internationale du Cameroun pour l'Épargne et le Crédit	-6
9	Orange Cameroun	=
10	Perenco Rio Del Rey	
11	Congelcam Sa	-1
12	Telcar Cocoa Ltd	
13	Société de Développement du Coton	=
14	Corlay Cameroun SA	-2
15	Alucam	-1

Source : INS/Base des données des DSF

2.2 Evolution de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée représente la richesse créée par une entreprise du fait de son activité de production. C'est la différence entre la production et les consommations intermédiaires (charges liées au processus de production). Au sens de l'OHADA, la valeur ajoutée est dite de gestion car elle intègre les subventions d'exploitation dans les produits et les impôts et taxes dans la consommation intermédiaire.

En 2015, la valeur ajoutée globale créée par les entreprises modernes s'est accrue de +3,5%. Elle a été obérée par sept (07) branches dont le coût des biens et services fournis excède la production. Il s'agit de :

- Elevage et chasse ;
- Industries du cuir et fabrication des chaussures ;
- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a ;
- Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a ;
- Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques ;
- Extraction des minerais ;
- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie.

Les quatre (04) premières branches sus-citées dégagent une valeur ajoutée négative en 2015 après une valeur positive en 2014 ; tandis que les trois (03) dernières branches d'activité continuent comme en 2014 d'afficher des valeurs ajoutées négatives.

En ce qui concerne les branches à valeur ajoutée positive, l'évolution est contrastée. La valeur ajoutée baisse notamment dans la branche « Activité d'information et de télécommunications » (-3,9%), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (-19,5%) et l'« Industrie de boissons » (-2,0%). La situation dans les branches « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Activité d'information et de télécommunications » est due à la hausse du coût d'acquisition des matières premières conjuguée à la hausse de la pression fiscale. Dans l'industrie de boisson, l'on signale une baisse de la production conjuguée à une hausse des dépenses de transport et de la fiscalité.

Par contre, la valeur ajoutée croît dans les « Activités fournies principalement aux entreprises » (+9,8%), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (+9,1%), la « Construction » (+8,8%), les « Activités financières et d'assurance » (4,9%).

Le taux de valeur ajoutée rapporte la valeur ajoutée au chiffre d'affaires. Il mesure la capacité à créer de la richesse par FCFA de chiffre d'affaires réalisé. En 2015, le taux de valeur ajoutée global ressort à 20,9%. Il enregistre une évolution de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2014. Ce taux varie selon l'activité. En considérant l'importance du poids dans la répartition de la valeur ajoutée, les branches du secteur tertiaire sont celles à forte création de valeur (+48,1 % pour les « Activités fournies principalement aux entreprises » ; +43,5 pour les activités de « Transport et d'entreposage » ; et +37,4% pour les activités d'information et de télécommunications).

Tableau 3: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée (en %)

	Poids des branches dans la valeur ajoutée	Taux de croissance de la valeur ajoutée	Taux de valeur ajoutée en 2014	Taux de valeur ajoutée en 2015 (en %)
Valeur ajoutée globale	100,0	+3,5	20,6	20,9
Dont principales branches:				
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,9	-1,6	36,7	33,1
Industrie de boissons	6,5	-2,0	24,1	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,0	-19,5	31,6	25,4
Construction	3,4	+8,8	17,6	22,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	20,8	+9,1	15,8	15,3
Transport et entreposage	13,3	+0,9	43,7	43,5
Activité d'information et de télécommunications	12,6	-3,9	42,8	37,4
Activités financières et d'assurance	11,7	+4,9	21,9	22,9
Activités fournies principalement aux entreprises	4,9	+9,8	41,2	48,1

Source : INS/Base des données des DSF

Encadré 2: Les 15 premières entreprises camerounaises en termes de valeur ajoutée

Comme en 2014, la société MTN Cameroon est la première entreprise en termes de valeur ajoutée. De même, le top 5 reste inchangé. Douala International Terminal gagne une place au détriment de COTCO et se situe au 8^{ème} rang. Cameroon Oil Terminal SA gagne 5 places pour faire son entrée dans le top 15. L'évolution la plus notable est à mettre à l'actif de la société IHS Cameroun SA qui fait un bond de 17 places pour se situer en 15^{ème} position. Cette société a doublé sa valeur ajoutée entre 2014 et 2015. Par contre Kribi Power Development Company, en perdant 3 places enregistre la plus forte baisse dans ce classement.

Ces entreprises cumulent environ 37% de la valeur ajoutée totale des entreprises.

Rang	Raison Sociale	Evolution par rapport à 2014
1	Mobile Telecommunications Network (MTN Cameroon S.A)	=
2	Société Anonyme des Brasseries du Cameroun (SABC)	=
3	Orange Cameroun	=
4	Energy of Cameroon (ENEO)	=
5	Société Générale du Cameroun (SGC)	=
6	Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM)	=
7	Afriland First Bank	=
8	Douala International Terminal (DIT)	+1
9	Cameroon Oil Transportation Company SA (COTCO)	-1
10	Cameroon Oil Terminal SA (COTSA)	+5
11	Société Commerciale de Banque du Cameroun (SCB)	=
12	Kribi Power Development Company (KPDC)	-3
13	Total Cameroun SA	-1
14	IHS Cameroun SA	+17
15	GUINNESS CAMEROUN SA (GC SA)	+4

Source : INS/Base des données des DSF

2.3 Evolution de la marge brute d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation (EBE) mesure la performance économique de l'entreprise avant la prise en compte des éléments d'activités financières et hors activités ordinaires. Il s'obtient en

soustrayant de la valeur ajoutée, les charges de personnel. Ce solde mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.

En 2015, d'une manière générale, la croissance de l'activité est profitable pour les entreprises modernes. Cela se traduit en effet par une hausse de l'EBE de +4,7%. Cette évolution est consécutive à la hausse de la valeur ajoutée (+3,5%) en dépit de l'accroissement des charges de personnel (+1,9%). Dans ce contexte, le taux de marge brute d'exploitation s'améliore de 0,3 point de pourcentage, à 11,8%.

La situation de la marge brute d'exploitation est contrastée selon la branche d'activité. L'EBE enregistre sa plus forte hausse dans la branche « Activités fournies principalement aux entreprises » (+63,1%), ceci grâce à la hausse de la valeur ajoutée (+9,8%) conjuguée à la forte baisse des charges de personnels (-17,1%). Dans la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules », la forte hausse des charges de personnel (+27,6%) est contenue par l'augmentation sensible de la valeur ajoutée (+9,1%), portant ainsi l'accroissement de l'EBE de la branche à +5,6%. Toutefois le taux de marge brute d'exploitation y enregistre un repli de 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année 2014. En revanche, l'EBE des branches « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » et « Industrie de boissons » est en forte baisse, en cause une baisse de la création de la richesse dans ces branches, couplée à l'augmentation des charges de personnel.

Tableau 4: Evolution de l'excédent brut d'exploitation

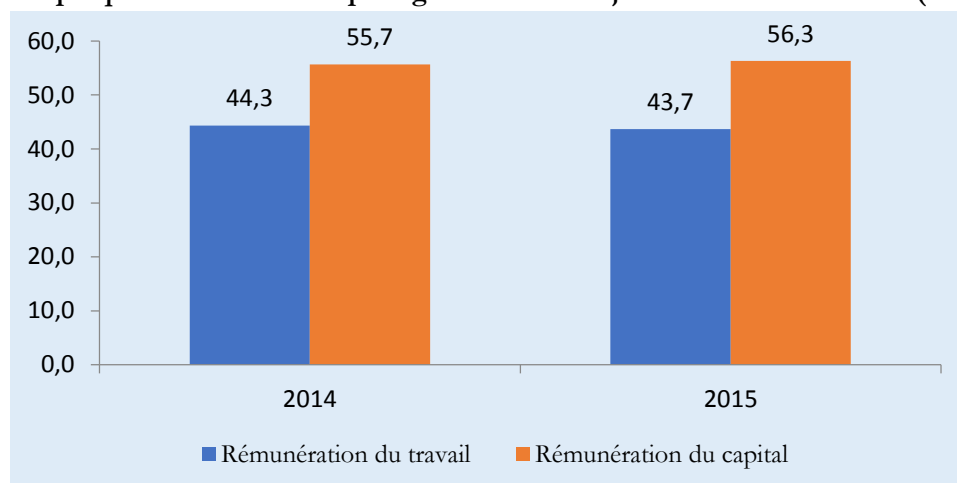
	Excédent brut d'exploitation		Taux de croissance de la Valeur ajoutée (en %)	Taux de croissance des charges de personnel (en %)	Taux de marge brute d'exploitation en 2014 (en %)	Taux de marge brute d'exploitation en 2015 (en %)
	Poids (en %)	Taux de croissance				
Ensemble	100,0	+4,7	+3,5	+1,9	11,5	11,8
Dont principales branches:						
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,8	-5,0	-1,6	+2,4	20,5	17,9
Industrie de boissons	6,7	-10,2	-2,0	+11,9	15,2	13,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	4,4	-39,3	-19,5	+18,5	20,7	12,6
Construction	2,1	+41,6	+8,8	-3,3	4,7	7,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	30,1	+5,6	+9,1	+27,6	13,3	12,5
Transport et entreposage	13,8	-0,7	+0,9	+3,2	25,9	25,3
Activité d'information et de télécommunications	15,7	-10,0	-3,9	+14,4	32,1	26,2
Activités financières et d'assurance	14,7	+7,0	+4,9	0,5	15,3	16,3
Activités fournies principalement aux entreprises	4,4	+63,1	+9,8	-17,1	13,8	23,9

Source : INS/Base des données des DSF

2.4 Partage de la valeur ajoutée

Lorsqu'on déduit de la valeur de la production, la valeur des consommations intermédiaires, l'on obtient la valeur ajoutée. La valeur ajoutée se partage entre les salaires et les charges sociales qui rémunèrent le facteur travail, et l'excédent brut d'exploitation qui rémunère le facteur capital. Ainsi, les salariés percevront une rémunération en contrepartie de leur travail et l'entreprise utilisera le reste de cette richesse pour financer son activité ou distribuer les dividendes à ses actionnaires.

Graphique 2: Evolution du partage de la valeur ajoutée entre 2014 et 2015 (en %)



Source : INS/Base des données des DSF

En 2015, le taux de rémunération du capital ressort à 56,3%, soit 0,6 point de pourcentage de plus qu'en 2014.

Par branche d'activité, l'on observe que le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (81,5%) a le taux de rémunération du capital le plus élevé, suivi des « Activités d'information et de télécommunications » (76,2%) ; les « Activités financières et d'assurance » (71,2%) ; le « transport et entreposage » (58,3%) ; l'« Industrie de boissons » (56,7%). Rapportés à la valeur ajoutée, les frais de personnels sont relativement bas dans ces branches pour des raisons différentes. Dans le « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules », le niveau de rémunération du travail est dû aux faibles salaires, tandis que dans les branches « Activités d'information et de télécommunications » et « Activités financières et d'assurance », ce niveau de rémunération du travail semble globalement moins élevé du fait des faibles effectifs employés.

Tableau 5: Evolution du taux de marge des entreprises entre 2014 et 2015

	Valeur ajoutée		Poids de l'EBE dans la VA en 2014 (%)	Poids de l'EBE dans la VA en 2015 (%)
	Répartition	Taux de croissance		
Ensemble	100,0	+3,5	55,7	56,3
Dont principales branches:				
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,9	-1,6	15,9	29,6
Industrie de boissons	6,5	-2,0	63,1	56,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	5,0	-19,5	65,0	46,8
Construction	3,4	+8,8	27,0	42,1
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	20,8	+9,1	84,2	81,5
Transport et entreposage	13,3	+0,9	59,2	58,3
Activité d'information et de télécommunications	12,6	-3,9	74,9	76,2
Activités financières et d'assurance	11,7	+4,9	69,8	71,2
Activités fournies principalement aux entreprises	4,9	+9,8	33,5	46,2

Source : INS/Base des données des DSF

2.5 Evolution du résultat net

Le résultat net est égal à la différence constatée, en fin d'exercice, entre d'une part l'ensemble des produits et d'autre part l'ensemble des charges. En 2015, le résultat net global des entreprises est positif, mais est en forte chute. Il fléchit de -52,9% par rapport à 2014. Durant cet exercice, les

entreprises ont dégagé moins de bénéfice de leur activité d'exploitation car la marge bénéficiaire, qui rapporte le résultat net au chiffre d'affaires, ressort à 0,8% contre 1,8% en 2014.

Dans le détail, dix-sept (17) branches d'activités sur trente-huit(38) dégagent en 2015 un résultat bénéficiaire (cf Tableau 6). Toutefois, ces branches se distinguent par l'évolution de leur performance. Certaines branches connaissent une baisse soutenue de leur marge bénéficiaire, notamment « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (-3,6 points de pourcentage) ; « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction » (-3,4 points) ; « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (-9,9 points) ; « Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre » (-1,4 points). Par contre d'autres branches confortent la constitution de leur marge. C'est le cas de l' « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (+2,1 points), « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (+1,3 points), « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » (+1,8 points) ; Fabrication de produits à base de céréales (+0,4 point).

Tableau 6: Evolution du taux de marge nette des entreprises de 2014 à 2015 des branches à résultat positif

Libellé de la branche	Taux de croissance du résultat net	Marge bénéficiaire en 2014 (%)	Marge bénéficiaire en 2015
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-35,0	29,4	19,5
Industrie de la viande et du poisson	-0,1	38,5	38,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-98,2	3,7	0,1
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-23,8	4,8	3,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	+6,1	6,5	6,5
Fabrication de produits à base de céréales	+23,9	2,2	2,6
Industrie de boissons	-28,0	5,4	4,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	+191,4	-1,2	0,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-82,8	4,2	0,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	+187,8	1,1	2,4
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	1,5	1,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+95,7	3,0	4,8
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-9,8	1,5	1,2
Hébergement et restauration	-14,9	1,3	1,1
Transport et entreposage	+8,6	7,3	7,8
Activités financières et d'assurance	+6,3	4,3	4,6
Activités fournies principalement aux entreprises	-8,6	9,5	9,2
Ensemble	-52,9	1,8	0,8

Source : INS/Base des données des DSF

Chapitre 3 : Capital humain et caractéristiques de l'emploi

Le capital humain d'une économie désigne le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus. Ce sont non seulement les qualifications, mais aussi (et surtout dans le cas de pays en voie de développement) de l'état de santé, la nutrition, l'hygiène. Le capital humain d'une entreprise devrait avoir un impact positif sur sa rentabilité et ses indicateurs de performance.

Le capital humain au sein d'une entreprise intègre aussi bien la dimension quantitative que qualitative. Sa contribution à la production des biens et services est appréhendée au moyen de la productivité du travail. Cette dernière est mesurée par le rapport entre la quantité ou la valeur de la production et le nombre d'heures nécessaires pour la réaliser. Elle permet d'évaluer la capacité du personnel à produire une quantité, dite standard, de biens ou de services selon les normes ou les règles prédéfinies.

Le présent chapitre s'appesantit sur 03 aspects. Le premier analyse les emplois permanents dans les entreprises. Le second étudie la productivité du travail en mettant en relief les évolutions observées par rapport à 2014. Le dernier point traite des charges de personnel.

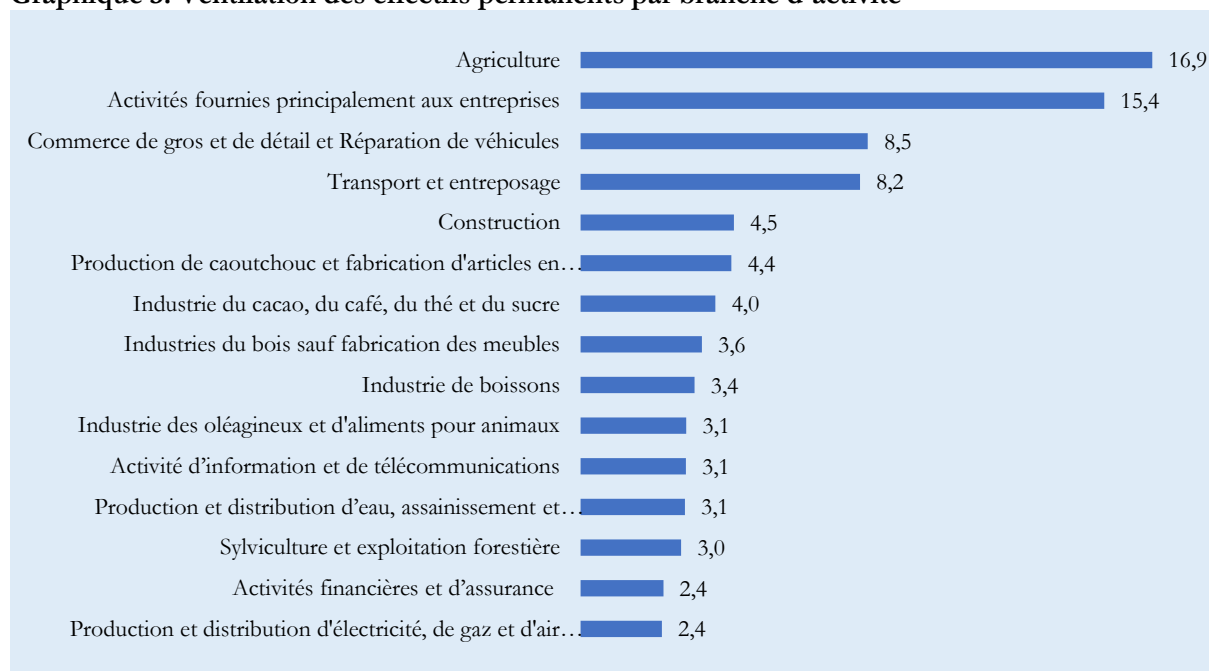
3.1 Evolution des emplois permanents

En 2015, l'embellie de l'activité s'est répercutée au niveau de la création d'emploi. Les emplois permanents ont augmenté, en valeur relative, de 1,7 % par rapport à 2014.

Quatre branches d'activités se répartissent près de la moitié des effectifs employés

Il s'agit de l' « Agriculture » (16,7%), les activités de soutien aux entreprises (15,4%), les activités commerciales (8,5%), et le transport et les activités connexes (8,2%). Les autres branches d'activités emploient chacune moins de 5% du cumul des effectifs.

Graphique 3: Ventilation des effectifs permanents par branche d'activité

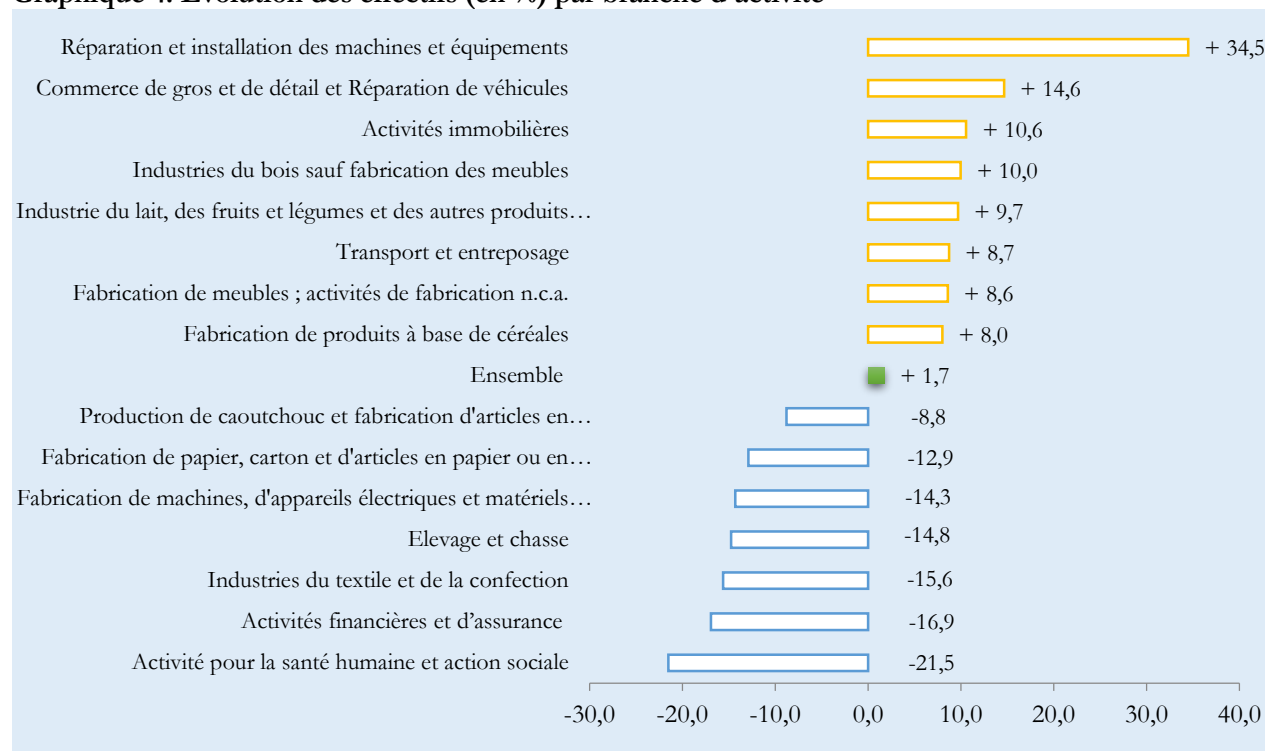


Source : INS/Base des données des DSF

La hausse des emplois est due au dynamisme du secteur secondaire

La branche « Réparation et installation des machines et équipements » est celle qui est la plus dynamique avec un taux d'accroissement des emplois permanents de +34,5%. Cette branche est suivie du « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (+14,6%), des « Activités immobilières » (+10,6%) et des « Industries du bois sauf fabrication des meubles » (+10,0%) et des « Industries du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (+9,7%). A contrario, les baisses d'emplois sont observées dans certaines branches dont les plus marquantes sont : les « Activités pour la santé humaine et action sociale » (-21,5%), les « activités financières et d'assurance » (-16,9%) et les « Industries du textile et de la confection » (-15,6%).

Graphique 4: Evolution des effectifs (en %) par branche d'activité



Source : INS/Base des données des DSF

3.2 Productivité du travail

La productivité du travail est un indicateur permettant d'appréhender la contribution du facteur travail à la richesse générée par l'entreprise.

Elle peut être mesurée de trois (03) façons :

- En rapportant la valeur ajoutée de l'entreprise par l'effectif employé. Dans ce cas, la productivité du travail s'identifie à la productivité par tête qui représente la quantité produite ou la valeur ajoutée réalisée par travailleur ;
- En rapportant la valeur ajoutée de l'entreprise par le nombre d'heures travaillées ; ce nombre étant égal au produit de la durée moyenne du travail (en heures par an) par le nombre de travailleurs. La productivité du travail est alors assimilée à la productivité horaire ;
- En rapportant la valeur ajoutée aux charges de personnel. On parle alors de rendement apparent du travail.

Les données disponibles ne permettant pas de déterminer la productivité horaire du travail, l'étude s'est focalisée sur les deux (02) autres angles de calcul de cet indicateur.

En 2015, un employé génère une valeur ajoutée de 10,9 millions de F CFA, soit 0,2 million de F CFA de plus qu'en 2014.

Le tableau suivant présente les branches les plus performantes en termes de productivité du travail.

Tableau 7: Branches à productivité du travail élevée

Branche d'activité	Productivité apparente du travail (en millions de F CFA)	
	2014	2015
Activités financières et d'assurance	41,6	52,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	33,5	42,7
Activité d'information et de télécommunications	38,1	37,2
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,3	26,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	28,5	23,1
Industrie de boissons	23,4	20,8
Transport et entreposage	19,1	17,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,0	14,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19,9	13,7
Activités immobilières	-0,8	13,5
Ensemble	10,7	10,9

Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau 7 ci-dessus montre que, comme en 2014, la productivité par tête est la plus élevée dans la branche « Activités financières et d'assurance » (52,5 millions de FCFA). Suivent les branches « Fabrication de produits minéraux non métalliques » (42,7 millions de FCFA) et les « Activités d'information et de télécommunication » (37,2 millions de FCFA).

Le rendement apparent du travail rapporte la valeur ajoutée sur les charges de personnel. Il mesure le montant de la valeur ajoutée dégagée par 1 FCFA de frais de personnel payé. Comparativement à la productivité par tête, ce ratio a l'avantage d'intégrer la structure de l'emploi telle que la qualification et l'ancienneté.

Tableau 8: Branches à rendement apparent du travail élevé

Branche d'activité	Rendement apparent du travail	
	2014	2015
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	6,3	5,4
Hébergement et restauration	0,8	4,6
Activités financières et d'assurance	3,3	3,5
Activité d'information et de télécommunications	4,0	3,4
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,5	3,0
Activités immobilières	-0,2	2,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,2	2,9
Sylviculture et exploitation forestière	2,1	2,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,8	2,5
Ensemble	2,4	2,4

Source : INS/Base des données des DSF

Le rendement apparent du travail est resté stable entre 2014 et 2015 à 2,4. Selon la branche d'activité, le « Commerce de gros et de détail » est la branche la plus performante comme en 2014 même si son rendement apparent du travail diminue de -0,9 point à 5,4. Elle est suivie par l'« hébergement et restauration » (4,6), et l'« Activité d'information et de télécommunication » (4,2). Le rendement du travail se situe à 2,9 dans la branche « Activités immobilières ».

3.3 Charges de personnel

Les charges de personnel regroupent toutes les dépenses liées au personnel (permanent et saisonnier) en contrepartie du travail fourni. En 2015, les charges moyennes de personnel s'élèvent à 4,7 millions FCFA. Par rapport à l'année 2014, les charges de personnels sont en hausse de 0,3%.

L'importance des charges de personnel varie cependant selon la branche d'activité.

Graphique 5: Charges moyennes de personnel dans les 15 premières branches (en Millions FCFA)



Source : INS/Base des données des DSF

L'extraction des produits des hydrocarbures est la branche où la charge moyenne de personnel est la plus élevée. La charge de personnel dans cette branche ressort à 54,2 millions et est due à la forte concentration de la main d'œuvre expatriée dont les salaires sont très élevés. Viennent ensuite les activités financières et d'assurances (15,2 millions de F CFA), la « fabrication des produits minéraux non métalliques » (14,5 millions de F CFA), le « raffinage du pétrole et cokéfaction » (14,3 millions de F CFA) et la « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (12,0 millions de F CFA).

Chapitre 4 : Rentabilité des entreprises

Dans ce chapitre, nous analysons la rentabilité des entreprises au travers de trois (03) ratios: le rendement économique, la rentabilité des ressources stables, et la rentabilité financière.

4.1 Rendement économique

La mesure du rendement économique retenue ici est le ratio : Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Immobilisations Brutes (IB).

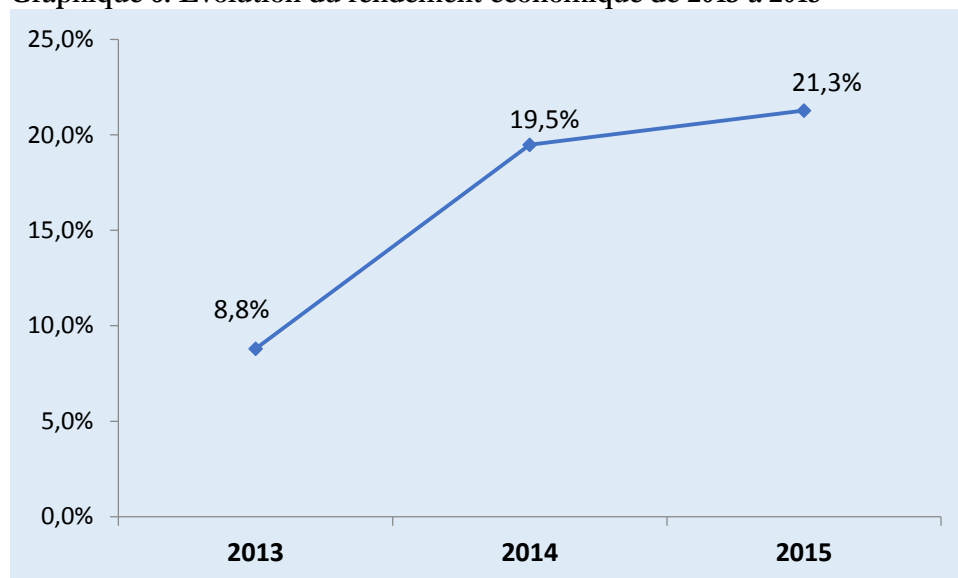
Encadré 3: Analyse du rendement économique

D'un point de vue statique, le rendement économique (RE) peut être jugé favorable ou non selon le découpage suivant :

- $RE < 0$, dans ce cas l'entreprise subit des pertes opérationnelles qui peuvent s'expliquer par exemple par une guerre des prix ;
- $0 < RE < 5\%$, rendement jugé faible ;
- $5\% < RE < 10\%$, zone d'incertitude (ou intermédiaire)
- $RE > 10\%$, rendement favorable (ou élevé)

En 2015, l'on assiste à une hausse du rendement économique. Ce ratio s'établit à 21,3% pour l'ensemble des entreprises contre 19,5%.

Graphique 6: Evolution du rendement économique de 2013 à 2015



Source : INS/Base des données des DSF

Des disparités sont cependant observées d'une branche d'activité à une autre. En effet, certaines branches ont un rendement économique « négatif », consécutive à des pertes opérationnelles, résultant d'une forte concurrence, d'une conjoncture sectorielle morose ou d'une faible compétitivité. D'autres, au contraire, présentent un rendement économique « positif », qui peut être échelonné à trois niveaux : « faible », « intermédiaire » et « élevé ».

4.1.1 Les branches à rendement économique négatif

Des charges élevées brident la performance dans quelques cas

Douze (12) branches d'activité présentent un rendement économique négatif en 2015, contre onze (11) en 2014. Il s'agit de l' « Agriculture » ; l' « Industrie de la viande et du poisson » ; « le raffinage du pétrole et cokéfaction » ; « Activité pour la santé humaine et action sociale » ; et « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles ». Toutes ces branches ont gardé ainsi la

même situation qu'en 2014. Elles sont rejointes par les branches « Elevage et chasse », « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » et « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » qui ont connu un retournement brusque, passant d'un taux positif à négatif.

Tableau 9: Branches à rendement économique négatif (en %)

Branche	2013	2014	2015
Agriculture	5,9	-2,8	-1,5
Elevage et chasse	-	1,3	-25,9
Extraction des minerais	-11,9	-7,0	-8,7
Industrie de la viande et du poisson	-	-4,3	-4,4
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-3,2	-46,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	1,8	-2,3	-0,0
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	2,3	79,8	-239,0
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-	-64,1	-63,8
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	2,3	-4,5	-391,2
Réparation et installation des machines et équipements	-	-18,0	-16,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	1,1	10,1	-29,8
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	3,8	-78,5	-362,0

Source : INS/Base des données des DSF

4.1.2 Les branches à rendement économique faible

Les branches à faible rendement économique sont celles dont ledit rendement positif est inférieur à 5. C'est le cas de quatre (04) branches en 2015. L'on note que pour les branches « Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux » et la « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction » l'EBE a connu une baisse, affectant sensiblement le rendement de l'outil de production (équipements productifs).

Tableau 10: Branches à faible rendement économique en 2015 (en %)

Branche	2013	2014	2015
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	6,7	25,7	2,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	7,2	2,6	4,7
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	2,3	13,5	3,0
Activités immobilières	3,8	-1,9	3,4

Source : INS/Base des données des DSF

4.1.3 Les branches à rendement économique intermédiaire

Les branches à rendement économique intermédiaire ont des ratios compris entre 5 et 10%. Quatre (04) branches d'activité sur trente-huit (38) sont dans ce groupe (contre 9 sur 38 en 2014). Mise en perspectives sur plusieurs années, la situation de la branche « Activités éducatives » a tendance à s'améliorer tandis que le rendement des autres branches d'activités à résultat intermédiaire évolue en dents de scie.

Tableau 11: Branches à rendement économique intermédiaire (en %)

Branche	2013	2014	2015
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	7,1	1,6	7,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	5,2	10,9	6,2
Activités fournies principalement aux entreprises	7,2	37,1	8,8
Activités éducatives	7,5	8,4	9,0

Source : INS/Base des données des DSF

4.1.4 Les branches à rendement économique élevé

Avec un haut niveau de rendement économique, les activités de commerce de gros et de détail et réparation de véhicules figurent toujours parmi les plus rentables.

Dans le secteur primaire, on y retrouve une seule branche, en l'occurrence la « Sylviculture et exploitation forestière » avec un rendement économique de 85,6% après 44,4% en 2014.

Quant au secteur secondaire, douze (12) branches d'activité se retrouvent dans cette catégorie. Les branches d'activité « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets » et « Industries du bois sauf fabrication des meubles » s'illustrent par un accroissement important de leur rentabilité économique, respectivement à 36,6% et 49,5%.

Enfin dans le tertiaire, la branche « Hébergement et restauration » passe d'un rendement économique négatif en 2014, à un rendement favorable en 2015.

Tableau 12: Branches à rendement économique élevé (en %)

Branche	2013	2014	2015
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	25,2	111,6	112,0
Sylviculture et exploitation forestière	2,2	44,4	85,6
Fabrication de produits à base de céréales	17,4	110,8	79,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	7,5	17,4	49,5
Hébergement et restauration	6,4	-4,0	44,6
Activités financières et d'assurance	21,5	36,7	39,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	14,2	1,6	36,6
Construction	10,5	14,3	32,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	12,9	31,3	28,0
Activité d'information et de télécommunications	18,2	30,9	27,8
Transport et entreposage	-2,7	26,4	23,5
Industrie de boissons	8,2	26,6	22,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,6	10,8	22,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	8,5	31,7	19,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	15,5	34,9	17,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,97	21,4	17,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	15,5	26,0	15,1
Industries du textile et de la confection	5,4	16,7	14,2

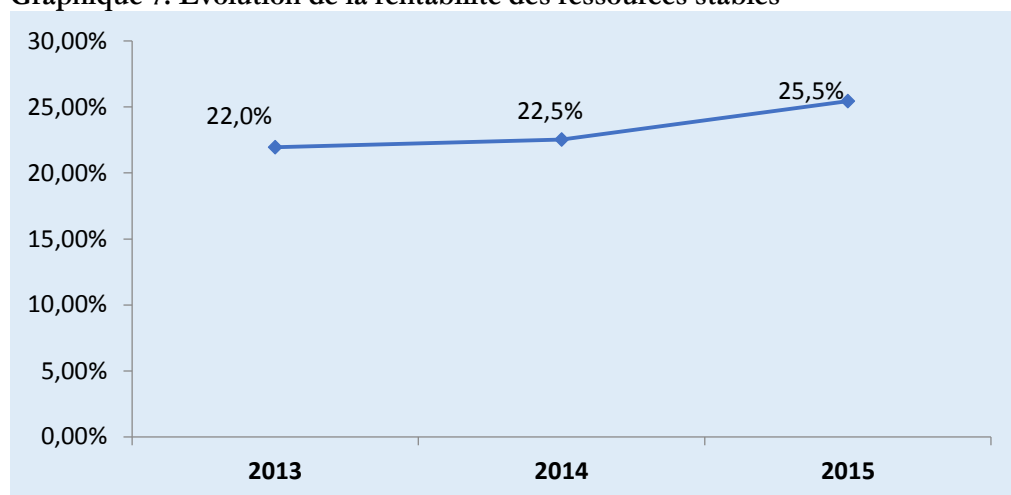
Source : INS/Base des données des DSF

4.2 Rentabilité des ressources stables

Augmentation continue de la rentabilité des ressources stables en 2015

La rentabilité des ressources stables est le ratio : [Excédent Brut d'Exploitation (EBE)/Ressources stables (RS) nettes des Immobilisations financières (IF)].

La rentabilité des ressources stables, toutes branches confondues, s'établit à 25,5% en 2015, contre 22,5% en 2014. Elle marque ainsi une augmentation d'environ +3 points par rapport à 2014.

Graphique 7: Evolution de la rentabilité des ressources stables

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches à rendement des ressources stables négatives sont répertoriées dans le tableau suivant. Elles se caractérisent par leurs marges brutes négatives en 2015. La rentabilité des ressources stables plonge à des taux négatifs dans les branches « Elevage et chasse » et « Activité pour la santé humaine et action sociale », après avoir connu une croissance entre 2013 et 2014.

Tableau 13: Rentabilité négative des ressources stables des branches en 2015 (en %)

Branche	2013	2014	2015
Agriculture	17,8	-3,0	-1,9
Elevage et chasse	-	4,1	-1199,1
Extraction des minerais	-11,9	-28,3	-33,8
Industrie de la viande et du poisson	-	-2,8	-2,9
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-9,5	-370,7
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-	-72,8	-72,4
Réparation et installation des machines et équipements	-	-38,4	-35,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	6,2	6,7	-12,9
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	32,2	-512,1	-161,9

Source : INS/Base des données des DSF

Pour la grande majorité des branches d'activité, la rentabilité des ressources stables est positive. Les valeurs les plus élevées sont observées dans les branches présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 14: Rentabilité positive des ressources stables des branches en 2015 (en %)

Branche	2013	2014	2015
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1,9	23,1	460,1
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	44,7	28,4	104,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	34,2	101,7	93,9
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	47,76	124,4	92,6
Construction	29,8	152,9	84,1
Sylviculture et exploitation forestière	7,8	62,3	77,7
Hébergement et restauration	23,3	-3,4	55,3
Activités d'information et de télécommunications	45,3	73,9	55,2
Fabrication de produits à base de céréales	56,1	79,2	39,7
Activités financières et d'assurance	50,9	37,5	38,1
Industries du textile et de la confection	19,7	36,1	35,3
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	19,7	13,4	31,0

Branche	2013	2014	2015
Industrie de boissons	26,9	29,5	26,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	10,9	35,1	24,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	56,0	1,4	22,3
Transports et entreposage	-7,5	20,4	21,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	4,6	22,4	21,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	22,4	19,8	19,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	18,0	10,3	14,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	23,0	23,8	11,3

Source : INS/Base des données des DSF

4.3 Rentabilité financière des entreprises

L'effondrement historique observé en 2013 s'est poursuivi en 2014 et 2015

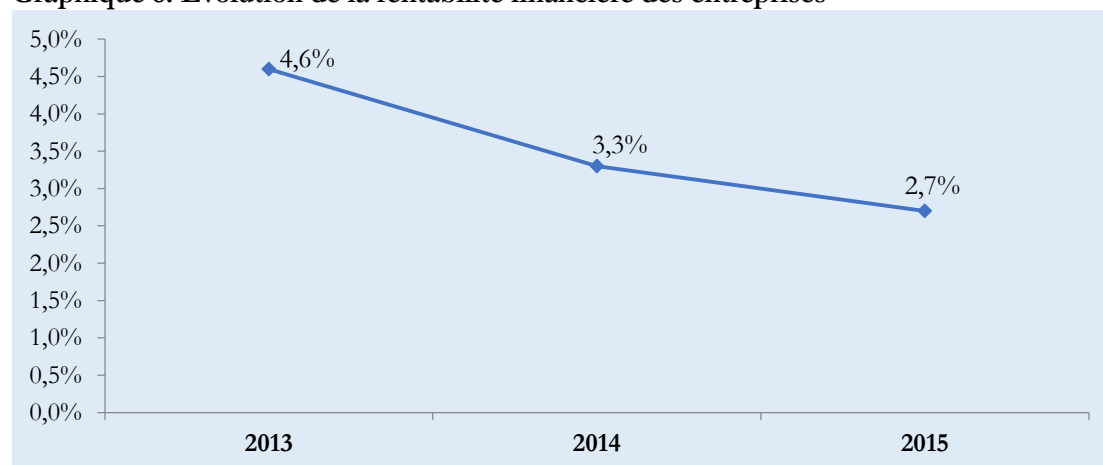
La rentabilité financière établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager du profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxon au « Return On Equity » en abrégé ROE.

Alors que le rendement économique évalue les performances de l'entreprise en termes économiques, la rentabilité financière détermine plutôt l'aptitude de l'entreprise à rémunérer le capital engagé. Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs.

La rentabilité financière est évaluée par le ratio : Résultat Net / Capitaux propres. Il a cependant l'inconvénient de ne pas permettre les comparaisons internationales puisqu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal.

Tout comme en 2014, la rentabilité financière pour l'ensemble des entreprises poursuit sa chute en 2015. En effet, elle est passée de 3,2% en 2014 à 2,7% en 2015. Elle se situait à un pic élevé de 17,4% en 2012. Ces niveaux s'échelonnaient entre 14 et 16% sur la période 2006 – 2008.

Graphique 8: Evolution de la rentabilité financière des entreprises



Source : INS/Base des données des DSF

On remarque des évolutions historiquement significatives de cet indicateur pour les branches telles que « Industrie du bois sauf fabrication des meubles » et « Activité d'information et de télécommunications » (cf. tableau 15). Mis en parallèle avec l'année dernière, la branche « Sylviculture et exploitation forestière » peut être considérée comme l'une des activités les plus rentables (financièrement) de l'économie.

Tableau 15: Branches à rentabilité financière élevée en 2015 (en %)

Branche	2013	2014	2015
Sylviculture et exploitation forestière	-2,2	18,9	18,1
Industrie de la viande et du poisson	-	11,9	11,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-3,0	7,6	10,7
Fabrication de produits à base de céréales	1,29	20,1	15,1
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	2,2	-5,0	22,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	-23,8	11,4	20,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	8,11	0,7	14,3
Hébergement et restauration	34,5	2,1	29,5
Activité d'information et de télécommunications	8,4	-8,5	14,2
Activités financières et d'assurance	14,2	14,2	17,5

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches affichant la rentabilité financière faible sont répertoriées dans le tableau 16 ci-dessus. Hormis la « Réparation et installation des machines et équipements » qui évolue de 2,4 points pour s'établir à 8,6% en 2015, toutes les autres branches affichent une tendance baissière, accentuée dans le « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (- 18,8 points) et « Activité fournies principalement aux entreprises » (-17,7 points).

Tableau 16: Branches à rentabilité financière faible en 2015 (en %)

BRANCHE	2013	2014	2015
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-6,6	19,5	0,7
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	6,5	3,1	0,9
Activités éducatives	3,28	-0,3	1,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	6,3	8,0	4,4
Transport et entreposage	8,43	9,9	4,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	7,4	2,3	6,4
Activité fournies principalement aux entreprises	7,32	25,4	7,8
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	6,2	8,6
Industrie de boissons	5,5	11,8	8,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	13,8	9,5

Source : INS/Base des données des DSF

Chapitre 5 : Outils de production, investissements et immobilisations des entreprises

Les outils de production se réfèrent à l'ensemble des capacités dont l'entreprise a besoin pour produire ses outputs. Il s'agit des facteurs de production classiques à savoir le capital (physique et financier) et le travail. La notion d'immobilisation intègre l'ensemble des biens durables détenus par une entreprise sur plus d'un exercice comptable et qui ne sont pas destinés à la revente. Ces biens représentent des investissements engagés afin de développer le potentiel productif de l'entreprise.

5.1 Productivité du capital

La productivité est un indicateur important dans l'analyse de la performance des entreprises. Elle se mesure par le ratio : production en volume / volume des facteurs, et informe sur le niveau d'efficacité dans l'utilisation des facteurs (capital et travail) pour un niveau donné d'output.

La **productivité du capital** d'une entreprise est le ratio entre la valeur ajoutée et le stock de capital utilisé. Elle permet de mesurer le rendement de l'accumulation du capital (ou efficacité économique). Le stock de capital est approché par les Immobilisations Brutes.

Un ratio de la productivité du capital en hausse

Pour l'année 2015 elle se situe à 35,5%, accusant ainsi une légère hausse par rapport à 2014 (33,4%). Cette productivité se situait à des niveaux moins élevés (17 à 19%) entre 2006-2013.

Les branches à productivité du capital les plus élevées sont consignées dans le tableau suivant.

Tableau 17: Branches à productivité du capital élevée en 2015 (en %)

BRANCHES	Valeur Ajoutée/ Immobilisation Brute		
	2013	2014	2015
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	39,1	132,5	137,4
Fabrication de produits à base de céréales	28,4	157,3	134,4
Sylviculture et exploitation forestière	12,5	86,5	132,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	27,3	7,2	128,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	86,6	61,7	112,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	22,6	67,0	96,1
Construction	18,6	52,8	77,6
Hébergement et restauration	12,2	15,8	56,9
Industries du textile et de la confection	14,2	56,6	54,7
Activités financières et d'assurance	30,2	52,6	54,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	22,1	56,0	52,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	26,6	67,0	46,9
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	30,2	53,0	42,2
Transport et entreposage	14,5	44,6	40,4
Industrie de boissons	14,7	42,2	39,9
Activité d'information et de télécommunications	22,6	41,2	36,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	16,3	19,5	33,8
Activité pour la santé humaine et action sociale	9,4	59,5	32,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12,4	40,7	29,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	9,9	33,1	28,5

Source : INS/Base des données des DSF

Il s'agit pour certaines entreprises, en l'occurrence celles du « Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » et « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » qui, dans le contexte de l'économie nationale, exigent relativement peu de capital au démarrage. Notons également que la plupart de ces entreprises ont un rendement économique « intermédiaire » ou « élevé ».

Les valeurs de la productivité du capital (ou productivité apparente du capital) varient considérablement selon les branches d'activités, qu'elles permettent d'hierarchiser des plus "labour intensive" aux plus "capital intensive".

Tableau 18: Branches à productivité du capital faible en 2015 (en %)

BRANCHE	Valeur Ajoutée/ Immobilisation brute		
	2013	2014	2015
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	41,4	53,5	-252,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	12,2	158,2	-94,2
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	11,9	-29,5
Elevage et chasse	-	7,5	-21,2
Extraction des minerais	-7,7	-0,6	-2,2
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-	-1,7	-1,7
Raffinage du pétrole et cokéfaction	4,2	0,2	2,4
Activités immobilières	9,1	-0,3	5,2
Réparation et installation des machines et équipements	-	1,7	7,6

Source : INS/Base des données des DSF

Il convient de rappeler la chute des cours du baril qui a impacté négativement la valeur ajoutée des entreprises de la branche 5, plus particulièrement la SNH.

S'agissant de la branche « Industrie de la viande et du poisson », elle est partiellement démantelée par la rude concurrence des produits issus des importations.

5.2 Analyse des investissements

Un investissement représente toute opération réalisée par l'entreprise et consistant en l'acquisition des moyens de production.

Dans un contexte de résilience, les entreprises ont su tirer profit d'une politique monétaire axée sur la relance de la croissance. En effet, le taux créditeur minimum (TCM) a baissé entre 2014 et 2015 passant de 2,75 à 2,45 ; et dans ce sillage le taux effectif global (TEG) moyen des crédits accordés aux grandes entreprises est passé de 7,75% à 6,81% à l'effet de faire repartir le crédit et relancer les investissements.

Dans ce contexte les investissements se sont situés à un niveau soutenu. Toutefois, par rapport à 2014, ils fléchissent de -1,9%. Ce recul est dû à la forte baisse des investissements dans les secteurs primaire (-17,2%) et secondaire (-6,2%) qui n'ont pas pu être contenus par le dynamisme du secteur tertiaire (+4,6%). Tandis que les entreprises ont poursuivi la constitution de leurs marges (le taux de marge ressort à 56,3% en 2015 après 55,7%), l'effort d'investissement s'est légèrement estompé. Le taux d'investissement est passé de 88,0% en 2014 à 83,4% en 2015 se situant toujours largement au dessus du taux de marge.

Tableau 19: Evolution des investissements par secteur d'activité entre 2014 et 2015 (en %)

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements	Taux d'investissement en 2014	Taux d'investissement en 2015
Primaire	-17,2	47,4	38,2
Secondaire	-6,2	154,6	147,1
Tertiaire	+4,6	58,3	57,6
Ensemble	-1,9	88,0	83,4

Source : INS/Base des données des DSF

En ce qui concerne le secteur primaire, les dépenses d'investissement sont en nette baisse (-17,2%). La multiplication par trois des investissements dans la branche « Elevage et chasse » n'a pas permis de contenir la baisse dans l'agriculture (- 6,2%) et la forte chute dans la « Sylviculture et exploitation forestière » (- 34,2%). En 2015, ce secteur a plus que doublé ses profits, toutefois ceux-ci n'ont pas été réinvestis. Ainsi lorsque le taux de marge doublait passant de 15,2% à 31,2%, le taux d'investissement a, quant à lui, régressé de 9,2 points de pourcentage pour s'établir à 38,2%.

Tableau 20: Evolution des investissements dans le secteur primaire entre 2014 et 2015 (en %)

Secteur d'activité	Taux de croissance des investissements
Agriculture	-6,2
Elevage et chasse	232,0
Sylviculture et exploitation forestière	-34,2
Ensemble	-17,2

Source : INS/Base des données des DSF

Dans le secteur secondaire, les dépenses d'investissement sont en net repli de (-6,2%) consécutifs à la baisse des investissements dans la branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (-77,5%) ; « Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques » (-71,7%) ; « Industries du textile et de la confection » (-71,4%) ; « Fabrication de produits à base de céréales » (-61,0%) ; atténuée par le doublement des dépenses d'investissement dans la « Fabrication de produits minéraux non métalliques » conjuguée à la hausse dans « Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a. » (+112,5%), « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (+75,6%), « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (+72,6%), « Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie » (+62,9%).

Tableau 21: Evolution des investissements dans le secteur secondaire entre 2014 et 2015 (en %)

Branche	Taux de croissance (en %)
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-77,5
Extraction des minerais	+3,5
Industrie de la viande et du poisson	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	+75,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-23,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	+72,6
Fabrication de produits à base de céréales	-61,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-79,1
Industrie de boissons	-19,6
Industries du textile et de la confection	-71,4
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-44,1

Branche	Taux de croissance (en %)
Industries du bois sauf fabrication des meubles	+58,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	+28,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-25,7
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-71,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	-54,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	+200,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-13,5
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	+62,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	+112,5
Réparation et installation des machines et équipements	0,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	+24,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	+2,0
Construction	-31,4
Ensemble	-6,2

Source : INS/Base des données des DSF

Dans un contexte marqué par l'augmentation du taux de marge des entreprises du secteur tertiaire (70,0% après 68,1% en 2014), le secteur tertiaire croît de 4,6% par rapport à l'année 2014. Le dynamisme de ce secteur est porté par les activités de soutien aux entreprises (+218,6%), les activités éducatives (+90,2%), les « Activités d'information et de télécommunication » (+44,9%) le « Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules » (+29,7%), mais plombée par la mauvaise tenue des « Activités immobilières » (-91,2%), l' « hébergement et restauration » (-86,6%), les « Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles » (-72,3%).

Tableau 22: Evolution des investissements dans le secteur tertiaire entre 2014 et 2015 (en %)

Branche	Taux de croissance
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	+29,7
Hébergement et restauration	-86,6
Transport et entreposage	-59,1
Activité d'information et de télécommunications	+44,9
Activités financières et d'assurance	-32,6
Activités immobilières	-91,2
Activités fournies principalement aux entreprises	+218,6
Activités éducatives	+90,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	+10,2
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-72,3
Ensemble	+4,6

Source : INS/Base des données des DSF

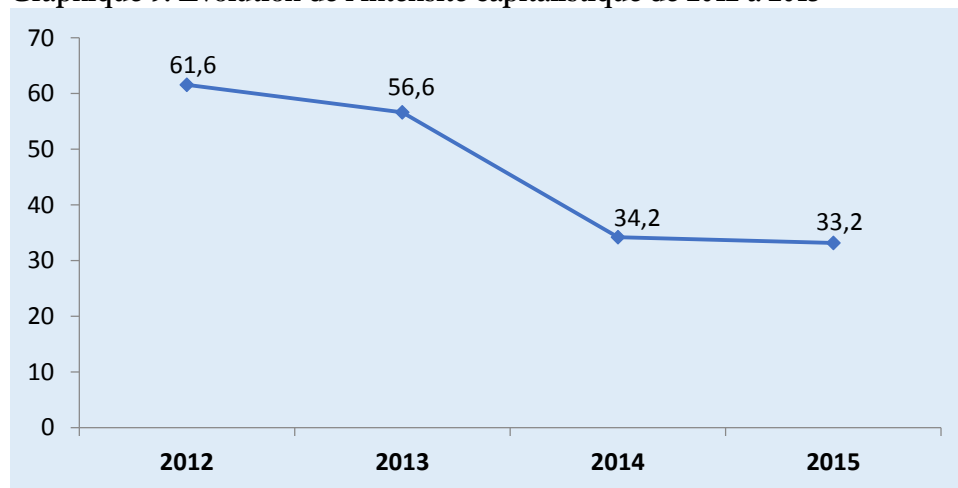
5.3 Analyse de l'intensité capitalistique

L'intensité capitalistique est définie par le rapport entre les immobilisations brutes et les effectifs employés. Le stock de capital fixe (ou immobilisations brutes) est généralement valorisé, selon le système comptable OHADA, dans les états comptables des entreprises à leurs coûts historiques.

L'évolution de l'intensité capitalistique renseigne sur le rythme de substitution du capital au travail.

En 2015, l'intensité capitalistique (IB/Effectifs) de l'ensemble des entreprises modernes de l'économie nationale se situe à 33,2 millions de FCFA par tête, contre 34,2 millions en 2014, 56,6 millions de FCFA en 2013 et 61,6 millions en 2012. Cette baisse continue signifie un renouvellement du stock de capital moins rapide que l'évolution de la main d'œuvre.

Graphique 9: Evolution de l'intensité capitalistique de 2012 à 2015



Source : INS/Base des données des DSF

L'évolution par branches présente des disparités. Le tableau suivant présente celles dont l'intensité capitalistique est supérieure à la moyenne.

Tableau 23: Branches à intensité capitalistique supérieure à la moyenne en 2015

BRANCHES	IB/Effectifs(en millions FCFA)	
	2014	2015
Raffinage du pétrole et cokéfaction	572,2	579,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	654,1	326,0
Activités immobilières	302,1	260,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	171,1	170,8
Activité d'information et de télécommunications	92,6	135,8
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	95,6	127,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	171,6	126,3
Extraction des minerais	114,1	125,0
Activités financières et d'assurance	79,1	95,9
Industrie de boissons	55,3	52,2
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	49,0	46,1
Transport et entreposage	42,9	44,0

Source : INS/Base des données des DSF

Les branches qui ont une intensité capitalistique élevée sont, dans l'ordre décroissant : le « Raffinage du pétrole et cokéfaction » suivie de l'« Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » et des « Activités immobilières ». Comme en 2014, ces trois branches d'activités forment le trio de tête des branches à forte intensité capitalistique.

La forte intensité capitalistique de la branche « Activité d'information et de télécommunications », serait le reflet d'importants investissements réalisés au cours des années 2013 à 2015 à la faveur du climat de forte concurrence qui y règne.

A contrario, dans le contexte de l'économie nationale, les branches à faible intensité capitalistique sont celles de la «Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.», des «Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles», de la «Fabrication de produits à base de céréales».

Il est à relever que l'intensité capitalistique de la branche « Agriculture » reste stable par rapport à 2014. Ainsi, malgré les efforts déployés par l'Etat avec l'appui des partenaires au développement notamment, l'agriculture camerounaise reste faiblement mécanisée.

Tableau 24: Branches à faible intensité capitalistique en 2015

BRANCHE	IB/Effectifs(en millions FCFA)	
	2014	2015
Activités éducatives	13,0	9,5
Industries du textile et de la confection	8,3	9,3
Réparation et installation des machines et équipements	10,9	8,3
Activité pour la santé humaine et action sociale	8,2	7,7
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	1,8	7,2
Sylviculture et exploitation forestière	7,0	6,7
Industrie de la viande et du poisson	6,0	6,0
Industries du bois sauf fabrication des meubles	6,0	5,8
Agriculture	5,6	5,6
Fabrication de produits à base de céréales	3,6	3,1
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	7,5	2,5
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	3,5	2,2

Source : INS/Base des données des DSF

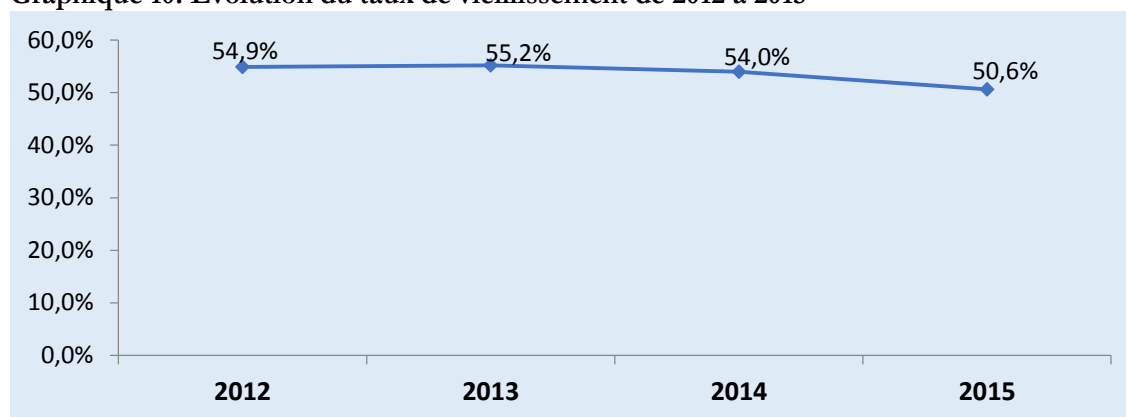
5.4 Rythme de renouvellement des immobilisations

L'obsolescence, l'usure ou la fragilité des équipements de production sont généralement à l'origine des pertes de compétitivité et parfois de démantèlements de pans entiers de secteurs économiques laissés à la dérive.

Le taux de vieillissement des immobilisations est mesuré par le ratio : **Amortissements Cumulés(ACM)/Immobilisations Brutes(IB)** (en %) et indique le degré de vieillissement ou la jeunesse des équipements productifs utilisés dans l'entreprise. Plus il est élevé, plus le capital productif est ancien. En revanche, une tendance à la baisse du degré de vieillissement des équipements est le signe d'un renouvellement des immobilisations (remplacement des anciens équipements par des nouvelles acquisitions à l'état neuf ou d'occasion).

Amélioration du rythme de renouvellement du parc des équipements productifs

Le taux de vieillissement a connue une décélération (Graphique 10) en 2015, à 50,6% contre 54,0% en 2014, 55,2% en 2013 et 54,9% en 2012. Ainsi, dans l'ensemble, la tendance du renouvellement du parc des équipements productifs s'est poursuivie en 2015.

Graphique 10: Evolution du taux de vieillissement de 2012 à 2015

Source : INS/Base des données des DSF

Le tableau suivant renseigne sur les branches d'activités dont les équipements productifs sont relativement « jeunes » par rapport à la moyenne nationale.

Tableau 25: Branches à indice de vieillissement inférieur à la moyenne globale en 2015

BRANCHE	Amortissement cumulé/Immobilisation brute (%)		
	2013	2014	2015
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	48,8	46,1	18,3
Activités fournies principalement aux entreprises	79,6	54,4	20,4
Activités financières et d'assurance	52,7	37,6	31,2
Elevage et chasse	-	41,4	36,4
Raffinage du pétrole et cokéfaction	42,2	38,4	36,4
Réparation et installation des machines et équipements	-	34,9	37,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	57,7	44,4	42,8
Agriculture	89,7	65,6	43,0
Activités éducatives	56,1	47,4	44,8
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	54,6	16,1	46,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	56,5	53,7	49,1
Activités immobilières	33,9	44,6	49,9

Source : INS/Base des données des DSF

A travers le tableau 26, les branches d'activité ayant un meilleur taux de renouvellement des outils de production sont les suivantes : « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (18,3%), « Activités fournies principalement aux entreprises » (20,4%), « Activités financières et d'assurance » (31,2%), « Elevage et chasse » (36,4%), et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (36,4%). Hormis les « Activités immobilières », la tendance est au rajeunissement des outils de production dans ces branches.

En revanche, les branches d'activités disposant des équipements les plus « vétustes » sont : la « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » (82,3%), les « Industries du bois sauf fabrication des meubles » avec un taux de vieillissement de 76,5% ; les « Industries du textile et de la confection » (75,6%) ; la « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux » (73,2%) ; la « Sylviculture et exploitation forestière » pour ne citer que ces branches.

Le taux de vieillissement des équipements relativement élevé de la branche « Activité pour la santé humaine et action sociale » serait révélatrice des nombreuses plaintes enregistrées dans l'opinion

publique dues à la mauvaise prise en charge ces dernières années dans ce secteur socialement sensible.

Tableau 26: Branches à indice de vieillissement des immobilisations supérieur à la moyenne des branches en 2015

BRANCHE	Amortissement cumulé/Immobilisation brute (%)		
	2013	2014	2015
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	60,9	84,4	82,3
Industries du bois sauf fabrication des meubles	69,0	75,0	76,5
Industries du textile et de la confection	78,1	77,6	75,6
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	67,2	70,8	73,2
Sylviculture et exploitation forestière	66,4	69,0	71,3
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	66,3	20,8	70,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	69,6	65,4	68,7
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	84,5	61,0	68,5
Construction	35,8	61,2	67,9
Fabrication de produits à base de céréales	61,5	62,4	67,2
Hébergement et restauration	60,6	69,0	65,7
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-	63,3	63,3
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	59,2	62,8	63,1
Industrie de boissons	58,7	60,8	62,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	53,2	47,2	60,3
Industrie de la viande et du poisson	-	59,5	59,5
Transport et entreposage	55,8	77,0	58,2
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	58,9	47,4	57,9
Activité pour la santé humaine et action sociale	78,0	66,9	57,9
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	59,2	65,9	56,7
Extraction des minerais	57,6	57,2	56,4
Activité d'information et de télécommunications	53,5	55,9	55,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	41,1	45,4	54,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	73,9	53,3
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-	49,2	52,2

Source : INS/Base des données des DSF

5.5 Poids des immobilisations et de l'actif circulant

Le bilan d'une unité de production, présente une configuration spécifique, laquelle se traduit par des différences caractéristiques de poids, tant du côté des rubriques d'actif que du passif.

Il est question ici de présenter le poids des immobilisations et de l'actif circulant dans le total du bilan. A cet effet la structure globale de l'actif en 2015 est comparée à celle de 2014, ensuite une classification des branches d'activité, en trois (03) grands groupes, est opérée en fonction de l'organisation des rubriques.

5.5.1 Structure globale de l'actif

Une structure de l'actif quasiment identique à l'année précédente

Tout comme l'année précédente, la structure de l'actif du bilan en 2015, des entreprises modernes se caractérise par un poids plus important des immobilisations non financières.

Ainsi, les stratégies d'investissement opérées en 2015, semblent suivre celles de l'année 2014 ; c'est-à-dire, une allocation des avoirs plus favorables aux biens durables que sont notamment les immobilisations corporelles.

Il y'a de lieu de noter que la trésorerie des entreprises, toutes branches confondues, tend à se dégrader sur la période 2012-2015.

Tableau 27: Structure des rubriques de l'actif de 2012 à 2015 (%)

Structure de l'Actif	2012	2013	2014	2015
Immobilisations non Financières	30,6	28,2	32,3	32,7
Immobilisations Financières	6,8	5,7	4,9	5,2
Actif Circulant	46,1	51,2	47,9	47,5
Trésorerie Actif	16,5	14,9	14,9	14,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INS/Base des données des DSF

5.5.2 Organisation de la structure du bilan de l'actif par branche d'activité

La structure de l'actif du bilan des différentes branches de l'économie peut être organisée selon trois (03) grands groupes caractéristiques : les branches présentant un quasi équilibre entre les immobilisations et l'actif circulant ; celles présentant les immobilisations avec un poids plus important ; et enfin les branches pour lesquelles l'actif circulant est prépondérant.

Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants

En 2015, les immobilisations (financières et non financières) et les autres rubriques du bilan s'équilibrent pratiquement dans les cinq (05) branches d'activité suivantes :

Tableau 28: Branches quasiment équilibrées en termes d'immobilisations et d'actifs circulants en 2015 (%)

Branche	IMMO	AC
Transport et entreposage	48,3	43,3
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	45,7	49,5
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	43,8	49,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	43,2	50,1
Agriculture	45,9	53,0

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à immobilisations prépondérantes

En 2015, les immobilisations sont plus importantes et représentent plus de 50% de l'actif dans douze (12) branches d'activité dont :

- Une (01) du secteur primaire : « Elevage et chasse » ;
- Neuf (09) du secteur secondaire : « Industrie de la viande et du poisson », « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné », « Fabrication de produits minéraux non métalliques », « Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets », « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux », « Industrie de boissons » « Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques » et « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » ;

- Une (02) du secteur tertiaire : « Hébergement et restauration » et « Activités immobilières ».

Tableau 29: Branches à immobilisations prépondérantes en 2015 (%)

Branche	IMMO	AC
Activités éducatives	85,1	5,2
Activités immobilières	83,9	12,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	76,0	19,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	71,2	25,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	70,3	19,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	67,8	24,6
Industrie de la viande et du poisson	62,2	5,5
Hébergement et restauration	60,2	21,3
Elevage et chasse	57,8	38,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	57,6	39,0
Industrie de boissons	53,9	36,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	53,1	21,5

Source : INS/Base des données des DSF

Branches à actif circulant prépondérant

En 2015, quatorze (14) branches d'activité présentent un poids de l'actif circulant prépondérant. C'est le cas dans le contexte national des « Activités financières et d'assurances », des activités à cycle court à l'exemple du « Commerce » ; et aussi les branches industrielles telles que les « Industries du textile et de la confection » ; « Industries du bois sauf fabrication des meubles » et « Industries du cuir et fabrication des chaussures ».

Tableau 30: Déséquilibre des branches à actif circulant important en 2015 (%)

Branche	IMMO	AC
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	19,9	75,7
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	23,4	71,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	22,0	71,5
Industries du bois sauf fabrication des meubles	27,4	71,4
Sylviculture et exploitation forestière	26,7	71,2
Construction	24,6	66,3
Industries du textile et de la confection	38,1	60,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	35,3	59,8
Activités financières et d'assurance	9,7	59,2
Réparation et installation des machines et équipements	41,8	58,1
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	40,3	54,6
Fabrication de produits à base de céréales	34,4	54,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	43,8	54,1
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	42,5	51,6

Source : INS/Base des données des DSF

Chapitre 6: Analyse de l'endettement des entreprises et du financement de l'actif par le passif

L'endettement représente un mode de financement quasi incontournable pour une entreprise. En effet, une entreprise s'endette soit pour financer son besoin en fonds de roulement (décalage entre les encaissements et les décaissements), soit pour faire face au décalage entre l'investissement réalisé et les cash-flows susceptibles d'être générés. La dette fait donc partie intégrante de la vie d'une entreprise : elle constitue à la fois une opportunité de développement au travers des possibilités d'action qu'elle offre (acquisition d'équipements, matériels et licences ; financement du BFR ; Recherche et Développement ; innovation, ...) et un risque de défaillance en cas de non maîtrise du taux d'endettement.

La question récurrente est celle de savoir quel est le niveau d'endettement que l'entreprise peut contracter pour profiter de la conjoncture favorable du marché, sans détériorer sa solvabilité et sa santé économique et financière ? A quel seuil l'entreprise doit donc se situer pour son développement, tout en se mettant à l'abri de l'insécurité ?

Divers indicateurs d'évaluation du caractère supportable ou non de la dette, se proposent d'établir et parfois de prédire, les risques liés au surendettement ou simplement à la mauvaise structure de celle-ci.

Encadré 4: Analyse du seuil d'endettement soutenable d'une entreprise

L'analyse du taux d'endettement d'une entreprise informe sur sa solvabilité. Elle permet de répondre à diverses questions notamment :

- (i) l'entreprise dispose-t-elle d'une marge d'endettement ?
- (ii) l'entreprise pourra-t-elle rembourser ses dettes lorsqu'elles arriveront à échéance ?
- (iii) combien de temps (année) faudra-t-il à l'entreprise pour solder ses dettes grâce à ses capitaux propres ?

L'analyse de la solvabilité de l'entreprise se fait suivant 02 approches : l'approche objective et l'approche subjective.

Approche objective

Elle s'appesantit sur la solvabilité globale de l'entreprise. La préoccupation est celle de savoir si les ressources propres de l'entreprise peuvent lui permettre de supporter une dévalorisation de son actif. Le rapport du niveau des capitaux propres par rapport au total du bilan est une mesure du degré d'engagement des actionnaires dans le risque de défaillance de l'entreprise.

En général, un endettement est jugé solvable si ce ratio est supérieur au seuil de 25%. Cependant, ce seuil varie suivant les branches d'activité. Il est accepté un seuil de 35% pour le secteur industriel et 20% pour le secteur commercial.

Approche subjective

Elle analyse la capacité de l'entreprise à s'endetter auprès du système bancaire et autres tiers (Etat, acteurs sociaux). Le ratio de capacité d'endettement est égal à : $\text{Capitaux propres} / \text{Dette totale}$. Ce ratio devra être supérieur à 1 pour s'assurer que les prêts contractés auprès des tiers sont inférieurs à ceux des actionnaires. Plus cette capacité d'endettement est importante, plus l'entreprise pourra avoir recours à l'emprunt pour financer des acquisitions ou investissements. L'inverse de ce ratio est appelé coefficient d'endettement.

Le niveau de seuil peut toutefois être flexible suivant les branches d'activité. Les entreprises exerçant dans l'activité de commerce ont de façon générale des capitaux propres faibles et des engagements à court terme importants. Le ratio seuil pourra être de 0,1 (soit un coefficient d'endettement inférieur à 10) pour ce type d'entreprise.

6.1 Analyse du niveau d'endettement des branches

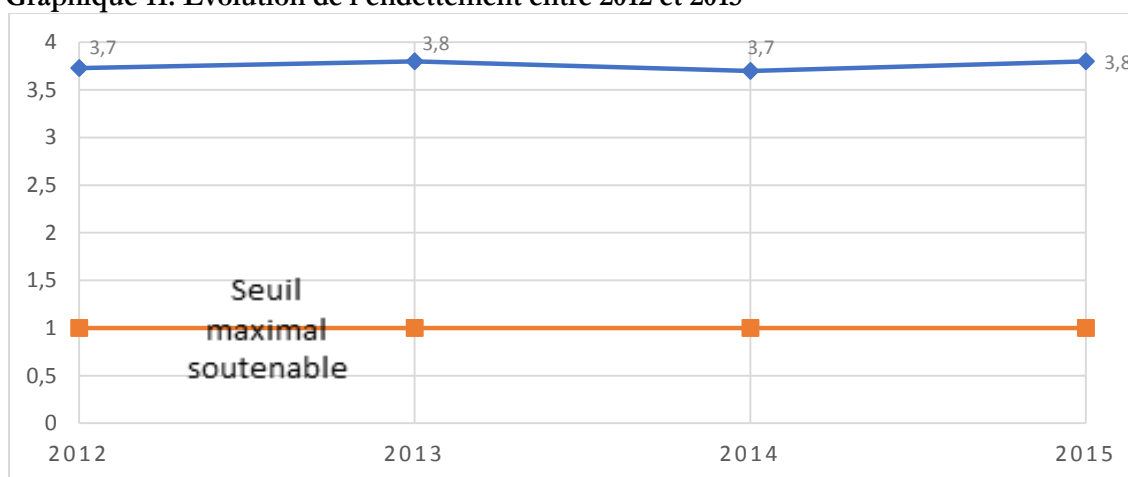
La mesure du niveau d'endettement de l'entreprise est généralement approchée par le coefficient d'endettement ou taux d'endettement : « Endettement Total / Capitaux Propres ».

Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette. Ainsi, une valeur faible (entre 0 et 1) est révélatrice d'une bonne sécurité financière de l'entreprise, tandis qu'une valeur élevée (à partir de 1,25) est signe d'un surendettement de l'entreprise, qui peut être néfaste si les perspectives de résultats se révèlent peu satisfaisants.

Un coefficient d'endettement qui demeure élevé.

Le coefficient d'endettement des entreprises ressort (graphique 13 ci-dessous) à 3,8 en 2015 contre 3,7 en 2014 et 3,8 en 2013. Même si cette situation révèle globalement une quasi stabilité du niveau d'endettement des entreprises par rapport à l'exercice 2014, l'on note qu'il reste élevé (hors de l'intervalle compris entre 0 et 1). Ce qui témoigne d'une faible capacité d'endettement du système productif. Une évolution régulièrement croissante d'environ un point du coefficient d'endettement global était enregistrée entre 2006 et 2012.

Graphique 11: Evolution de l'endettement entre 2012 et 2015



Source : INS/Base des données des DSF

Selon ce critère, les branches relativement peu endettées en 2015 sont les suivantes : «Industrie de la viande et du poisson», «Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques», «Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux» et «Activités éducatives».

Tableau 31: Branches à faible niveau du coefficient d'endettement en 2015

Libellé de la branche	Endettement total/capitaux propres
Industrie de la viande et du poisson	0,3
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,5
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,5
Activités immobilières	0,5
Activités éducatives	0,6

Source : INS/Base des données des DSF

En revanche, les branches les plus endettées sont : « Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux », l'« Industries du textile et de la confection », « Activités financières et d'assurance » et « Activités immobilières ».

Tableau 32: Branches à coefficient d'endettement élevé en 2015

Libellé de la branche	Endettement total/capitaux propres
Activités financières et d'assurance	13,3
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	16,3
Industries du textile et de la confection	17,1
Construction	25,2
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	58,5

Source : INS/Base des données des DSF

La branche « Extraction des minerais », avec un coefficient de 6,2 points, fait partie des branches relativement endettées. Les entreprises de cette branche ont subi de plein fouet la baisse des cours des minéraux sur le marché mondial.

La disparition des branches « Raffinage du pétrole et cokéfaction », « Industries du cuir et fabrication des chaussures » et « Elevage et chasse » dans le classement des branches les plus endettées ne signifie nullement une amélioration de leur situation, mais plutôt une détérioration des capitaux propres devenant négatifs au point que le remboursement de leur dette est compromis. Ce qui devrait ouvrir la voie à des procédures collectives

La branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction », les entreprises à l'instar de la SONARA sous contrôle étatique, cumule d'année en année des résultats négatifs. Ce fleuron de l'industrie nationale ploie sous le coup d'une lourde dette à moyen et long terme, évaluée à plusieurs dizaines de milliards de FCFA, mais surtout des dettes à court terme chiffrées à des centaines de milliards de FCFA. Afin de la sortir de cette situation, les pouvoirs publics ont opté pour une recapitalisation couplée d'autres mesures managériales encadrées par un échéancier précis.

Enfin, les entreprises de la branche « Industries du cuir et fabrication des chaussures » font face à une rude concurrence des produits importés notamment de la Chine. Toute chose qui plombe leurs activités et rend presque impossible le remboursement des dettes auprès des fournisseurs de matières premières.

Encadré 5: la recapitalisation ; définition mécanismes et effets

La recapitalisation d'une entreprise est définie comme l'augmentation de son capital. En termes comptables, on parle souvent d'augmentation du capital social, ou d'augmentation des fonds propres.

Fonds propres et emprunts

Les capitaux propres d'une entreprise constituent un filet de sécurité pour elle, qui la protège de la faillite. Mais les sommes colossales nécessaires pour le fonctionnement et l'exploitation dans certaines branches comme l'extraction des hydrocarbures et « Raffinage du pétrole et cokéfaction » obligent ceux-ci à être organisés en sociétés par actions. Les actionnaires, qui apportent les capitaux et donc les misent sur cette entreprise, exigent en retour des dividendes élevés.

En comparaison, il est moins cher d'emprunter auprès des banques (taux d'intérêt inférieurs aux dividendes), et c'est pourquoi une grande entreprise est en permanence endettée pour couvrir ses investissements. La proportion de capitaux propres et de dette au passif de l'entreprise est un indicateur de la stratégie de l'entreprise.

On aura par exemple :

- une forte proportion de dettes pour une entreprise prospère, qui semble pouvoir être rentable sur le long terme
- une forte proportion de fonds propres pour une entreprise dans un domaine risqué

La recapitalisation et ses effets

Lorsqu'une entreprise est soudain en difficulté financière (chute du chiffre d'affaire, envolée des taux d'intérêts...), elle est d'autant plus menacée qu'elle avait peu de fonds propres. En effet, elle a soudain du mal à réaliser assez de profit pour rembourser ses dettes, d'où une augmentation du taux auquel elle emprunte, ce qui amorce un cercle vicieux. Elle doit alors chercher à se recapitaliser, et pour cela doit donner des gages de son retour rapide à la rentabilité en opérant diverses actions (baisse des salaires, fermetures de sites, stratégies commerciales agressives...).

La recapitalisation est souvent mal perçue par les milieux financiers car elle signifie que la société a des difficultés financières. De plus, elle fait baisser dans l'immédiat le taux de profit, et notamment la valeur des actions pour les actionnaires actuels.

6.2 L'endettement dans la structure des bilans

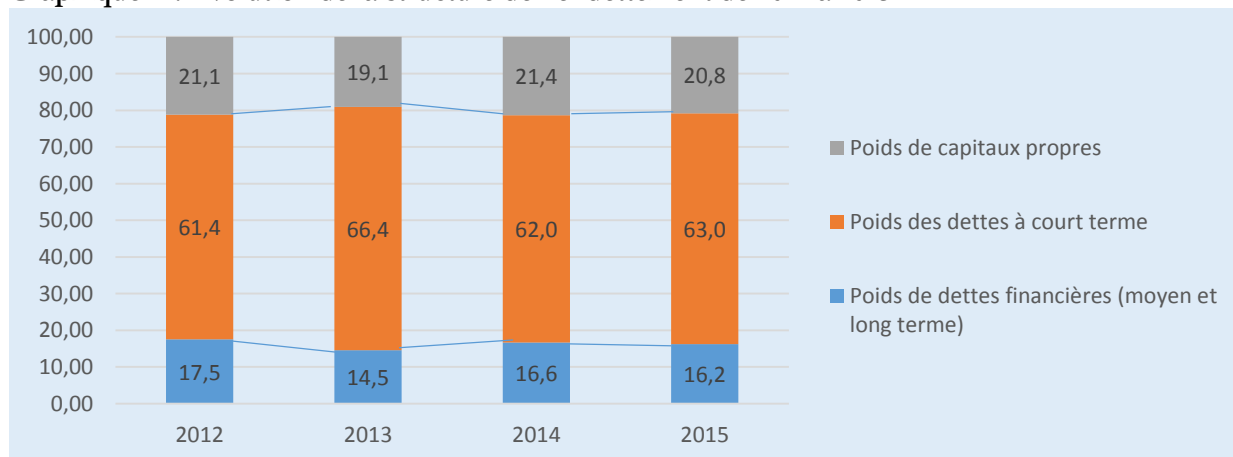
La structure financière d'une branche d'activité économique est spécifique et fonction de ses conditions technico-économiques de production.

Le recours aux emprunts à longue maturité est généralement lié à la nature du cycle de production. Par exemple, les entreprises commerciales ont une rotation des actifs circulants plus rapide que les dettes à court terme, donc peuvent se permettre de s'engager peu à long terme. En revanche, les entreprises industrielles ont une forte propension à recourir à des emprunts à moyen ou long terme.

Une diminution du poids des dettes financières ainsi que des capitaux propres des entreprises

En 2015, les dettes financières(ou à moyen et long terme), représentent 16,2% du bilan pour l'ensemble des entreprises modernes de l'économie, soit une diminution de 0,5 point par rapport à 2014 (16,7%).

Graphique 12: Evolution de la structure de l'endettement de 2012 à 2015



Source : INS/Base des données des DSF

S'agissant des dettes à court terme, elles ressortent à 63,0%, contre 62,0%, en 2014. Il s'agit essentiellement des crédits fournisseurs, des découverts bancaires et des facilités de caisse.

Il convient de relever que depuis près de 10 ans, les dettes à court terme oscillent autour de 50%.

6.2.1 Branches à dette financière élevée

Par dette financière élevée, on entend un poids de ces dettes dans le total du bilan supérieur à 25%. Les branches d'activité qui se retrouvent dans cette situation sont répertoriées dans le tableau 30 ci-dessous. Les branches «Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne» et «Fabrication de produits minéraux non métalliques» apparaissent au premier rang.

Tableau 33: Branches à dettes financières élevées en 2015 (%)

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (%)		
	2013	2014	2015
Fabrication de produits minéraux non métalliques	20,2	47,8	51,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	45,4	43,2	45,5
Transport et entreposage	29,8	31,7	29,2
Activités fournies principalement aux entreprises	45,4	43,2	27,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	24,9	28,9	27,3

Source : INS/Base des données des DSF

6.2.2 Branches à dette financière plancher

En revanche, les branches qui présentent le niveau d'endettement planché sont les suivantes :

Tableau 34: Branches à dettes financières faibles en 2015 (%)

Libellé de la Branche	Dettes financières/total passif (en %)		
	2013	2014	2015
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-	0,0	0,0
Réparation et installation des machines et équipements	-	2,3	2,3
Industrie de la viande et du poisson	-	0,0	2,4
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	4,8	4,0
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,1	0,3	4,5

Source : INS/Base des données des DSF

6.2.3 Dettes à court terme

Il est présenté dans cette partie le niveau d'endettement de court terme par branche d'activité en mettant en relief les branches à fort et celles à faible niveau de dettes à court terme.

Dettes à court terme élevée

En 2015, les engagements à court terme sont de loin les plus importants dans la branche «Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a» (116,6%), suivie de la

branche « Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a » (92,9%) et celle de « Elevage et pêche » (99,6%).

Tableau 35: Branches à niveau d'endettement de court terme élevé (%)

Libellé de la Branche	Dettes à court terme/total bilan	Dont dette du passif
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	124,4	116,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	114,2	92,9
Elevage et pêche	99,7	99,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	97,3	96,3
Raffinage du pétrole et cokéfaction	93,9	78,4
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	93,3	76,5
Construction	88,4	81,2
Activités financières et d'assurance	84,9	77,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	84,5	71,6
Industries du textile et de la confection	83,9	69,4
Réparation et installation des machines et équipements	82,8	72,2
Extraction des minerais	81,0	76,5
Commerce de gros et de détail	77,2	52,2
Sylviculture et exploitation forestière	71,1	59,3

Source : INS/Base des données des DSF

Dettes à court terme de faible niveau

Certaines branches présentent cependant un faible niveau d'endettement dans le court terme. C'est le cas en 2015 des branches suivantes :

Tableau 36: Branches à faible niveau d'endettement de court terme (%)

Libellé de la Branche	Dettes à court terme/total bilan	Dont dette du passif
Activités éducatives	13,2	
Industrie de la viande et du poisson	19,8	
Fabrication de produits minéraux non métalliques	22,1	
Activités fournies principalement aux entreprises	21,5	
Activités immobilières	24,4	
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	25,9	
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	27,6	
Hébergement et restauration	28,9	
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	29,7	
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	31,4	
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	34,7	

Source : INS/Base des données des DSF

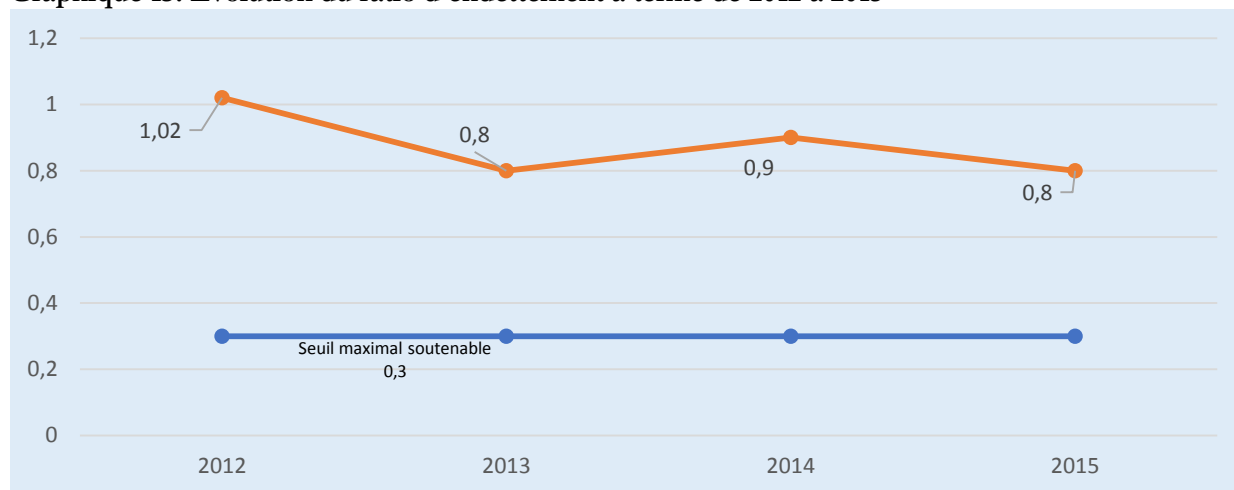
6.2.4 Dettes à moyen et long terme

Le ratio d'Endettement à terme (Dettes à long et moyen terme / Capitaux propres) constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.

Un ratio d'endettement à moyen et long terme supérieur à 1 traduit une capacité d'endettement saturée pour l'entreprise. Dans ce cas, le banquier ne souhaite pas prendre plus de risque que les actionnaires et associés de l'entreprise. En revanche, un ratio d'endettement global (dette totale / actif net) supérieur à 2 signifie que l'entreprise possède deux fois moins d'actifs que de dettes. Dans cette condition, l'entreprise aura des difficultés à obtenir des nouveaux crédits bancaires.

Un ratio maximal de 0,3 d'endettement à terme est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires.

Graphique 13: Evolution du ratio d'endettement à terme de 2012 à 2015



Source : INS/Base des données des DSF

Toute branche d'activité confondue, ce ratio connaît un repli de 0,1 point (graphique 15), se situant à 0,8 en 2015. Mis en perspective sur les 4 dernières années, l'on note une tendance presque baissière, l'année 2012 ayant connue un franchissement de la barre de 1. La situation est cependant contrastée selon l'activité exercée. Globalement il peut être distingué quatre (04) groupes :

i. Ratio d'endettement à terme nul

C'est la situation que présentent trois (02) branches en 2015 contre quatre (04) en 2014. Il s'agit de « Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie » et « industrie de la viande et du poisson ».

ii. Ratio d'endettement à terme en dessous du seuil critique

Il s'agit des entreprises dont le niveau d'engagement à moyen et long termes n'a pas dépassé strictement le seuil critique de 1. Cette catégorie caractérise les unités de production qui sont peu endettées sur le moyen et long terme, et qui ne pourraient donc pas éprouver de difficultés particulières à contracter des crédits d'investissements. C'est le cas en 2015 des branches suivantes :

Tableau 37: Branches à niveau d'endettement à terme inférieur au seuil critique en 2015 (%)

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	0,1
Activités immobilières	0,1
Réparation et installation des machines et équipements	0,2
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,3
Industrie de boissons	0,3
Commerce de gros et de détail	0,3
Activités éducatives	0,4
Extraction des minerais	0,4
Hébergement et restauration	0,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,5
Activités fournies principalement aux entreprises	0,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	0,6
Fabrication de produits a base de céréales	0,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	0,7
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,9
Transport et entreposage	0,9
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,9
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,9

Source : INS/Base des données des DSF

iii. Ratio d'endettement à terme au-dessus du seuil critique

Ce sont les entreprises dont le niveau d'endettement à terme a franchi le seuil critique de 1 mais demeure inférieur à 2. Ce groupe constitue celui des unités moyennement endettées sur le moyen et long terme. Ces sept (07) branches d'activité ont massivement investis en 2015. Elles cumulent à elles seules un investissement total brut évalué à 686 milliards, soit environ 47,3% des investissements réalisées par l'ensemble des entreprises en 2015.

Les branches en question sont les suivantes :

Tableau 38: Branches à niveau d'endettement à terme franchissant le seuil critique de 1

Libellé de la Branche	DMLT/CP
Sylviculture et exploitation forestière	1,1
Activités financières et d'assurance	1,2
Activité d'information et de télécommunications	1,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	1,9
Industries du textile et de la confection	1,9
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,9

Source : INS/Base des données des DSF

iv. Ratio d'endettement à terme supérieur à 2 en valeur absolue

C'est le groupe des branches dont les entreprises sont lourdement endettées. Il s'agit en 2015 de quatre (04) branches en l'occurrence les entreprises qui exercent dans l' « industrie du cuir et fabrication des chaussures » (-3,0), la « Construction » (2,0), l' « Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires » (3,0) et le « raffinage du pétrole et cokéfaction », avec un ratio d'endettement pour la seconde branche égal à -2,1 contre 14,3 en 2014.

6.3 Le passif et le financement de l'actif et du fonds de roulement

Dans l'approche fonctionnelle de l'équilibre financier, le bilan d'une unité de production est représenté sous forme de stocks de ressources classées par ordre croissant d'exigibilité et de stocks d'emplois rangés selon le degré de liquidité croissant.

L'allocation des ressources des postes du passif au financement des rubriques d'actif devrait obéir à la règle de « bonne gestion » qui voudrait que, les emplois stables soient financés par des ressources elles-mêmes stables et que le surplus des ressources de long terme finance l'activité cyclique.

Cependant une entreprise peut de manière transitoire, financer des emplois stables par des ressources à court terme, s'exposant alors à une forte dépendance des crédits-fournisseurs et avances bancaires.

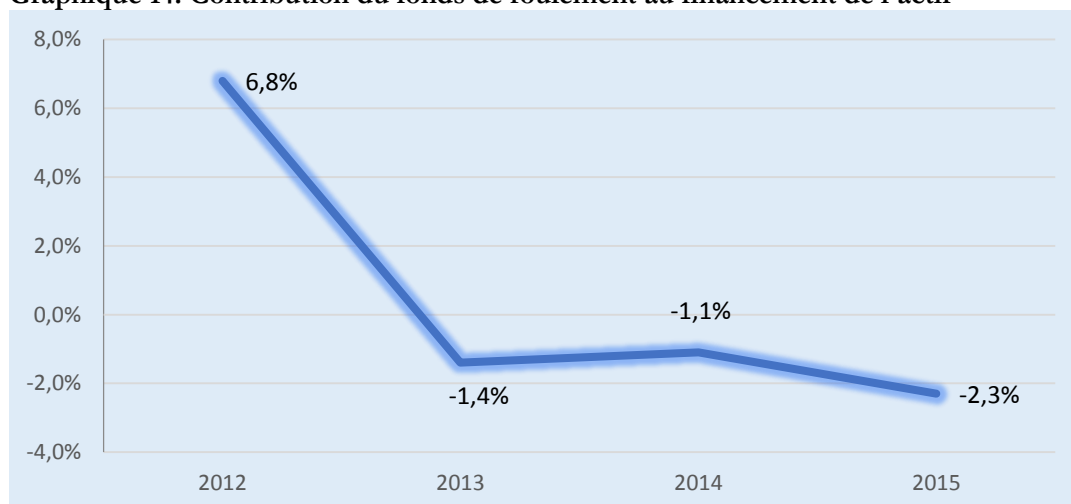
Lorsque des Résultats Nets négatifs s'échelonnent sur plusieurs années, il arrive que leurs montants cumulés réduisent sensiblement le niveau des ressources stables des entreprises, induisant ainsi pour le ratio FDR/Actif Circulant des valeurs négatives. La situation où l'entreprise réalise d'importantes immobilisations en recourant aux ressources de court terme est également un autre fait générateur.

6.3.1 Etude globale du fonds de roulement

Une baisse continue de la contribution du fonds de roulement au financement de l'actif

Le Fonds de roulement (Ressources stables - Actif immobilisé) s'inscrit dans une baisse continue depuis 2008. En 2015, pour l'ensemble des entreprises de l'économie, une contribution négative de -2,3% au financement de l'actif circulant est enregistrée, contre -1,1% en 2014 et -1,4% en 2013. Il faut noter que la couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement était positive en 2012, soit +6,8% de contribution. Elle avait même atteint des niveaux un peu plus élevées entre 2006 et 2008, +12,2%, +13,1%, +13,9% respectivement.

Graphique 14: Contribution du fonds de roulement au financement de l'actif



Source : INS/Base des données des DSF

Le tassement des ressources stables qui s'observe de manière générale dans le bilan des entreprises se traduit de manière mécanique par le renforcement des ressources de court terme.

Ainsi les bilans enregistrent une diminution du poids des ressources stables qui ressortent à 37,0% du total bilan, contre 38,0% en 2014, 33,6% en 2013 et 40,8% en 2012.

6.3.2 Analyse du fonds de roulement par rapport à l'actif circulant

Un ratio fonds de roulement sur actif circulant négatif pour la majorité des branches

Le nombre de branches d'activité présentant un ratio FDR/Actif Circulant négatif est en augmentation en 2015, soit vingt (20) contre dix-sept (17) en 2014. Il s'agit principalement des branches suivantes :

Tableau 39: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) négatif en 2015(%)

Libellé de la branche	2013	2014	2015
Activités éducatives		-100,9	-666,6
Elevage et chasse	-	-101,4	-284,0
Extraction des minerais	18,4	-226,0	-215,2
Activité pour la santé humaine et action sociale		75,1	-210,0
Activité d'information et de télécommunications		-86,6	-113,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-48,5	-62,1	-100,9
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.		-97,3	-78,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-56,4	-67,4	-68,7
Activités immobilières		-70,0	-47,8
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux		-5,2	-40,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-27,3	37,5	-39,1
Industries du textile et de la confection	10,3	-28,5	-37,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-23,9	22,1	-36,0
Réparation et installation des machines et équipements		-38,1	-31,9
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-	-20,3	-22,5
Agriculture		-5,9	-17,3

Source : INS/Base des données des DSF

Pour la plupart de ces branches d'activité, la situation s'est détériorée, le ratio passant des valeurs positives à des valeurs négatives ou enregistrant des valeurs davantage négatives. Elle correspond aux cas dans lesquels les investissements excèdent les ressources stables, autrement dit, une fraction des investissements a été réalisée sur ressources de court terme, rendant ainsi les entreprises vulnérables aux aléas conjoncturels.

Le cas des branches « Activité pour la santé humaine et action sociale » et « Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a » est plus critique. Le ratio passe ainsi de 75,1% à -210,0% et de 37,5% à -39,1% respectivement.

Un ratio fonds de roulement sur actif circulant en nette amélioration pour certaines branches d'activités

Pour dix-neuf(18) branches d'activité sur trente-neuf (38), le ratio FDR/Actif Circulant est positif. Il est à relever que par rapport à 2014, il s'agit dans la plupart des cas de maintien ou de retournement, passant de négatif à des niveaux confortables. Dans cette situation, les capitaux permanents sont relativement élevés et l'autonomie financière des entreprises se trouve renforcée. Celles-ci disposent alors d'une large marge financière leur permettant de faire face aux risques asymétriques des actifs et des dettes.

Tableau 40: Branches présentant un ratio (FDR/Actif Circulant) positif en 2015 (%)

Libellé de la branche	2013	2014	2015
Industrie de la viande et du poisson	-	-747,6	596,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	58,5	124,7	163,7
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	553,0	1105,1	76,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	25,1	108,0	74,5
Autres activités fournies a la collectivité, activités sociales et personnelles	-10,2	17,0	73,7
Hébergement et restauration	-70,1	-275,5	61,9
Fabrication de produits a base de céréales	-12,3	-22,5	49,2
Activités fournies principalement aux entreprises	-58,0	251,4	39,1
Industrie du cacao, du café, du the et du sucre	-12,3	6,2	38,1
Industries du bois sauf fabrication des meubles		13,0	29,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets		52,7	26,8
transport et entreposage	-10,2	37,8	21,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques		16,7	15,2

Source : INS/Base des données des DSF

Conclusion

La croissance économique est restée sur une pente ascendante en 2015, tirée principalement par le secteur non pétrolier, dont la contribution s'est établie à 4,7 points.

Du côté des entreprises modernes, l'environnement économique dans lequel elles évoluent conditionne leur résultat. Le chiffre d'affaires total de ces entreprises augmente (+2,0%) et permet d'accroître la valeur ajoutée de +3,5%. Dans ce contexte, le taux de valeur ajoutée ressort à 20,9% après 22,6% en 2014. L'augmentation des charges de personnels (+1,9%) n'impacte pas significativement la marge brute d'exploitation des entreprises qui augmente de 4,7%. Cette marge profite davantage aux entreprises. Le taux de rémunération du capital ressort à 56,3%, soit 0,6 point de pourcentage de plus qu'en 2014. Globalement les entreprises modernes enregistrent des bénéfices en 2015. Toutefois ce résultat net se contracte de -52,9% par rapport à 2014.

Dans ce cadre, l'effectif des emplois permanents croît de +1,7%, entraînant une hausse des charges de personnels de +1,9%. Ces emplois se concentrent principalement dans quatre (04) branches d'activité. Il s'agit de l'« Agriculture » (16,7%), les activités de soutien aux entreprises (15,4%), les activités commerciales (8,5%), et le transport et les activités connexes (8,2%). Les autres branches d'activités emploient chacune moins de 5% du cumul des effectifs. La productivité par tête augmente en valeur de +1,7% autant que pour les emplois permanents. Elle est de 10,9 millions de FCFA par tête en 2015, soit 0,3 millions de plus qu'en 2014. La rentabilité apparente du travail reste quant à elle stable.

Globalement l'activité des entreprises est rentable en 2015. En effet la rentabilité économique poursuit sa dynamique haussière en 2015. Elle ressort à 21,3% après 19,5% en 2014 et 8,8% en 2013. Dans le même sens la rentabilité des ressources stables évoluent aussi, s'établissant à 25,5% après 22,5% en 2014. Toutefois, la rentabilité financière poursuit sa chute. Son ratio s'établit à 2,7% après 3,3% en 2014 et 4,6% en 2013.

La productivité du capital qui permet de mesurer le rendement de l'accumulation du capital est en hausse par rapport à 2014. Elle augmente de deux points pour s'établir à 35,5%. Les investissements quant à eux fléchissent de -1,9%. Ce recul est dû à la baisse des investissements dans les secteurs primaire (-17,2%) et secondaire (-6,2%) malgré le dynamisme du secteur tertiaire (+21,0%). Cet effort d'investissement s'estompe légèrement dans un contexte où les entreprises poursuivent la constitution de leurs marges. Par ailleurs, les stratégies d'investissement en 2015 semblent suivre celles de 2014, c'est-à-dire se traduire par une allocation des avoirs plus favorables aux biens durables. L'intensité capitaliste s'établit à 33,2 millions de FCFA et baisse continuellement depuis 2012. Elle traduit un renouvellement du capital moins rapide que l'évolution de la main-d'œuvre.

En 2015, l'endettement est resté quasiment stable s'établissant à 3,8. Ce niveau se situe largement au-dessus du seuil plafond tolérable de 1. Par ailleurs, rapportés au bilan, l'évolution de la dette est contrastée selon sa nature. En effet, le poids des dettes de court terme ressort à 62,0% soit une augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à 2014. Le poids des dettes à moyen et long terme baisse quant à lui de -0,5 point pour s'établir à 16,2%. Le fonds de roulement poursuit

sa chute entamée depuis 2008. Sa contribution au financement de l'actif circulant en 2015 est de -2,3% après -1,1% en 2014.

Bibliographie

De la Bruslerie ; H. (2010) ; Analyse financière : Information financière, diagnostic et évaluation. 4^{ème} édition, Management Sup, Gestion-Finance. Dunod, Paris

Duplat ; C-A. (2004) ; Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise. Vuibert

Gandy ; A. (2011) ; La comptabilité en pratique. Des écritures comptables à l'interprétation des comptes annuels. Afnor éditions

MINFI (2016) ; Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales, et financières de la Nation. Exercice 2016

INS (2016) ; Les comptes nationaux de 2015.

INS (2017) ; Etude économique et financières des entreprises. Quatorzième édition.

INS (2013) ; Nomenclature des activités et des produits du Cameroun

Investir au Cameroun (2015) ; Numéro 43

Investir au Cameroun (2016) ; Numéros 44-45

Annexes

Annexe 1 : Concepts et définitions

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
Rentabilité économique du capital Elle évalue les performances de l'entreprise en termes économiques.	RE	Excédent Brut d'Exploitation / Immobilisations Brutes)
Rentabilité des ressources stables C'est le taux de rentabilité interne. <i>La différence entre les ressources stables (RS) et les immobilisations financières (IF), (RS-IF) s'interprète comme les capitaux effectivement investis dans l'exploitation, les immobilisations financières étant constituées essentiellement des titres de participation et des autres immobilisations financières dans d'autres sociétés.</i>	RS	Excédent Brut d'Exploitation (EBE) / Ressources stables nettes des Immobilisations financières (IF)
Rentabilité financière Elle établit la capacité des capitaux investis par les actionnaires (capitaux propres) à dégager le profit. Ce ratio correspond dans la comptabilité de type anglo-saxonne au "Return On Equity" ou encore « ROE ». Elle est généralement scrutée par les actionnaires et associés, les analystes financiers et les investisseurs. Bien que la mesure soit entachée d'un biais important du fait qu'il n'est pas neutre par rapport au régime fiscal, il apparaît aux yeux des spécialistes comme le meilleur indicateur proxy.	RF	Résultat Net / Capitaux propres
Productivité du capital Ratio entre production en volume et le capital employé. Elle est donc différente du coefficient de capital qui est le revenu du capital rapporté au capital utilisé.		Valeur Ajoutée / Immobilisations Brutes
Productivité apparente du travail Ratio entre production en volume et le volume du travail utilisé dans le processus de production. Le volume de travail est généralement exprimé en heures ouvrées.		Valeur ajoutée/effectif employé
Rendement apparent du travail Valeur ajoutée rapportée aux frais de personnel.		Valeur ajoutée / Charges de personnel
Intensité capitalistique Elle se définit comme le niveau des immobilisations brutes (IB) rapportées aux effectifs employés. Son évolution renseigne par son ampleur sur le rythme de substitution du capital au travail.		Immobilisations brutes (IB) / effectifs employés.
Degré de vieillissement de l'appareil productif Il se définit comme les amortissements cumulés (ACM) rapportés aux immobilisations brutes. Son évolution renseigne sur le rythme de renouvellement des équipements de production.		Amortissements Cumulés(ACM) / Immobilisations Brutes (IB)
Coefficient d'endettement Mesure le niveau d'endettement de l'entreprise. Sa valeur indique le nombre d'années nécessaires au remboursement total de la dette.		Endettement Total / Capitaux Propres
Le Fonds de Roulement Il se définit par le <u>haut du bilan</u> , par l'excédent de ressources stables (à long terme : fonds propres, amortissements, provisions et dettes à long terme) de l'entreprise sur les emplois stables (à long terme : actif immobilisé brut). Dans une branche d'activité donnée, la part de l'« Actif circulant » financée par les « Ressources stables » rend compte de la marge moyenne de sécurité dont disposent les entreprises de la branche, et qui est fonction des exigences du cycle d'exploitation au sein de la branche homogène : cycles de production courts ou longs, nécessitant des stocks importants ou non, etc.	FDR	Ressources stables- Immobilisations
Endettement à terme		Dettes à long et moyen

Indicateurs	Abréviations	Formule de calcul
<p>Il constitue avec le ratio d'endettement global, l'une des mesures de l'indépendance financière de l'entreprise par rapport à ses créanciers.</p> <p>Un ratio maximal de 0,33 du capital propre est la limite au-delà de laquelle l'entreprise éprouve des difficultés à contracter des crédits bancaires.</p> <p>Par ailleurs un ratio supérieur ou égal à 1 est symptomatique d'une capacité d'endettement saturée, le banquier refuserait de prendre plus de risque que les actionnaires de l'entreprise eux-mêmes.</p>		terme/Capitaux propres
<p>Besoin en Fonds de roulement</p> <p>C'est la partie de l'actif circulant qui n'est pas financée par dettes circulantes.</p>	BFDR	Actif circulant-Passif circulant
<p>Valeur ajoutée</p>	VA	
<p>Excédent brut d'exploitation</p> <p>Il mesure la performance économique de l'entreprise avant tout élément financier ou exceptionnel. Il s'obtient en soustrayant de la valeur ajoutée produite, augmentée des subventions d'exploitation, les charges de personnel. C'est le concept qui mesure le mieux l'efficacité industrielle et commerciale de l'entreprise.</p>	EBE	
<p>Immobilisations brutes :</p> <p>Elles sont constituées de l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles portées à l'actif du bilan de l'entreprise à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire avant les amortissements</p>	IB	
<p>Résultats nets</p> <p>Il désigne le bénéfice ou le déficit net dégagé par l'entreprise, après le paiement de l'impôt sur les sociétés (IS).</p>	RN	

Annexe 2 : Méthodologie

La présente étude s'intéresse à la situation économique et financière des entreprises en 2014. Elle a été rendue possible grâce au traitement informatique des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. Celles-ci ont été réparties dans 43 branches de la Nomenclature DSF, compatible avec la Nomenclature révisée des activités du Cameroun (NACAM, rev1), elle-même adossée à la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT de 2011 (NAEMA, rev1).

Malgré un comportement financier et un plan comptable sectoriel particuliers nous avons retenu la branche 37 (Activités financières et d'assurances) dans notre échantillon en raison, d'une part, de leur poids dans les activités économiques, et d'autre part, du rôle des banques et des assurances dans le financement des activités économiques, la collecte de l'épargne des particuliers et des entreprises, la transformation.

Les variables retenues pour cette étude sont issues, d'un échantillon d'entreprises extrait du fichier des entreprises ayant déposé la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF).

La procédure de tirage est la méthode de l'exhaustif tronquée (cut-off). Le cumul est effectué sur les entreprises, rangées au préalable par ordre de valeur ajoutée ou d'effectifs décroissants. Les plus grandes unités de production sont d'emblée retenues. Un deuxième tirage est fait en vue d'assurer une représentativité satisfaisante de toutes les branches d'activités retenues.

Le taux de couverture global se monte à plus de 80% aussi bien en termes de Valeur Ajoutée que d'Effectifs. La représentativité est également satisfaisante pour les branches pour lesquelles elle se situe au dessus de 75% pour les 2 variables.

L'étude se base sur un faisceau de ratios pour cerner le comportement économique et financier des entreprises, leur propension à recourir ou non au crédit, l'état de leurs équipements, de leur liquidité, de leur niveau d'investissement, etc...., le recours ou non au financement externe, etc.

Dans une analyse économique sectorielle, l'avantage de l'utilisation des ratios par rapport aux données en montant absolu est de ne pas trop dépendre de la taille de l'échantillon choisi. Cela permet de mettre en valeur les problèmes de gestion et de financement spécifiques à chacune des branches d'activités.

Nous nous sommes surtout attachés à l'analyse de la rentabilité et au rendement économique de l'exploitation, la productivité apparente des facteurs, l'importance et le renouvellement des immobilisations, l'importance de l'endettement et la structure des bilans des entreprises camerounaises.

Dans l'étude de la structure des bilans des entreprises, on a surtout essayé de montrer les différences entre les branches d'activité. En effet, le niveau d'endettement, la couverture des actifs par les ressources stables, l'importance relative des crédits à court terme varient dans de grandes proportions d'une branche à l'autre. L'analyse des postes des bilans se fait à partir d'un regroupement fonctionnel des postes de bilan en grandes masses. C'est ainsi qu'on a:

- A l'actif :

- Les **Immobilisations non financières** sont constituées des charges immobilisées, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles nettes des amortissements et des provisions.
 - Les **immobilisations financières** comptabilisées nettes de provisions sont constituées par les titres de participation, c'est-à-dire des apports du capital social d'autres sociétés qui permettent leur contrôle total ou partiel, les autres immobilisations financières, les prêts et créances à plus d'un an à d'autres sociétés (en général des filiales), ainsi que des dépôts et cautionnements versés.
 - L'**actif circulant**, après déduction des provisions, représentent les stocks (marchandises, matière et fournitures, produits semi-ouvrés, produits finis, stocks en cours de route, emballages commerciaux), les créances et emplois assimilés comprenant les créances sur les fournisseurs, les associés et les autres crédateurs.
 - La **trésorerie Actif** regroupe, après déduction des provisions, toutes les créances à court terme. On y retrouve aussi bien les valeurs à encaisser des entreprises (fournisseurs, clients, etc..) que les relations avec les banques et les organismes financiers, l'État, etc. ainsi que les opérations de placement à court terme et les liquidités.
- Au passif
 - **Les capitaux propres** sont constitués du capital social, de différentes réserves, des primes d'émission et des profits ou pertes accumulés, des plus-values à réinvestir et des plus-values de réévaluations, des subventions d'équipement et de diverses provisions réglementées et fonds assimilés.
 - **Les dettes financières** comprennent toutes les dettes à plus d'un an d'échéance : les emprunts et obligations, les dettes de crédit-bail et contrats assimilés, les dettes financières diverses, les comptes bloqués des associés apparentés et les provisions financières pour risques et charges. L'ensemble des capitaux propres et des dettes financières constituent les **ressources stables**.
 - **Les dettes à court terme** regroupent toutes les dettes à moins d'un an d'échéance, y compris la part des dettes à long et moyen termes qui vient à échéance dans l'année. On y retrouve le passif circulant et la **trésorerie-passif**.

Annexe 3 : Tableaux statistiques

Tableau A 1: Evolution du chiffre d'affaires par branches d'activité

Branche d'activité	Répartition du CA en 2015 (%)	Variation entre 2015 et 2014(%)
Agriculture	3,0	12,2
Elevage et chasse	0,0	39,5
Sylviculture et exploitation forestière	1,6	22,5
Pêche et aquaculture	-	-
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	2,9	-2,0
Extraction des minerais	0,1	14,9
Industrie de la viande et du poisson	0,0	-0,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	1,3	2,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	1,9	9,2
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	1,5	6,0
Fabrication de produits à base de céréales	0,6	6,7
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	1,1	0,6
Industrie de boissons	5,7	-2,1
Industrie du tabac	-	-
Industries du textile et de la confection	0,2	4,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-12,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,6	18,4
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,5	-5,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	6,9	-28,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,6	-12,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,8	-6,3
Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,8	35,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	2,8	4,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	105,4
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,2
Fabrication de matériel de transport	-	-
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-9,2
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	10,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	4,1	0,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,0	19,7
Construction	3,1	-14,7
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	28,4	12,4
Hébergement et restauration	0,6	2,4
Transport et entreposage	6,4	1,4
Activité d'information et de télécommunications	7,0	10,1
Activités financières et d'assurance	10,6	0,4
Activités immobilières	0,1	-44,7
Activités fournies principalement aux entreprises	2,1	-6,0
Administrations publiques et sécurité sociale	-	-
Activités éducatives	0,1	6,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,1	49,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,3	4,6
Ensemble	100,0	2,0

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 2: Evolution de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée

Branche d'activité	Répartition de la VA en 2015 (%)	Taux de croissance de la VA (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2014 (en %)	Taux de valeur ajoutée en 2015 (en %)
Agriculture	2,0	-20,0	20,0	14,3
Elevage et chasse	0,0	-507,7	6,5	-19,1
Sylviculture et exploitation forestière	2,4	39,5	27,3	31,1
Pêche et aquaculture				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-2,3	-23,1	-21,3	-16,7
Extraction des minerais	0,0	288,8	-2,2	-7,4
Industrie de la viande et du poisson	0,0	-0,3	41,6	41,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,7	-26,2	14,9	10,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,9	-1,6	36,7	33,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,0	-12,3	33,3	27,6
Fabrication de produits à base de céréales	0,5	-21,9	23,7	17,4
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,9	-19,1	20,1	16,2
Industrie de boissons	6,5	-2,0	24,1	24,1
Industrie du tabac				
Industries du textile et de la confection	0,3	-9,0	31,2	27,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-315,1	8,4	-20,8
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,8	51,8	18,0	23,1
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,4	-36,4	28,3	19,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6	1375,6	0,1	1,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,0	-25,1	14,4	12,4
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	1,1	20,4	23,0	29,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,0	31,2	23,8	23,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,1	-37,7	14,2	8,4
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-302,0	10,9	-10,7
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,9	-1,6	-1,6
Fabrication de matériel de transport				
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-423,8	21,0	-74,7
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	355,1	1,0	4,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	5,0	-19,5	31,6	25,4
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	2,0	21,2	44,2	44,8
Construction	3,4	8,8	17,6	22,4
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	20,8	9,1	15,8	15,3
Hébergement et restauration	1,4	234,7	15,7	51,3
Transport et entreposage	13,3	0,9	43,7	43,5
Activité d'information et de télécommunications	12,6	-3,9	42,8	37,4
Activités financières et d'assurance	11,7	4,9	21,9	22,9
Activités immobilières	0,4	-1974,9	-1,9	63,4
Activités fournies principalement aux entreprises	4,9	9,8	41,2	48,1
Administrations publiques et sécurité sociale				
Activités éducatives	0,2	-6,9	52,4	46,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,1	-59,4	62,3	16,9
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,4	5,1	28,7	28,8
Ensemble	100,0	3,5	20,6	20,9

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 3: Evolution de l'Excédent brut d'exploitation entre 2014 et 2015

Branche d'activité	Répartition de l'EBE en 2015 (%)	Taux de croissance de l'EBE (en %)	Taux de marge brute en 2014 (en %)	Taux de marge brute en 2015 (en %)
Agriculture	-0,2	-46,6	-1,9	-0,9
Elevage et chasse	-0,1	-3011,0	1,1	-23,3
Sylviculture et exploitation forestière	2,7	75,3	14,0	20,1
Pêche et aquaculture				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-9,2	-12,1	-42,2	-37,8
Extraction des minerais	-0,2	34,3	-25,3	-29,6
Industrie de la viande et du poisson	0,0	1,5	-9,4	-9,6
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,8	-36,4	11,6	7,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	2,8	-5,0	20,5	17,9
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	2,1	-18,3	21,5	16,6
Fabrication de produits à base de céréales	0,6	-34,4	16,7	10,3
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	0,6	-40,9	9,9	5,8
Industrie de boissons	6,7	-10,2	15,2	13,9
Industrie du tabac				
Industries du textile et de la confection	0,1	-19,7	9,2	7,1
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	1163,1	-2,3	-32,9
Industries du bois sauf fabrication des meubles	1,6	200,9	4,7	11,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,1	-82,6	13,5	2,5
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,0	-98,5	-1,2	0,0
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	0,6	-47,1	7,5	4,6
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,6	115,9	3,9	9,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	2,3	56,9	13,1	15,2
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	0,3	-78,7	5,9	1,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-1115,9	5,5	-27,1
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,1	-60,1	-60,0
Fabrication de matériel de transport				
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-0,1	5921,1	-1,7	-115,8
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	-7,9	-10,6	-8,8
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	4,4	-39,3	20,7	12,6
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,2	85,6	9,8	15,2
Construction	2,1	41,6	4,7	7,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	30,1	5,6	13,3	12,5
Hébergement et restauration	2,0	-1150,8	-3,9	40,2
Transport et entreposage	13,8	-0,7	25,9	25,3
Activité d'information et de télécommunications	15,7	-10,0	32,1	26,2
Activités financières et d'assurance	14,7	7,0	15,3	16,3
Activités immobilières	0,5	-275,6	-13,2	41,9
Activités fournies principalement aux entreprises	4,4	63,1	13,8	23,9
Administrations publiques et sécurité sociale				
Activités éducatives	0,1	-14,8	19,5	15,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	-0,1	-320,3	10,5	-15,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-0,8	-0,6	-36,5	-34,7
Ensemble	100,0	4,7	11,5	11,8

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 4: Evolution du partage du profit entre 2014 et 2015

Branche d'activité	Rémunération capital en 2014 (en %)	Rémunération salaires en 2014 (en %)	Rémunération capital en 2015 (en %)	Rémunération salaires en 2014 (en %)
Agriculture	-9,4	109,4	-6,3	106,3
Elevage et chasse	17,1	82,9	121,9	-21,9
Sylviculture et exploitation forestière	51,3	48,7	64,5	35,5
Pêche et aquaculture				
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	198,1	-98,1	226,5	-126,5
Extraction des minerais	1153,5	-1053,5	398,6	-298,6
Industrie de la viande et du poisson	-22,6	122,6	-23,0	123,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	77,8	22,2	67,0	33,0
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	55,9	44,1	53,9	46,1
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	64,7	35,3	60,2	39,8
Fabrication de produits à base de céréales	70,4	29,6	59,2	40,8
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	49,1	50,9	35,9	64,1
Industrie de boissons	63,1	36,9	57,8	42,2
Industrie du tabac				
Industries du textile et de la confection	29,5	70,5	26,0	74,0
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-27,0	127,0	158,6	-58,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	26,0	74,0	51,5	48,5
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	47,6	52,4	13,0	87,0
Raffinage du pétrole et cokéfaction	-1325,3	1425,3	-1,4	101,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	52,1	47,9	36,8	63,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	17,0	83,0	30,5	69,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	55,1	44,9	65,9	34,1
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	41,4	58,6	14,2	85,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	50,4	49,6	253,6	-153,6
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	3772,5	-3672,5	3739,5	-3639,5
Fabrication de matériel de transport				
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-8,3	108,3	154,9	-54,9
Réparation et installation des machines et équipements	-1057,7	1157,7	-214,1	314,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	65,6	34,4	49,5	50,5
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	22,2	77,8	34,0	66,0
Construction	27,0	73,0	35,1	64,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	84,2	15,8	81,5	18,5
Hébergement et restauration	-25,0	125,0	78,4	21,6
Transport et entreposage	59,2	40,8	58,3	41,7
Activité d'information et de télécommunications	74,9	25,1	70,2	29,8
Activités financières et d'assurance	69,8	30,2	71,2	28,8
Activités immobilières	705,5	-605,5	66,1	33,9
Activités fournies principalement aux entreprises	33,5	66,5	49,7	50,3
Administrations publiques et sécurité sociale				
Activités éducatives	37,2	62,8	34,0	66,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	16,9	83,1	-91,7	191,7
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-127,3	227,3	-120,3	220,3
Ensemble	55,7	44,3	56,3	43,7

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 5: Evolution de la marge bénéficiaire entre 2014 et 2015

Branche d'activité	Taux de croissance du résultat net	Taux de marge nette 2014	Taux de marge nette 2015
Agriculture	-25,4	-10,3	-11,5
Elevage et chasse	-268,4	-6,2	-16,4
Sylviculture et exploitation forestière	-139,1	2,5	-0,8
Pêche et aquaculture			
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-35,0	29,4	19,5
Extraction des minerais	-8,2	-11,1	-10,4
Industrie de la viande et du poisson	-0,1	38,5	38,5
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	-98,2	3,7	0,1
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	-23,8	4,8	3,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	6,1	6,5	6,5
Fabrication de produits à base de céréales	23,9	2,2	2,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	-61,3	-3,2	-5,1
Industrie de boissons	-28,0	5,4	4,0
Industrie du tabac			
Industries du textile et de la confection	-113,2	-1,8	-3,8
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-38,2	-13,1	-20,7
Industries du bois sauf fabrication des meubles	191,4	-1,2	0,9
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	-82,8	4,2	0,8
Raffinage du pétrole et cokéfaction	13,1	-6,5	-7,9
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	-146,1	1,4	-0,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	5,1	-7,0	-7,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	187,8	1,1	2,4
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	-138,6	-3,9	-8,9
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	-456,2	1,9	-3,2
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-0,6	-74,7	-75,0
Fabrication de matériel de transport			
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	-1,1	-19,9	-22,2
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	1,5	1,3
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	-128,5	5,9	-1,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	95,7	3,0	4,8
Construction	47,8	-6,0	-3,6
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	-9,8	1,5	1,2
Hébergement et restauration	-14,9	1,3	1,1
Transport et entreposage	8,6	7,3	7,8
Activité d'information et de télécommunications	-26,3	-3,5	-4,0
Activités financières et d'assurance	6,3	4,3	4,6
Activités immobilières	-132,9	13,1	-7,8
Activités fournies principalement aux entreprises	-8,6	9,5	9,2
Administrations publiques et sécurité sociale			
Activités éducatives	-98,2	-2,7	0,0
Activité pour la santé humaine et action sociale	-20,2	-5,7	-4,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-18,0	-1,4	-1,6
Ensemble	-52,9	1,8	0,8

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 6: Evolution des effectifs entre 2014 et 2015

Branche d'activité	Répartition des effectifs permanents en 2015	Taux de croissance des effectifs (en %)
Agriculture	16,7	0,3
Elevage et chasse	0,1	-14,8
Sylviculture et exploitation forestière	2,9	-4,2
Pêche et aquaculture		
Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	0,6	0,7
Extraction des minerais	0,1	-1,4
Industrie de la viande et du poisson	0,3	0,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	0,5	7,2
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	3,9	-1,5
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	3,1	-0,8
Fabrication de produits à base de céréales	1,4	8,0
Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	1,4	9,7
Industrie de boissons	3,3	7,3
Industrie du tabac	0,5	-15,6
Industries du textile et de la confection		
Industries du cuir et fabrication des chaussures	0,0	-2,6
Industries du bois sauf fabrication des meubles	3,5	10,0
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	0,7	-12,9
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,5	3,6
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	1,9	7,8
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,4	-8,8
Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,5	3,0
Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	1,8	4,6
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	0,0	-14,3
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	2,5
Fabrication de matériel de transport		
Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	0,1	8,6
Réparation et installation des machines et équipements	0,0	34,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	2,4	-0,7
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	3,2	-4,7
Construction	4,7	5,9
Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	8,4	14,6
Hébergement et restauration	1,2	-2,7
Transport et entreposage	8,2	8,7
Activité d'information et de télécommunications	3,7	-1,8
Activités financières et d'assurance	2,4	-16,9
Activités immobilières	0,3	10,6
Activités fournies principalement aux entreprises	14,9	0,9
Administrations publiques et sécurité sociale		
Activités éducatives	1,0	7,5
Activité pour la santé humaine et action sociale	0,3	-21,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	0,9	7,2
Ensemble	100,0	1,7

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 7: Rendement et rentabilité économique de l'exploitation (%)

Branche	2014			2015		
	$\frac{EBE}{IB}$	$\frac{EBE}{RS - IF}$		$\frac{EBE}{IB}$	$\frac{EBE}{RS - IF}$	
		Cap.	Prop.		Cap.	Prop.
Agriculture	-2,77	-3,0	-28,7	-1,48	-1,9	-26,2
Élevage et chasse	1,29	4,1	-68,8	-25,87	-1199,1	254,1
Sylviculture et exploitation forestière	44,40	62,3	18,9	85,58	77,7	18,1
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	1,60	1,5	3,1	6,99	5,7	0,9
Extraction de minerais	-7,03	-28,3	-15,1	-8,75	-33,8	-17,0
Industrie de la viande et du poisson	-4,29	-2,8	11,9	-4,37	-2,9	11,9
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	31,65	35,1	19,5	19,94	24,2	0,7
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	31,26	19,8	8,0	28,05	19,9	4,4
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	21,44	22,4	7,6	17,15	21,0	10,7
Fabrication de produits à base de céréales	110,76	79,2	20,1	79,51	39,7	15,1
Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	26,02	124,4	-85,3	15,13	92,6	-282,1
Industrie de boissons	26,64	29,5	11,8	22,60	26,6	8,9
Industrie du textile et de la confection	16,71	36,1	19,6	14,24	35,3	-31,3
Industries du cuir et fabrication des chaussures	-3,23	-9,5	-108,2	-46,72	-370,7	282,2
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	17,41	13,4	-5,0	49,48	31,0	22,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	25,71	18,5	6,5	2,76	2,6	-11,6
Raffinage de pétrole et cokéfaction	-2,30	18,0	2465,5	-0,03	0,2	95,5
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	34,91	23,8	-2,5	17,26	11,3	-36,7
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,56	2,1	-6,1	4,75	4,7	-3,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	10,77	10,3	2,3	22,28	14,4	6,4
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	13,53	27,0	-25,1	3,02	9,5	-174,2
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	79,76	28,4	11,4	-239,01	104,7	20,6
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-64,12	-72,8	-88,6	-63,76	-72,4	-88,5
Fabrication de matériel de transport						
Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	-4,46	23,1	140,3	-391,19	460,1	88,9
Réparation et installation des machines et équipements	-18,01	-38,4	6,2	-16,23	-35,2	8,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	10,91	11,9	7,7	6,19	7,4	-3,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1,61	1,4	0,7	36,63	22,3	14,3
Construction	14,27	152,9	324,0	32,65	84,1	-35,6
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	111,60	101,7	13,8	112,02	93,9	9,5
Hébergement et restauration	-3,95	-3,4	2,1	44,55	55,3	29,5
Transports et entreposage	26,43	20,4	9,9	23,53	21,2	4,9
Activités d'information et de télécommunications	30,87	73,9	-8,5	27,77	55,2	14,2
Activités financières et d'assurance	36,71	37,5	14,2	38,96	38,1	17,5
Activités immobilières	-1,87	-2,1	1,9	3,44	3,8	-1,7
Activité fournies principalement aux entreprises	37,05	29,0	25,4	8,81	8,2	7,8
Activités éducatives	8,40	9,9	-0,3	9,05	7,8	1,0

Branche	2014				2015					
	$\frac{EBE}{IB}$	$\frac{EBE}{RS - IF}$		$\frac{RN}{Cap. Prop.}$		$\frac{EBE}{IB}$	$\frac{EBE}{RS - IF}$		$\frac{RN}{Cap. Prop.}$	
		RS	IF	Cap.	Prop.		RS	IF	Cap.	Prop.
Activité pour la santé humaine et action sociale	10,05	6,7		-2,7		-29,83	-12,9		-21,6	
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-78,54	-512,1		0,3		-362,02	-161,9		-0,5	
Ensemble	19,48	22,5		3,3		21,28	25,5		2,7	

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 8: Productivité des facteurs et partage salaires/profits

Branche	2014 (en 1000 FCFA)				2015 (en 1000 FCFA)			
	$\frac{VA}{Effectif}$	$\frac{VA}{charges de pers}$	$\frac{Charge de pers}{Effectif}$	$\frac{VA}{IB}$	$\frac{VA}{Effectif}$	$\frac{VA}{charges de pers}$	$\frac{Charge de pers}{Effectif}$	$\frac{VA}{IB}$
	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)	(millions de FCFA)
Agriculture	1,7	0,9	1,8	29,5	1,3	0,9	1,4	23,5
Élevage et chasse	0,8	1,2	0,7	7,5	-4,0	-4,6	0,9	-21,2
Sylviculture et exploitation forestière	6,1	2,1	3,0	86,5	8,9	2,8	3,1	132,7
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	-56,1	-1,0	55,1	10,0	-42,8	-0,8	54,2	23,6
Extraction de minerais	-0,7	-0,1	7,3	-0,6	-2,7	-0,3	8,2	-2,2
Industrie de la viande et du poisson	1,1	0,8	1,4	19,0	1,1	0,8	1,4	19,0
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	19,9	4,5	4,4	40,7	13,7	3,0	4,5	29,8
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	8,1	2,3	3,6	56,0	8,1	2,2	3,7	52,0
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	7,8	2,8	2,8	33,1	6,9	2,5	2,7	28,5
Fabrication de produits à base de céréales	5,7	3,4	1,7	157,3	4,1	2,4	1,7	134,4
Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	9,6	2,0	4,9	53,0	7,1	1,6	4,5	42,2
Industrie de boissons	23,4	2,7	8,6	42,2	21,3	2,4	9,0	39,9
Industrie du tabac								
Industrie du textile et de la confection	4,7	1,4	3,3	56,6	5,1	1,4	3,7	54,7
Industries du cuir et fabrication des chaussures	1,4	0,8	1,7	11,9	-3,0	-1,7	1,7	-29,5
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	4,0	1,4	3,0	67,0	5,5	2,1	2,7	96,1
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	8,5	1,9	4,5	54,0	6,2	1,1	5,4	21,3
Raffinage de pétrole et cokéfaction	1,0	0,1	14,1	0,2	14,1	1,0	14,3	2,4
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	7,7	2,1	3,7	67,0	5,3	1,6	3,4	46,9
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	2,0	1,2	1,7	15,1	2,7	1,4	1,9	15,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	33,5	2,2	15,0	19,5	42,7	2,9	14,5	33,8
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	11,2	1,7	6,5	32,6	6,7	1,2	5,7	21,3
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	2,9	2,0	1,4	158,2	-6,8	-0,7	10,4	-94,2
Fabrication d'équipements et d'appareils audiovisuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-0,2	-0,0	7,9	-1,7	-0,2	-0,0	7,7	-1,7

Branche	2014 (en 1000 FCFA)				2015 (en 1000 FCFA)			
	$\frac{VA}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{charges\ de\ pers}$	$\frac{Charge\ de\ pers}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{IB}$	$\frac{VA}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{charges\ de\ pers}$	$\frac{Charge\ de\ pers}{Effectif}$ (millions de FCFA)	$\frac{VA}{IB}$
Fabrication de matériel de transport								
Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	1,9	0,9	2,0	53,5	- 5,6	-1,8	3,1	-252,6
Réparation et installation des machines et équipements	0,2	0,1	2,1	1,7	0,6	0,3	2,0	7,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	28,5	2,8	10,1	16,8	23,1	1,9	12,0	13,2
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	5,6	1,3	4,3	7,2	7,1	1,5	4,7	128,1
Construction	7,5	1,4	5,5	52,8	7,7	1,5	5,0	77,6
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	28,3	6,3	4,5	132,5	27,0	5,4	5,0	137,4
Hébergement et restauration	3,8	0,8	4,8	15,8	13,1	4,6	2,8	56,9
Transports et entreposage	19,1	2,5	7,8	44,6	17,8	2,4	7,4	40,4
Activités d'information et de télécommunications	38,1	4,0	9,6	41,2	37,3	3,4	11,1	36,5
Activités financières et d'assurance	41,6	3,3	12,6	52,6	52,5	3,5	15,2	54,7
Activités immobilières	-0,8	-0,2	4,8	-0,3	13,5	2,9	4,6	5,2
Activité fournies principalement aux entreprises	3,3	1,5	2,2	110,7	3,6	2,0	1,8	19,0
Activités éducatives	2,9	1,6	1,8	22,6	2,5	1,5	1,7	26,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	4,9	1,2	4,1	59,5	2,5	0,5	4,8	32,5
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	4,6	0,4	10,6	61,7	4,5	0,5	10,0	112,5
Ensemble	10,7	2,3	4,7	33,4	10,9	2,3	4,8	35,5

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 9: Importance des immobilisations

Branche	2014 (en 1000 FCFA)			2015 (en 1000 FCFA)		
	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{IN}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{IN}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$
Agriculture	5 625,8	606,7	7625,9	5618,6	567,3	12090,3
Élevage et chasse	11 206,5	2682,1	8082,6	19019,4	10447,1	9069,5
Sylviculture et exploitation forestière	7 032,9	3760,7	15006,9	6674,5	2582,1	12644,8
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	654 098,6	145027,1	153845,7	325958,2	32409,8	549517,1
Extraction de minerais	114 092,8	11262,3	36957,0	124978,3	11820,1	39493,0
Industrie de la viande et du poisson	5 971,4	5949,0	8822,8	5962,2	5949,0	8826,8
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	49 023,6	3594,7	62267,1	46132,7	5888,8	63175,6
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	14 520,7	4272,5	23283,5	15605,6	3333,0	25803,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	23 504,7	1871,1	28628,1	24193,4	3255,5	30812,7
Fabrication de produits à base de céréales	3 634,1	1532,9	5685,9	3076,2	553,2	6184,6
Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	18 051,2	10255,3	16561,8	16739,2	1957,9	15380,6
Industrie de boissons	55 349,8	11571,8	82541,7	52158,7	8674,6	81514,4
Industrie du textile et de la confection	8 300,2	1584,6	25787,5	9 267,2	537,1	32028,9

Branche	2014 (en 1000 FCFA)			2015 (en 1000 FCFA)		
	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{IN}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$	$\frac{IB}{Effectif}$	$\frac{IN}{Effectif}$	$\frac{Amortissements}{effectif}$
Industries du cuir et fabrication des chaussures	11 322,1	110,7	31570,7	10 137,0	63,6	33922,5
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	5 985,7	1352,5	17225,2	5 764,2	1954,4	17130,6
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	15 760,0	3028,6	27657,8	29 212,1	4460,5	32500,3
Raffinage de pétrole et cokéfaction	572 168,1	85990,2	272511,4	578 994,5	61678,0	271957,1
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	11 456,7	14341,6	18199,2	11 373,2	3770,0	16477,5
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	13 608,3	9382,7	15792,1	17 393,8	4722,7	17483,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	171 583,0	119605,3	117263,9	126 345,4	348698,8	130118,4
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	34 253,2	6592,4	84042,2	31 276,3	5448,8	85656,8
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	1 811,3	74,0	9206,3	7 164,8	86,3	71255,0
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	12 606,9	238,8	21645,6	12 377,2	379,6	21117,6
Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	3 505,9	2354,8	5345,8	2 215,6	4607,1	5710,4
Réparation et installation des machines et équipements	10 871,2	254,4	5825,8	8 261,9	189,2	4851,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	171 111,4	8807,4	155524,6	170 764,8	11045,4	145344,0
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	76 867,4	21641,1	18783,6	4 756,8	23176,6	21239,5
Construction	14 166,0	14402,2	19797,4	11 340,4	9332,8	16845,9
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	21 377,9	10063,3	21086,6	19 620,8	11384,9	22581,3
Hébergement et restauration	24 090,9	23918,1	47059,3	23 070,5	3295,3	41315,2
Transports et entreposage	42 877,0	12623,1	138457,9	43 951,0	4748,1	71547,5
Activités d'information et de télécommunications	92 569,6	30328,2	129773,3	135 794,8	44744,0	122259,4
Activités financières et d'assurance	79 064,5	3582,4	96361,6	95 927,2	2905,0	119921,8
Activités immobilières	302 087,3	120616,3	275731,8	259 967,6	9612,7	250893,9
Activité fournies principalement aux entreprises	2 988,9	1681,7	2773,5	18 738,3	5308,4	2482,0
Activités éducatives	12 974,8	8633,8	9431,2	9 546,4	15284,0	8254,9
Activité pour la santé humaine et action sociale	8 194,5	8887,8	16693,9	7 748,5	12473,0	17405,3
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	7 492,4	2397,1	9989,6	2 486,1	619,6	4617,9
Ensemble	34 213,0	9407,2	40539,3	33 160,0	9074,8	38502,7

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 10: Jeunesse et renouvellement des immobilisations

Branche	2014 (%)			2015 (%)		
	$\frac{Amortissements}{IB}$	$\frac{Entsestissements}{IB}$	$\frac{Longissements}{VA}$	$\frac{Amortissements}{IB}$	$\frac{Entsestissements}{IB}$	$\frac{Longissements}{VA}$
Agriculture	65,6	10,8	37	43,0	10,1	43
Élevage et chasse	41,4	23,9	318	36,4	54,9	- 259
Sylviculture et exploitation forestière	69,0	53,5	62	71,3	38,7	29
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	16,1	22,2	259	46,5	9,9	- 76
Extraction de minerais	57,2	9,9	1 619	56,4	9,5	- 431
Industrie de la viande et du poisson	59,5	99,6	525	59,5	99,8	526
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	47,2	7,3	18	60,3	12,8	43

Branche	2014 (%)			2015 (%)		
	Amortissement	Investissements	Longue durée	Amortissement	Investissements	Longue durée
	IB	IB	VA	IB	IB	VA
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	62,8	29,4	53	63,1	21,4	41
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	55,4	8,0	24	50,6	13,5	47
Fabrication de produits à base de céréales	62,4	42,2	27	67,2	18,0	13
Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	45,4	56,8	107	54,0	11,7	28
Industrie de boissons	60,8	20,9	49	62,5	16,6	41
Industrie du textile et de la confection	77,6	19,1	34	75,6	5,8	11
Industries du cuir et fabrication des chaussures	73,9	1,0	8	53,3	0,6	2
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	75,0	22,6	34	76,5	33,9	35
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	65,4	19,2	36	68,7	15,3	72
Raffinage de pétrole et cokéfaction	38,4	15,0	8 671	36,4	10,7	437
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	47,4	125,2	187	57,9	33,1	71
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	53,7	68,9	458	49,1	27,2	175
Fabrication de produits minéraux non métalliques	44,4	69,7	357	42,8	276,0	817
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	70,8	19,2	59	73,2	17,4	82
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	84,4	4,1	3	82,3	1,2	1
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	63,3	1,9	111	63,3	3,1	180
Fabrication de matériel de transport						
Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	61,0	67,2	125	68,5	207,9	82
Réparation et installation des machines et équipements	34,9	2,3	137	37,1	2,3	30
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	46,1	5,1	31	18,3	6,5	48
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	20,8	28,2	389	70,9	504,5	328
Construction	61,2	101,7	192	67,9	87,4	121
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules	49,2	47,1	36	52,2	58,0	42
Hébergement et restauration	69,0	99,3	627	65,7	14,3	25
Transports et entreposage	77,0	29,4	66	58,2	10,8	27
Activités d'information et de télécommunications	55,9	32,8	80	55,0	39,2	120
Activités financières et d'assurance	37,6	4,5	9	31,2	3,0	6
Activités immobilières	44,6	39,9	15 100	49,9	3,7	71
Activité fournies principalement aux entreprises	54,4	56,3	51	20,4	27,6	148
Activités éducatives	47,4	66,5	294	44,8	160,1	601
Activité pour la santé humaine et action sociale	66,9	108,5	182	57,9	161,0	495
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	65,9	32,0	52	56,7	43,2	14
Ensemble	54,0	27,5	88	50,6	27,6	83

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 11: Poids des dettes financières dans les capitaux propres

Branche	Dettes financières/capitaux propres	
	2014	2015
Agriculture	76,7	96,5
Élevage et chasse	73,6	-104,9
Sylviculture et exploitation forestière	112,8	113,2
Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	79,2	6,6
Extraction de minerais	22,2	42,7
Industrie de la viande et du poisson	3,1	3,1
Travail des grains et fabrication des produits amylacés	100,9	94,9
Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	81,7	71,7
Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	15,5	12,0
Fabrication de produits à base de céréales	91,9	60,5
Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	125,1	297,5
Industrie de boissons	31,3	26,3
Industrie du textile et de la confection	139,9	190,6
Industries du cuir et fabrication des chaussures	171,6	-296,0
Industrie du bois sauf fabrication des meubles	55,6	60,2
Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	20,1	25,9
Raffinage de pétrole et cokéfaction	-4427,7	-212,5
Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	51,1	94,2
Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	24,9	47,7
Fabrication de produits minéraux non métalliques	167,9	192,4
Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	66,4	166,9
Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	0,0	-46,4
Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0
Fabrication de matériel de transport		
Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	-52,5	-36,7
Réparation et installation des machines et équipements	15,5	15,4
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	144,7	185,1
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	70,1	94,1
Construction	-648,8	203,7
Commerce de gros et de détail et réparation de véhicule	30,0	31,6
Hébergement et restauration	38,9	46,2
Transports et entreposage	77,7	91,9
Activités d'information et de télécommunications	148,1	138,9
Activités financières et d'assurance	111,5	117,1
Activités immobilières	11,5	14,4
Activité fournies principalement aux entreprises	14,1	55,3
Activités éducatives	21,3	37,6
Activité pour la santé humaine et action sociale	18,0	91,6
Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	51,3	24,4
Ensemble	77,9	77,9

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 12: Structure des bilans en 2015

branche	Actif (%)				Passif (%)									
	<i>Im m non fin</i>		<i>Actif circ</i>		<i>Trésorerie- Actif</i>		<i>Cap Propres</i>		<i>Dettes financières</i>		<i>Passif circulant</i>		<i>Trésorerie passif</i>	
	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>	<i>Total</i>	<i>bilan</i>
01- Agriculture	45,14	0,72	53,32	0,83	20,42	19,70	54,02	5,86						
02- Élevage et chasse	69,80	0,03	24,51	5,66	2,00	3,92	94,00	0,09						
03- Sylviculture et exploitation forestière	19,45	5,68	71,91	2,95	13,57	15,36	59,32	11,75						
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	19,59	11,14	37,60	31,68	67,97	4,46	27,27	0,30						
06- Extraction de minerais	73,44	0,05	25,29	1,22	13,35	5,69	76,55	4,41						
07- Industrie de la viande et du poisson	63,28	0,00	5,51	31,21	77,72	2,44	19,84	0,00						
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés	38,81	6,99	45,91	8,28	22,95	21,77	36,87	18,41						
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	41,17	3,22	52,50	3,10	38,04	27,27	31,85	2,85						
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	67,46	1,57	27,15	3,82	66,16	7,95	13,54	12,35						
11- Fabrication de produits à base de céréales	33,87	0,56	57,29	8,29	32,15	19,46	27,29	21,09						
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	41,52	0,36	51,51	6,61	1,68	5,00	76,54	16,79						
13- Industrie de boissons	52,75	3,06	36,10	8,10	40,14	10,56	41,71	7,59						
15- Industrie du textile et de la confection	37,71	0,61	60,15	1,53	5,54	10,56	69,42	14,48						
16- Industries du cuir et fabrication des chaussures	19,20	0,09	73,93	6,79	1,30	4,04	93,68	0,98						
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles	28,16	1,77	68,04	2,03	29,08	17,52	47,12	6,29						
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et	34,70	1,23	60,46	3,61	48,27	12,50	28,00	11,23						
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction	36,20	14,70	44,52	4,58	-5,39	11,46	78,40	15,53						
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	23,12	1,00	71,55	4,33	18,85	17,77	44,04	19,34						
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières	50,27	0,30	46,53	2,90	47,63	22,71	26,48	3,18						
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques	76,20	0,94	19,45	3,41	26,97	51,89	18,59	2,54						
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	33,59	3,50	61,24	1,66	5,80	9,68	71,59	12,93						
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	9,85	0,00	81,84	8,31	-45,51	21,10	116,59	7,83						
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication,	43,12	0,88	48,95	7,05	39,65	0,00	54,07	6,27						
26- Fabrication de matériel de transport														
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	24,85	1,43	66,28	7,43	-22,40	8,22	92,90	21,27						
28- Réparation et installation des machines et équipements	37,05	0,09	62,58	0,28	14,91	2,29	72,22	10,59						
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	83,58	6,52	6,16	3,74	24,06	44,53	27,57	3,84						
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	23,45	1,93	67,99	6,63	22,45	21,13	49,93	6,49						
31- Construction	17,61	3,92	68,35	10,12	3,82	7,78	81,09	7,31						
32- Commerce de gros et de détail	22,60	2,23	70,29	4,88	17,34	5,49	52,23	24,95						
33- Hébergement et restauration	47,01	19,28	15,75	17,96	48,66	22,48	26,20	2,66						
34- Transports et entreposage	37,45	5,45	44,87	12,23	31,74	29,17	33,50	5,59						
35- Activités d'information et de télécommunications	61,35	4,96	25,09	8,60	16,10	22,36	60,18	1,36						
36- Activités financières et d'assurance	4,38	5,31	60,32	29,99	6,97	8,16	77,05	7,82						
37- Activités immobilières	81,32	0,46	14,38	3,84	66,05	9,51	23,88	0,56						
38- Activités fournies principalement aux entreprises	63,72	3,41	22,11	10,76	50,55	27,94	19,50	2,01						
40- Activités éducatives	86,51	0,12	1,37	11,99	63,08	23,73	8,28	4,91						
41- Activité pour la santé humaine et action sociale	59,75	0,23	3,98	36,04	15,71	14,39	68,87	1,03						

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	$\frac{Imm}{Total}$	$\frac{non\ fin}{bilan}$	$\frac{Imm\ circ}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie-Actif}{Total\ bilan}$	$\frac{Cap\ Propres}{Total\ bilan}$	$\frac{Dettes\ financières}{Total\ bilan}$	$\frac{Passif\ circulant}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie\ passif}{Total\ bilan}$
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	18,75	0,60	29,58	51,06	24,92	6,08	63,61	5,39
TOTAL	33,14	5,14	47,40	14,31	20,82	16,23	54,31	8,65

Source Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 13: Structure des bilans en 2014

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	$\frac{Imm}{Total}$	$\frac{non\ fin}{bilan}$	$\frac{Imm\ circ}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie-Actif}{Total\ bilan}$	$\frac{Cap\ Propres}{Total\ bilan}$	$\frac{Dettes\ financières}{Total\ bilan}$	$\frac{Passif\ circulant}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie\ passif}{Total\ bilan}$
01- Agriculture	45,26	0,83	53,13	0,77	24,30	18,63	51,23	5,83
02- Élevage et chasse	58,12	0,04	38,36	3,49	10,94	8,05	80,56	0,45
03- Sylviculture et exploitation forestière	21,54	5,86	71,28	1,32	12,18	13,73	63,95	10,14
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	51,92	7,85	21,55	18,68	44,28	35,08	20,44	0,19
06- Extraction de minerais	74,61	0,05	24,81	0,53	15,61	3,47	77,97	2,96
07- Industrie de la viande et du poisson	63,33	0,00	5,49	31,18	78,17	2,45	19,38	0,00
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés	39,28	6,49	49,47	4,76	23,79	24,00	36,49	15,72
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	37,50	3,16	54,57	4,77	35,80	29,24	30,40	4,57
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	69,84	1,71	25,78	2,66	60,37	9,38	14,48	15,77
11- Fabrication de produits à base de céréales	34,15	0,45	54,32	11,08	22,84	20,99	41,12	15,05
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	42,82	0,49	50,11	6,58	3,79	4,74	74,12	17,35
13- Industrie de boissons	50,83	3,14	35,96	10,08	39,53	12,36	39,70	8,42
15- Industrie du textile et de la confection	36,66	1,48	60,23	1,62	8,78	12,28	69,55	9,39
16- Industries du cuir et fabrication des chaussures	22,02	0,06	71,52	6,39	2,79	4,78	91,46	0,98
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles	26,59	1,10	71,39	0,92	23,75	13,19	54,84	8,22
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	32,6	3,2	59,8	4,4	44,65	8,95	34,59	11,80
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction	27,96	14,53	53,74	3,77	-0,21	9,28	73,57	17,36
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	22,38	1,07	71,66	4,89	21,76	11,13	50,73	16,38
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	57,00	0,63	39,06	3,30	54,74	13,60	28,02	3,64
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques	69,41	2,28	24,57	3,74	28,48	47,82	18,95	4,76
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	39,78	4,27	54,15	1,80	14,42	9,57	63,47	12,54
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	10,84	0,07	52,14	36,95	23,33	0,00	54,68	21,99
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	42,98	0,87	49,09	7,07	39,48	0,00	54,22	6,29
26- Fabrication de matériel de transport								
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	41,90	0,87	51,56	5,67	-15,93	8,36	82,89	24,68
28- Réparation et installation des machines et équipements	41,77	0,01	58,14	0,07	16,98	2,63	68,37	12,02
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	66,55	5,48	19,91	8,06	29,12	42,14	28,70	0,04
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	76,03	0,54	19,01	4,43	53,42	37,42	8,00	1,16

branche	Actif (%)				Passif (%)			
	$\frac{Imm\ non\ fin}{Total\ bilan}$	$\frac{Immo\ fin}{Total\ bilan}$	$\frac{Actif\ circ}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie-Actif}{Total\ bilan}$	$\frac{Cap\ Propres}{Total\ bilan}$	$\frac{Dettes\ financières}{Total\ bilan}$	$\frac{Passif\ circulant}{Total\ bilan}$	$\frac{Trésorerie\ passif}{Total\ bilan}$
31- Construction	20,72	4,03	66,40	8,85	-1,10	7,13	88,18	5,79
32- Commerce de gros et de détail	18,17	1,84	75,75	4,24	18,24	5,47	54,66	21,63
33- Hébergement et restauration	58,83	1,63	21,34	18,20	52,75	20,53	25,72	1,00
34- Transports et entreposage	46,59	1,55	43,05	8,81	38,22	29,71	28,63	3,44
35- Activités d'information et de télécommunications	46,08	4,55	28,94	20,43	10,39	15,39	72,17	2,04
36- Activités financières et d'assurance	4,28	5,53	59,36	30,84	7,10	7,92	76,90	8,08
37- Activités immobilières	83,00	1,07	12,59	3,34	65,95	7,62	26,19	0,24
38- Activités fournies principalement aux entreprises	22,24	8,25	41,39	28,12	43,87	6,16	45,12	4,85
40- Activités éducatives	76,18	8,97	5,17	9,68	74,19	15,82	6,55	3,44
41- Activités pour la santé humaine et action sociale	38,93	0,18	26,27	34,62	48,89	8,80	41,79	0,52
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	19,36	37,07	36,97	6,59	23,84	12,23	62,95	0,98
TOTAL	32,86	4,83	47,46	14,86	21,38	16,66	54,16	7,80

Source : INS/Base des données des DSF

Tableau A 14: Fonds de roulement net et financement de l'actif circulant

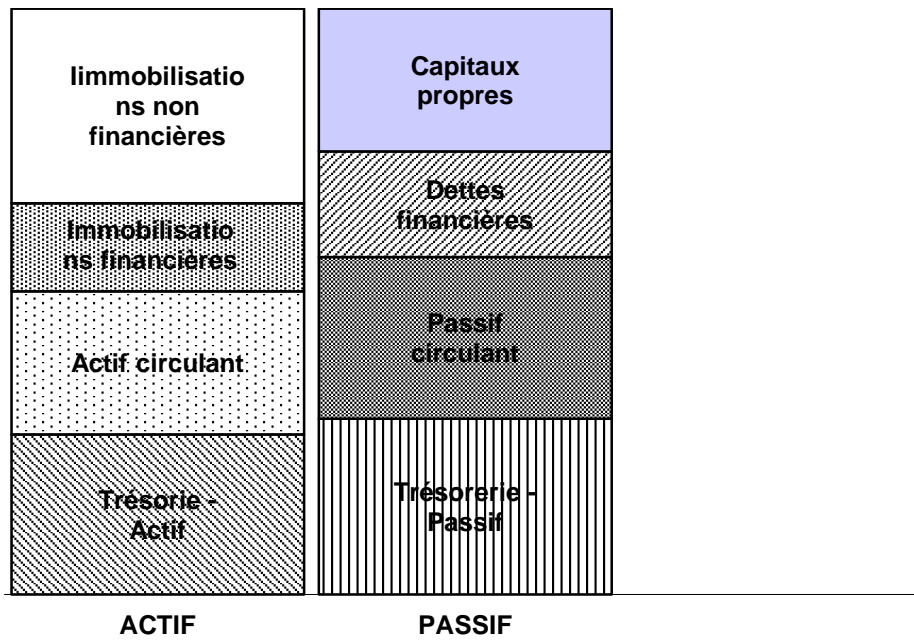
Branche	2014(%)		2015(%)	
	$\frac{FDR}{Actif\ circulant}$	$\frac{FDR}{BFR}$	$\frac{FDR}{Actif\ circulant}$	$\frac{FDR}{BFR}$
01- Agriculture	-5,9	-166,3	-17,3	-269,9
02- Élevage et chasse	-101,4	103,4	-284,0	96,6
03-Sylviculture et exploitation forestière	-3,3	-36,6	9,2	84,9
05- Extraction d'hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	65,8	-336,2	76,2	-1160,5
06- Extraction de minerais	-226,0	109,6	-215,2	105,9
07-Industrie de la viande et du poisson	598,4	-186,3	596,6	-179,7
08- Travail des grains et fabrication des produits amylacés	4,1	15,5	-2,3	-11,8
09- Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	48,7	115,0	38,1	95,1
10- Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	-5,2	-11,9	-40,8	-67,3
11- Fabrication de produits à base de céréales	26,3	170,6	49,2	116,5
12- Industrie du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires	-67,4	102,9	-68,7	108,1
13- Industrie de boissons	-5,8	55,8	-14,7	89,0
15- Industrie du textile et de la confection	-38,5	156,7	-37,1	235,7
16- Industries du cuir et fabrication des chaussures	-20,3	73,0	-22,5	76,5
17- Industrie du bois sauf fabrication des meubles	13,0	56,0	29,2	114,4
18- Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	30,0	75,8	5,1	9,6
19- Raffinage de pétrole et cokéfaction	-62,1	165,3	-100,9	131,8
20- Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	16,7	70,5	15,2	38,1
21- Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	32,0	122,0	1,9	3,5
22- Fabrication de produits minéraux non métalliques	22,1	131,6	163,7	-2578,9
23- Fabrication de produits métalliques de base et d'ouvrages en métaux	-32,8	114,2	-36,0	262,4
24- Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels NCA	37,5	-103,2	-39,1	133,8
25- Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	-8,9	84,9	-8,9	84,9
26- Fabrication de matériel de transport				
27- Fabrication de meubles ; activités de fabrication NCA	-97,3	171,8	-78,1	100,0
28- Réparation et installation des machines et équipements	-38,1	216,7	-31,9	207,0
29- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	-3,0	6,7	74,5	-14,3
30- Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	52,7	91,5	26,8	100,8
31- Construction	-26,2	70,3	-13,0	48,6
32- Commerce de gros et de détail	5,1	20,2	9,2	217,8
33- Hébergement et restauration	58,6	-262,4	61,9	-151,0
34- Transports et entreposage	37,8	106,6	21,9	109,9
35- Activités d'information et de télécommunications	-86,3	57,9	-113,0	80,4
36- Activités financières et d'assurance	9,0	-29,1	9,2	-31,7
37- Activités immobilières	-70,0	63,1	-47,8	70,5
38- Activité fournies principalement aux entreprises	40,5	-1344,5	39,1	372,4
40- Activités éducatives	-100,9	384,4	-668,6	160,7
41- Activité pour la santé humaine et action sociale	75,1	-120,6	-210,0	13,4
42- Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	-28,9	25,0	73,7	-41,8
Ensemble	-1,1	6,6	-2,3	10,4

Source : INS/Base des données des DSF

Annexe 4 : Structure du bilan en 2015 par branches d'activité

STRUCTURE DES BILANS

LÉGENDE

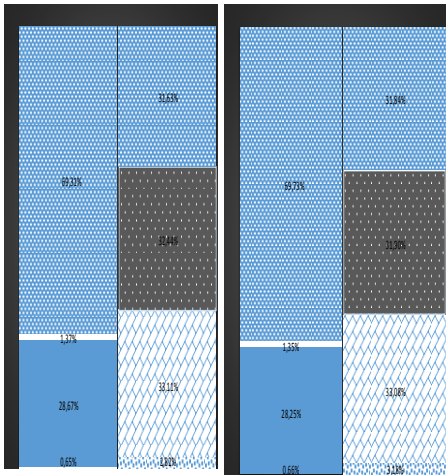


STRUCTURE DES BILANS EN 2014 ET 2015

01-AGRICULTURE

2014

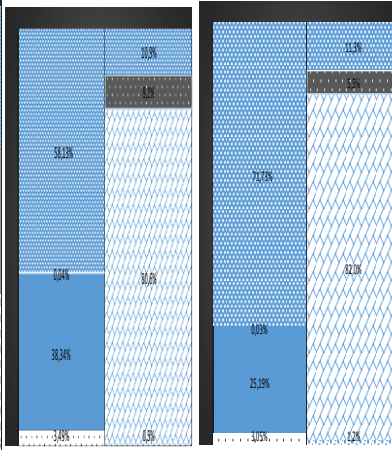
2015



02-ÉLEVAGE ET CHASSE

2014

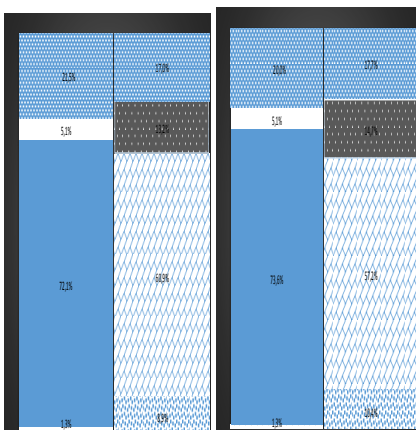
2015



03-SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIÈRE

2014

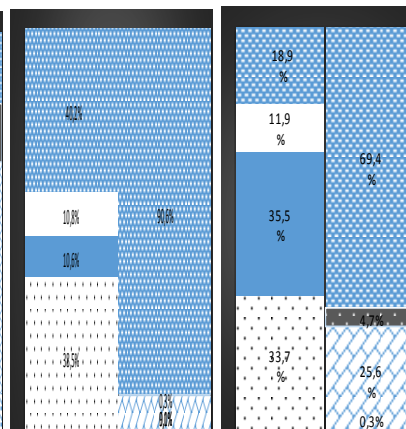
2015



05-EXTRACTION DES PRODUITS DES HYDROCARBURES ET D'AUTRES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES

2014

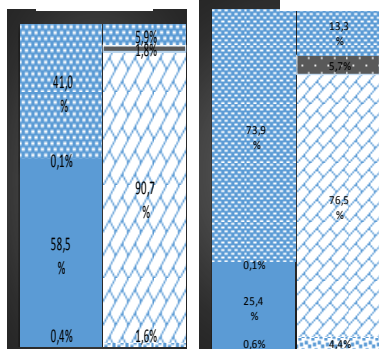
2015



06-EXTRACTION DES MINÉRAIS

2014

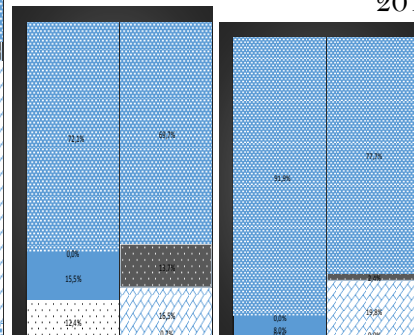
2015



07-INDUSTRIE DE LA VIANDE ET DU POISSONDUITS AMYLACÉS

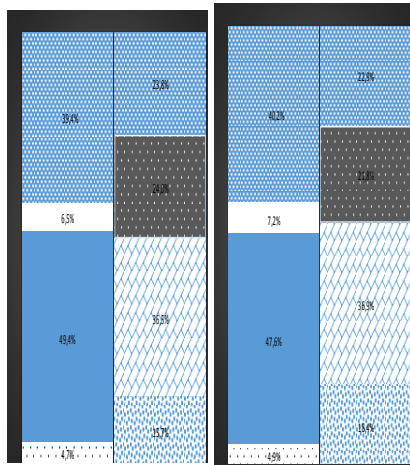
2014

2015



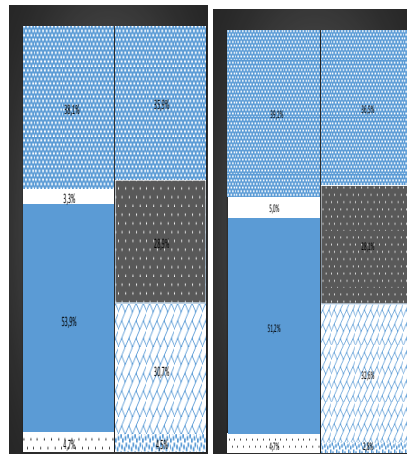
08-TRAVAIL DES GRAINS ET FABRICATION DES PRODUITS

2014 2015



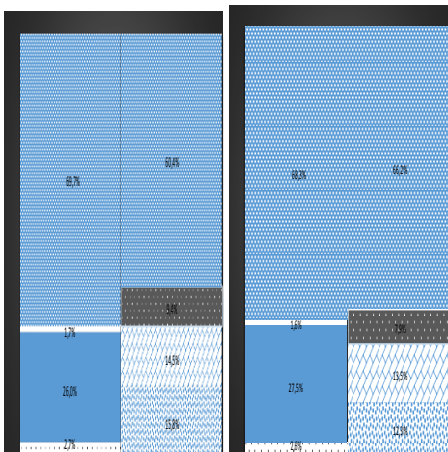
09-INDUSTRIE DU CACAO, DU CAFE, DU THE ET DU SUCRE

2014 2015



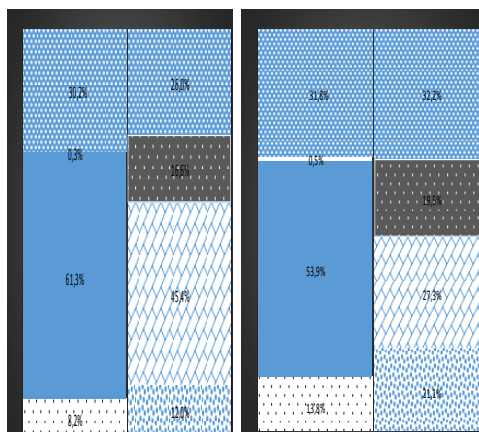
10-INDUSTRIE DES OLEAGINEUX ET D'ALIMENTS POUR ANIMAUX

2014 2015



11-FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE CÉRÉALES

2014 2015

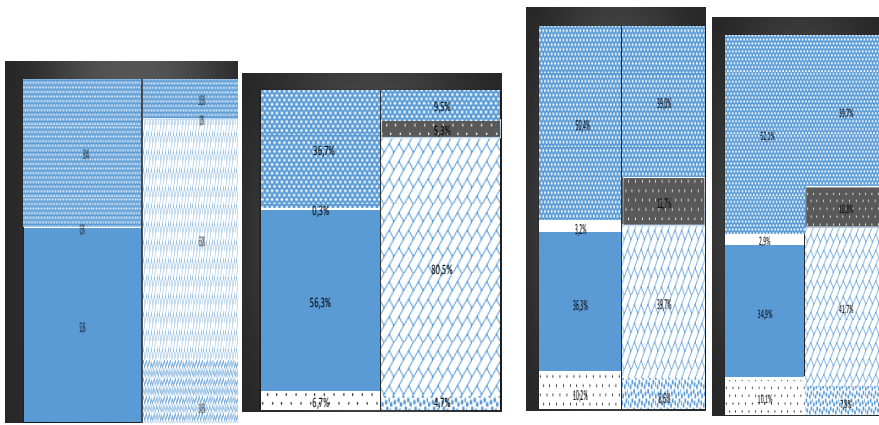


12-INDUSTRIE DU LAIT, DES FRUITS ET LEGUMES ET AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES AUTRES

2014 2015

13-INDUSTRIE DE BOISSONS

2014 2015



15-INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE LA CONFECTION

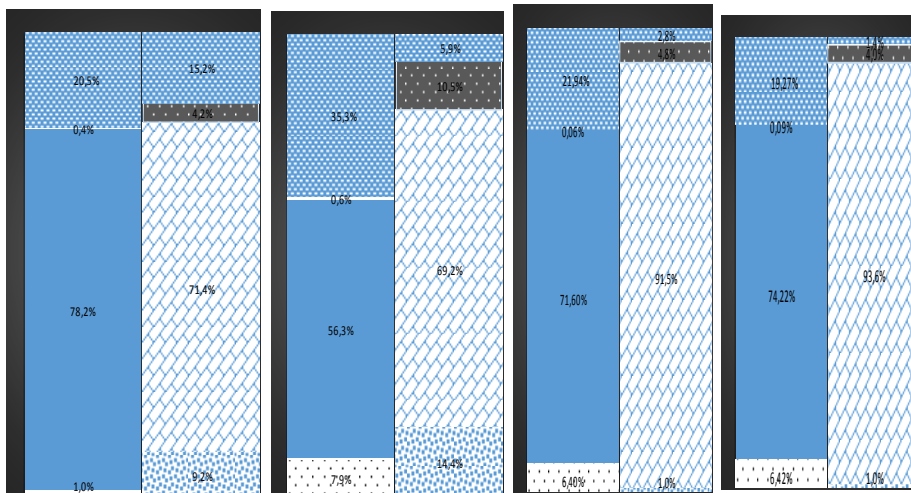
16-INDUSTRIES DU CUIR ET FABRICATION DES CHAUSSURES

2014

2015

2014

2015



17-INDUSTRIES DU BOIS SAUF FABRICATION DES MEUBLES

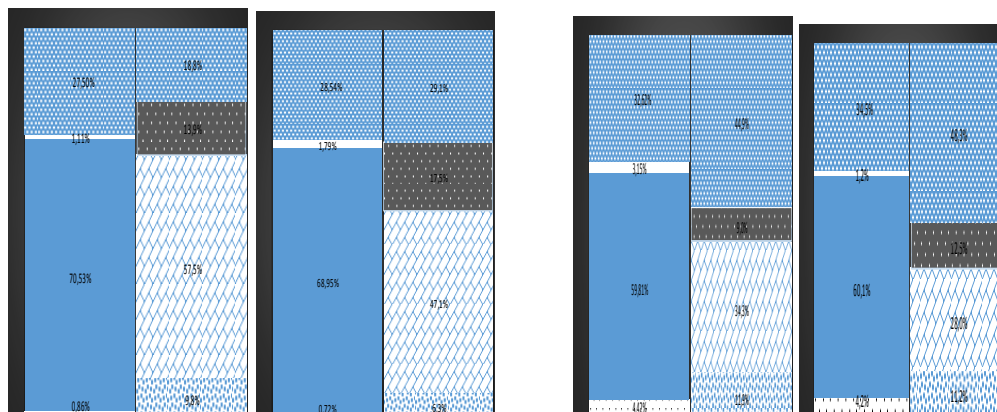
18-FABRICATION DE PAPIER, CARTON ET D'ARTICLES EN PAPIER OU EN CARTON; IMPRIMERIE ET

2014

2015

2014

2015



19-RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION

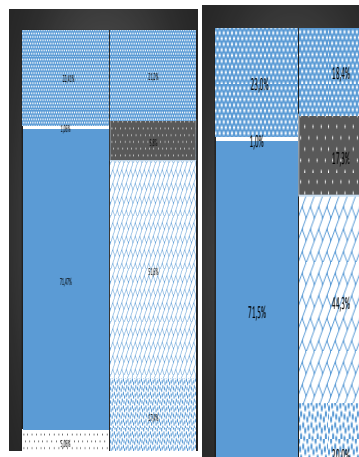
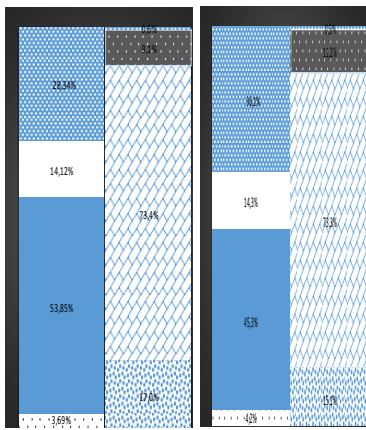
20-FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES

2014

2015

2014

2015



21-PRODUCTION DE CAOUTCHOUC ET FABRICATION D'ARTICLES EN CAOUTCHOUC ET MATIERES PLASTIQUES

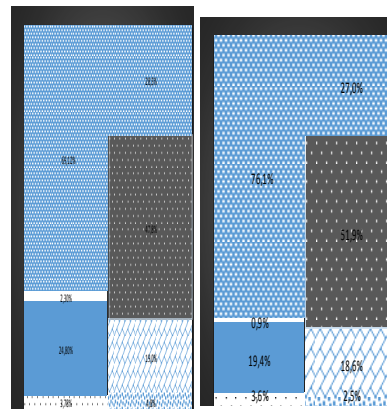
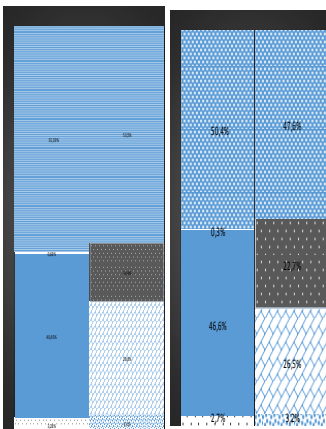
22-FABRICATION DE PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES

2014

2015

2014

2015



23-FABRICATION DES PRODUITS METALLURGIQUES DE BASE ET D'OUVRAGES EN METAUX

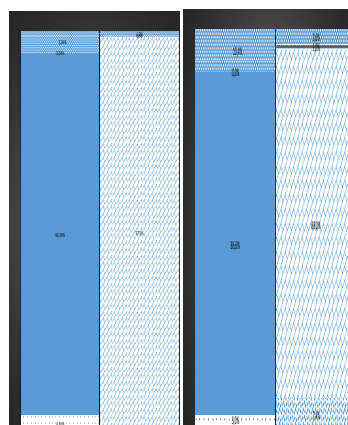
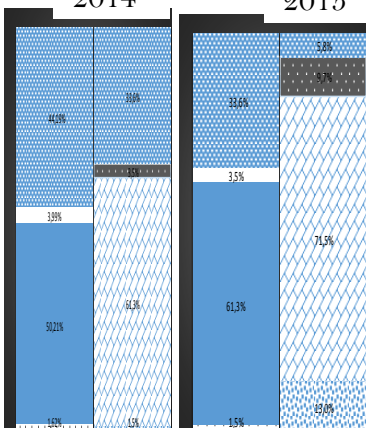
24-FABRICATION DE MACHINES, D'APPAREILS ELECTRIQUES ET MATERIELS NCA

2014

2015

2014

2015



25-FABRICATION D'EQUIPEMENTS ET D'APPAREILS AUDIO-VISUELS ET DE COMMUNICATION, FABRICATION D'INSTRUMENTS MEDICAUX, D'OPTIQUE ET D'HORLOGERIE

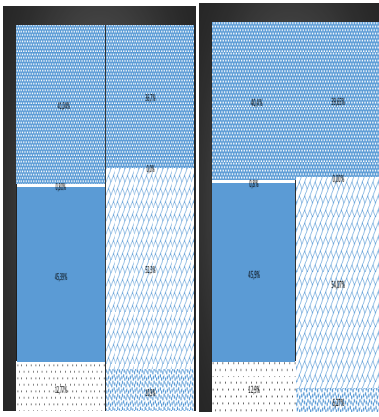
27-FABRICATION DE MEUBLES ; ACTIVITES DE FABRICATION N.C.A.

2014

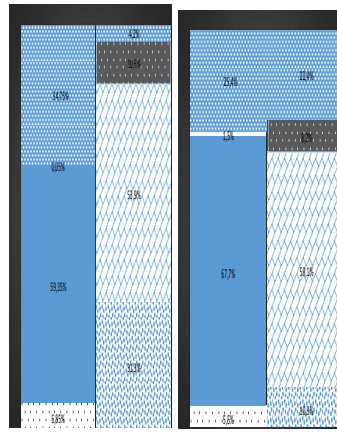
2015

2014

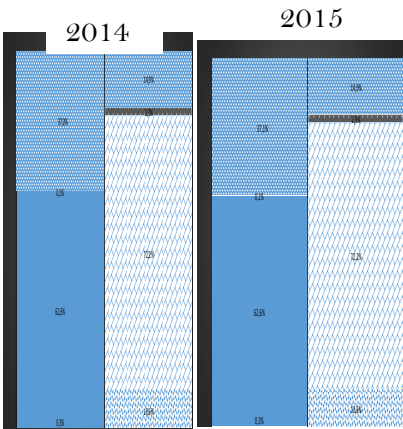
2015



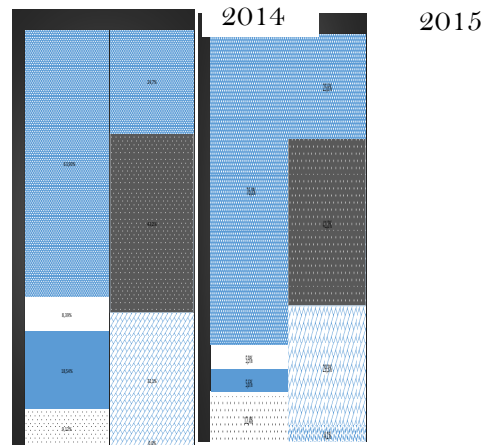
28-REPARATION ET INSTALLATION DES MACHINES ET EQUIPEMENTS



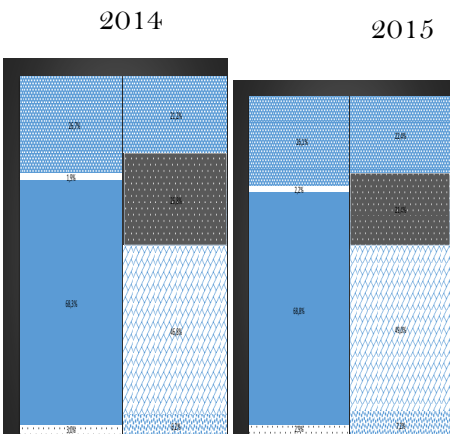
29- PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'AIR CONDITIONNE



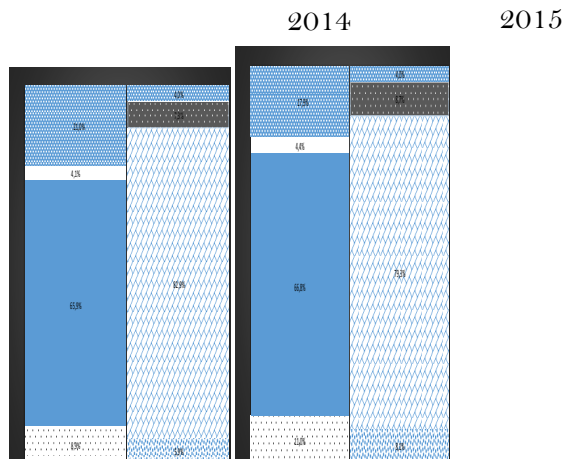
30- PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT ET TRAITEMENT DEDECHETS



31-CONSTRUCTION



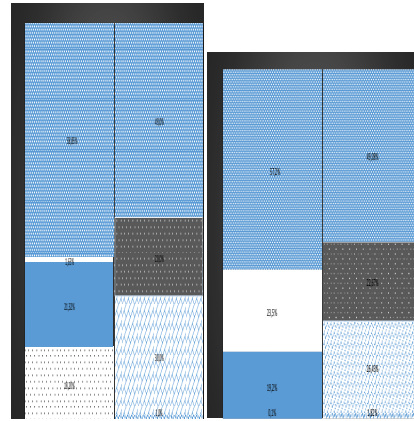
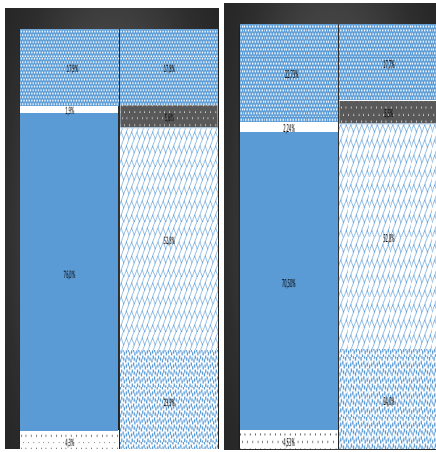
32 -COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL



33-HEBERGEMENT ET RESTAURATION

2014 2015

2014 2015



34-TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE

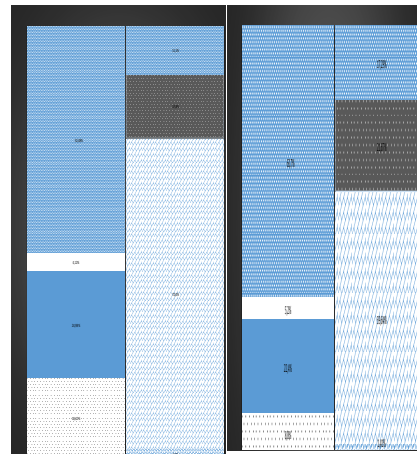
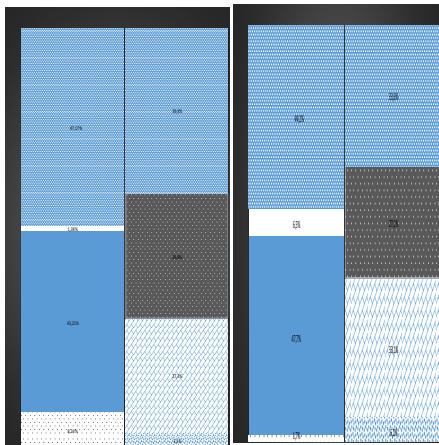
35ACTIVITES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATIONS

2014

2015

2014

2015



36- ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE

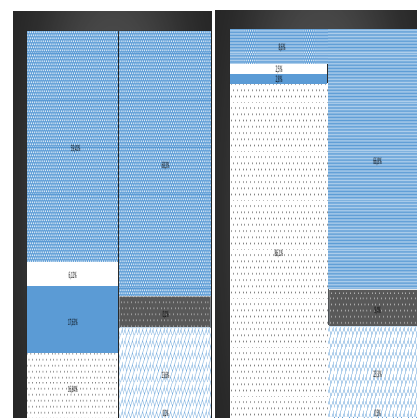
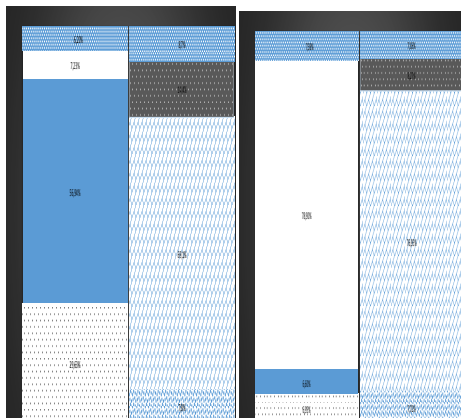
37- ACTIVITES IMMOBILIERES

2014

2015

2014

2015



38- ACTIVITE FOURNIE PRINCIPALEMENT AUX ENTREPRISES

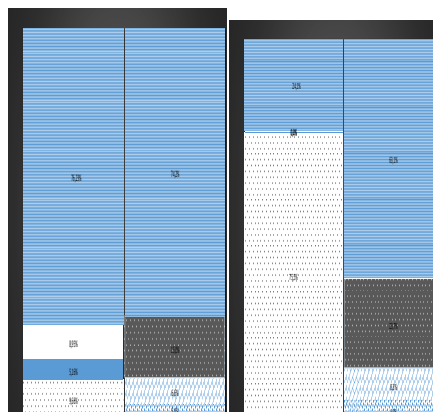
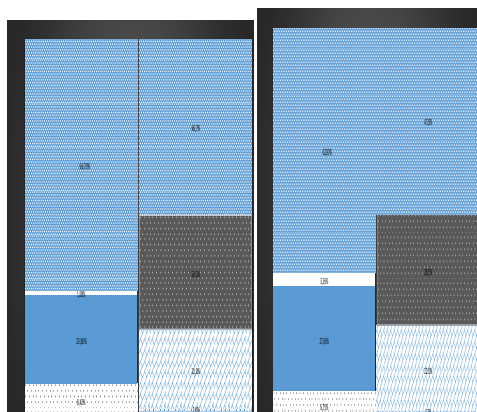
40- ACTIVITES EDUCATIVES

2014

2015

2014

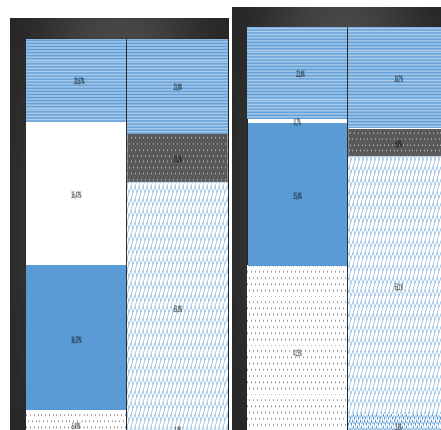
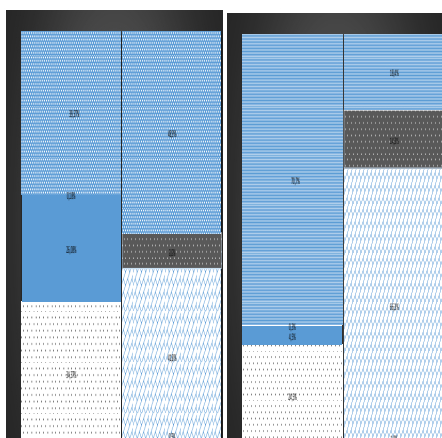
2015



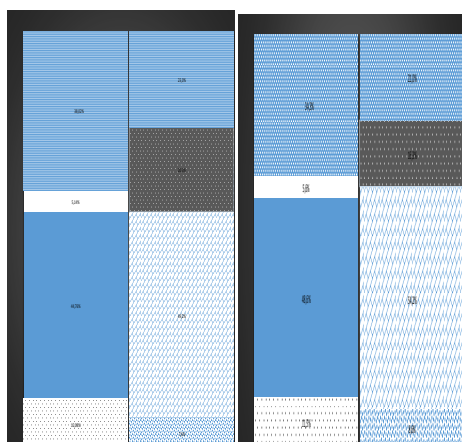
41- AUTRES ACTIVITES FOURNIES A LA COLLECTIVITE, ACTIVITES SOCIALES ET PERSONNELLES

42- AUTRES ACTIVITES FOURNIES A LA COLLECTIVITE, ACTIVITES SOCIALES ET PERSONNELLES

2014



TOUTES BRANCHES CONFONDUES



Annexe 5 : Equipe technique de rédaction du rapport

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef de Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Chef de Division du Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de rédaction

OUMAROU IBN El Hamid, Chargé d'Etude au Département des Statistiques d'Entreprises

GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etude au Département des Statistiques d'Entreprises

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

KONAI Fidèle, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

DJIDAWO DIFFO Victor Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

TCHAKOUA DJAKEULA Herviste, Chargé d'Etude assistant au Département des Statistiques d'Entreprises

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU DEPARTEMENT DES STATISTIQUES
D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org